



Pourquoi l'Union Syndicale Solidaires s'oppose non seulement à l'ouverture d'une mine de lithium à Echassières mais également à toute autre forme d'extractivisme dans le contexte politique, économique et écologique actuel.

AVANT-PROPOS

L'Union Syndicale Solidaires s'est publiquement positionnée contre le projet d'extraction de lithium porté par Imerys à Échassières.

Cette prise de position est le résultat d'un travail collectif nourri par des lectures, des enquêtes journalistiques, des travaux de recherche, des rapports institutionnels ainsi que des échanges avec des associations, des syndicats, des habitant·es et des collectifs engagés sur ces questions.

Parce qu'un projet minier engage durablement un territoire, ses ressources naturelles, ses habitant·es et son avenir économique, il nous paraît essentiel de rendre accessibles les éléments qui fondent notre analyse.

Ce document vise à expliquer pourquoi Solidaires s'oppose au projet EMILI porté par Imerys, mais également pourquoi cette opposition s'inscrit dans une réflexion plus large sur l'extractivisme, la transition écologique et les choix de société qui l'accompagnent aujourd'hui.

Notre objectif n'est pas de clore le débat mais de contribuer à une information éclairée du public. Chacun·e pourra ainsi prendre connaissance des arguments développés, des sources mobilisées et des propositions que nous portons pour construire une transition écologique et sociale respectueuse des êtres humains, des territoires et du vivant.

L'Union syndicale Solidaires est une organisation syndicale interprofessionnelle qui défend les droits des travailleur·euses, la justice sociale et la transformation écologique de la société.

SOMMAIRE

PARTIE 1 : Comprendre l'extractivisme et le projet EMILI	pages
LES 10 RAISONS POUR LESQUELLES SOLIDAIRES S'OPPOSE À LA MINE D'ÉCHASSIÈRES	5
I) L'industrie minière : source de pollutions, de conflits et de violation des droits	6
1) Une industrie destructrice et polluante	6
2) Un système prédateur et colonial	8
3) Une activité à l'origine de violations des droits	9
4) Une source de conflits géopolitiques	10
II) L'extractivisme sur le territoire Français et en Europe: une volonté politique	12
1) Le retour du renouveau minier (2010-2015)	12
2) Construire le récit de la mine responsable (2015-2020)	13
3) La transition écologique comme justificatif de la relance minière (2020-2023)	14
4) De la transition écologique à la souveraineté industrielle	15
III) Le lithium : c'est quoi ? c'est pour qui ? c'est pour quoi ?	19
1) Le lithium : une ressource abondante mais coûteuse à extraire	19
2) La production tirée par l'explosion de la demande	20
3) La voiture électrique : principal moteur de la demande	21
4) Une ressource convoitée bien au-delà de la transition énergétique	21
5) Qui décide des usages du lithium ?	21
IV) La société Imerys et l'art du greenwashing	23
1) Imérys : une multinationale minière	23
2) Un historique marqué par de nombreux contentieux	23
3) Le discours de la mine « verte » à l'épreuve des faits	25
V) Le projet d'extraction de lithium dans l'Allier (EMILI)	28
1) Mine et usine de concentration à Échassières (au lieu-dit La Bosse)	29
2) Plateforme de chargement à Vicq	33
3) Usine de conversion à Saint-Victor, dans l'agglomération de Montluçon	33
VI) Le rôle de Solidaires dans ce combat	35
1) Dénoncer et stopper la surconsommation minérale des plus riches	35
2) Revendiquer une réorientation des subventions publiques	36
3) Dénoncer le « tout-voiture »	37

4) Réclamer le développement du report modal	39
5) Défendre et accompagner les travailleur·euses	40
VII) En conclusion	41
1) Ce que montre ce dossier	41
2) Pourquoi c'est une question démocratique	42
3) Pourquoi le débat ne peut pas être réduit au carbone	42
4) La question centrale : du lithium, pour quoi faire ?	43

PARTIE 2 : Déconstruire les principaux arguments avancés par les partisan-es de l'extractivisme. pages

<i>I) Il faut des mines pour lutter contre le dérèglement climatique</i>	35
L'extractivisme permettrait de décarboner notre économie	35
Les métaux extraits permettraient de fabriquer des voitures électriques moins polluantes que les véhicules thermiques	37
Le développement de l'extractivisme serait indispensable aux besoins nécessaires pour une transition énergétique	39
Les nouvelles technologies peuvent être une solution pour faire face à la crise climatique	41
Les métaux seraient une source d'énergie alternative crédible aux énergies fossiles	43
<i>II) Les mines européennes d'aujourd'hui sont responsables</i>	45
Les mines seraient devenues moins polluantes et offriraient plus de garanties pour l'environnement et la santé des riverain-es	45
En France, les effets négatifs de l'industrie minière seraient atténués du fait d'une législation plus protectrice	47
Mieux vaut une mine en France qu'en Afrique ou en Amérique de Sud	52
<i>III) Les atouts des mines</i>	53
L'ouverture de mines sur le territoire français permettrait de garantir la souveraineté nationale	53
L'exploitation de mines serait rentable et constituerait un investissement sûr	55
L'industrie minière est créatrice d'emplois	57
Le conflit en Ukraine nous oblige à extraire des métaux pour notre armement	59
Il est incohérent de s'opposer à l'extractivisme car nous possédons tou·tes des smartphones.	60
<i>A retenir dans cette deuxième partie</i>	73
<i>Conclusion générale</i>	74

LES 10 RAISONS POUR LESQUELLES SOLIDAIRES S'OPPOSE À LA MINE D'ÉCHASSIÈRES

1. Parce que l'industrie minière est l'une des activités humaines les plus destructrices pour les écosystèmes.
2. Parce que les pollutions minières persistent après la fermeture des sites et peuvent affecter durablement les sols, les cours d'eau et les nappes phréatiques.
3. Parce que l'extractivisme repose sur un modèle économique qui organise la prédation des ressources naturelles et l'exploitation des populations les plus vulnérables.
4. Parce que l'industrie minière est fréquemment associée à des atteintes aux droits humains, à des conflits sociaux et à des violences envers les populations concernées.
5. Parce que la relance minière européenne répond davantage à des objectifs de compétitivité économique et de puissance géopolitique qu'à une véritable transition écologique.
6. Parce que le développement de l'extraction du lithium sert principalement à maintenir un modèle fondé sur la croissance continue de la production et de la consommation.
7. Parce que la voiture électrique ne constitue pas à elle seule une réponse suffisante aux enjeux climatiques et environnementaux.
8. Parce que les bénéfices privés de ces projets reposent largement sur des financements publics et sur un assouplissement des règles environnementales.
9. Parce que les politiques actuelles privilégient l'augmentation de l'offre de matières premières plutôt que la réduction des consommations et la sobriété.
10. Parce que d'autres choix sont possibles : développement des transports collectifs et des mobilités douces, sobriété matérielle, relocalisation des activités utiles, justice sociale et démocratie dans les décisions qui concernent les territoires.

I) L'industrie minière : source de pollutions, de conflits et de violations des droits

Comprendre le projet de mine de lithium d'Échassières suppose de dépasser le seul cadre local. Ce projet s'inscrit dans une dynamique plus large de relance de l'industrie minière en France et en Europe, présentée aujourd'hui comme une réponse nécessaire aux enjeux de la transition énergétique.

Pourtant, l'extraction minière ne constitue pas une activité industrielle comme les autres. Derrière les métaux indispensables à nos équipements numériques, à l'industrie automobile ou aux technologies dites « vertes », se cache une réalité souvent méconnue : pollution durable des milieux naturels, accaparement des ressources, atteintes aux droits humains, conflits sociaux et tensions géopolitiques.

Le terme « extractivisme » permet précisément de désigner ce modèle économique fondé sur l'extraction toujours plus importante de ressources naturelles afin d'alimenter la production industrielle et la croissance économique. Cette logique dépasse largement la seule question des mines : elle interroge notre rapport aux ressources, aux territoires, au travail et aux limites écologiques de la planète.

Avant d'examiner plus précisément le projet EMILI et les arguments avancés pour justifier son développement, il est donc nécessaire de comprendre les conséquences environnementales, sociales et politiques de l'industrie minière à l'échelle mondiale

1) Une industrie destructrice et polluante

L'activité minière est la plus anthropocénique des activités. Elle déplace 3 fois plus de matières que la planète ne le fait en un an (sédiments déplacés dans les océans et les cours d'eau). Ce processus s'est accéléré au cours des dernières décennies. En 20 ans les volumes de métaux extraits dans le monde ont doublé. Or extraire de la matière du sol produit plus de déchets que de ressources. Quand on extrait un minerai comme le cuivre par exemple, la teneur moyenne va être de 0,4 à 0,5 %. Donc 99,6 % sont des déchets en partie extrêmement dangereux et engendrent parfois des catastrophes (ruptures de digues de résidus à Aznalcollar en Espagne en 1998 ou à Bahia Mare en 2000 en Roumanie).

En effet, les exploitants miniers ne pouvant réintroduire dans les galeries qu'au maximum 50 % des déchets miniers, ils n'ont pas d'autres alternatives que de stocker les déchets en surface et de construire des digues autour. Mais ces dernières sont souvent défectueuses et pour cause. Contrairement aux barrages hydrauliques qui sont des ouvrages construits en béton par des ingénieurs-es, surveillés étroitement et construits en une fois ; les barrages miniers, qui contiennent des matières plus dangereuses que de l'eau, ne sont pas construits en béton. Ils sont fabriqués à moindre coût au moyen de déchets immédiatement disponibles. Ils sont progressivement agrandis et surélevés au cours de leur exploitation. Personne ne sait dire combien de parcs à résidus miniers ont été installés sur la planète. Certaines estimations en dénombraient entre 29 000 et 35 000. Et le pire, c'est que tous ces barrages ne sont pas uniquement dangereux tant qu'ils sont alimentés. Ils le sont durant des siècles. Au moment de l'accident de 2019 au Brésil, le bassin de Brumadinho n'avait plus reçu de résidus depuis 2014. Il avait été végétalisé. Quelques secondes avant l'accident,

il ressemblait à une colline. Puis celle-ci s'est subitement déchirée et s'est mise à couler. Ce phénomène porte le nom de « liquéfaction instantanée ».¹

Il faut parvenir à déconstruire l'image positive construite autour du passé minier en Europe en rappelant l'empreinte que cette industrie laisse là où elle s'installe.

En Grande-Bretagne, l'agence pour la protection de l'environnement a identifié 150 sites instables ou très pollués. Les anciennes mines sont l'une des plus importantes sources de pollution en Grande-Bretagne. La pollution minière est particulièrement difficile à résoudre du fait de sa très longue durée. En Écosse, les mines de charbon de Dalkeith du XIII^e siècle continuent de décharger des eaux acides et chargées de fer dans la rivière. 653 cours d'eau sont menacés, 90 % des plaines alluviales du nord de l'Angleterre sont polluées aux métaux lourds et on estime qu'il en est de même au Pays de Galles et dans certaines régions du sud de l'Angleterre.

En Italie, le ministère de la Transition écologique décrit dans un inventaire, plus de 300 sites présentant un risque élevé ou très élevé pour l'environnement et la santé.

La France n'est bien-sûr pas épargnée. Reporterre a eu accès aux centaines de pages de l'inventaire de Géodéris détaillant les sites pollués de chaque région française et les risques associés. Cet inventaire montre que, comme les pays voisins, la France est empoisonnée par les problèmes miniers. Et encore, l'État n'a pas jugé bon d'étendre l'inventaire à l'Outre-mer, où se situent pourtant les principaux sites d'extraction en France (Nouvelle-Calédonie ou Guyane). Mais rien qu'en métropole, on constate que les mines exploitées sur le territoire jusqu'au début des années 2000 ont créé des problèmes environnementaux insolubles : digues de résidus toxiques à stabiliser ou à confiner, pollutions aux métaux lourds, eaux minières à traiter pour l'éternité, remontées des nappes phréatiques...²

L'après-mine se prolonge indéfiniment dans le futur. Même une fois l'activité sur site arrêtée, les interactions de l'exploitation minière sur le territoire demeurent. Le passif « minier » est en réalité très actif. Et il risque de l'être de plus en plus car si aujourd'hui sa gestion est désespérante, demain le chaos climatique pourrait la rendre totalement inopérante. L'industrie minière est le plus important producteur industriel de déchets solides, liquides et gazeux au monde. Les bassins de résidus miniers sont parmi les ouvrages artificiels les plus vastes qui aient été construits sur la planète. Depuis le début du XXI^e siècle, on a déjà recensé plus de 50 ruptures de barrages de résidus. Comment assurer la sécurité de ces immenses barrages de déchets face à des pluies diluviennes ou des cyclones ? Comment des régions entières pourront-elles faire face à la sécheresse si les eaux souterraines ou de surface ont été contaminées par les résidus toxiques ? Les mines risquent de démultiplier les effets déjà dramatiques du changement climatique.³

Il est également important de prendre conscience que les techniques d'extraction demandent énormément d'énergie, d'eau, de produits chimiques (cyanure, soude, dérivés pétroliers...). Une grande mine de cuivre par exemple va utiliser 110 000 m³ d'eau par jour. C'est une aberration quand on sait que les 3/4 des sites miniers dans le monde sont situés sur des zones menacées de sécheresse.⁴

En 2014, la direction générale des eaux du Chili a commandé une étude pour savoir à quelle vitesse les glaciers andins étaient en train de fondre. L'équipe de recherche a découvert à cette occasion que les glaciers situés à proximité des mines fondent beaucoup plus vite que les autres. Les mines de cuivre d'Anglo American et de la Codelco sont responsables à plus de 80 % de la fonte du glacier Olivares Alfa qui s'est accélérée entre 2004 et 2014.⁵

1 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

2 *La liste des sites miniers empoisonnés que l'État dissimule*, www.reporterre.net, 04/06/2022

3 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, Editions du Seuil

4 *On est en train d'enfouir la crise climatique et écologique au fond des mines*, www.blast-info.fr, 19/02/2024

5 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

Il y a donc une incohérence à faire appel, pour sauver le climat, à l'industrie minière qui est non seulement un des pilier du capitalisme mais aussi l'industrie la plus destructrice et la plus énergivore. Par contre, si on se place du côté du capitalisme et du productivisme, ce choix devient cohérent notamment pour une raison. Grâce aux mouvements écologistes, les émissions carbone sont devenues visibles. On a pris l'habitude de mesurer l'empreinte carbone des entreprises ou des productions. Or, on connaît peu la mine et ses techniques. On a peu de représentations. C'est pour ça que le capitalisme déplace le problème écologique au fond des mines (notamment de métaux rares) à l'abri des regards et des représentations.

2) Un système prédateur et colonial

L'industrie minière est également un système prédateur et colonial à bien des égards. Le terme « extractivisme » issu de la littérature d'Amérique latine insiste sur le rôle politique des asymétries structurelles du capitalisme, c'est-à-dire du maintien dans la dépendance des pays du Sud Global vis-à-vis des pays du Nord. L'extractivisme décrit autant une prédation anthropocentrée de la nature au profit du capitalisme industriel qu'une division internationale du travail : aux états occidentaux la plus-value de l'extraction, aux états colonisés, ou anciennement colonisés, les conséquences de l'extraction.

Si on n'a plus entendu parler de mines en France à partir des années 70, c'est parce que le néo-libéralisme s'est développé fortement et a permis d'aller chercher les minerais à bas coût dans les pays lointains. A cette époque, le FMI et la banque mondiale ont obligé des dizaines de pays à privatiser leurs ressources minières qu'ils avaient nationalisées à la fin de la colonisation. Ces pays y sont contraints par la dette. Cela va avoir pour conséquences : la fin des coopératives minières, la baisse du nombre de syndicats miniers, la disparition des accords sociaux et une fiscalité avantageuse pour les entreprises privées étrangères. Il s'agit là d'une nouvelle forme de colonisation.

La mine de cobalt au Maroc a été ouverte en 1930 sous l'ère coloniale pour fournir de la matière première à l'armée française. Aujourd'hui, elle appartient au roi du Maroc mais elle sert toujours les intérêts français puisqu'elle équipe les batteries des voitures européennes. Nous avons donc toujours une dette écologique à l'égard de nos anciennes colonies que nous alimentons avec le type de transition écologique choisi.

L'annonce de **la découverte de terres rares à Kiruna, en Suède**, a fait le tour des médias en janvier 2023, sans jamais mentionner que les Samis autochtones en pâtiraient. Les troupeaux de rennes, dont les Samis nomades dépendent pour leur mode de vie, ont été décimés par milliers au cours de la dernière décennie en raison de l'exploitation déjà galopante du minerai de fer, ce qui rend la poursuite de leur mode de vie nomade de plus en plus difficile / peu attrayante pour les jeunes Samis. La ville de Kiruna a été déplacée pour la dernière fois en 2015 à cause de l'exploitation du minerai de fer - il semble que la ville soit à nouveau confrontée au même sort à cause des terres rares.⁶

Les peuples autochtones du Canada sont confrontés aux industries extractives depuis l'arrivée des Européens sur leur sol et la multiplication des projets d'extraction de graphite, de lithium, d'uranium ou d'or. Dans les seules provinces du Québec et de l'Ontario, plus de 700 000 permis de recherche ont été accordés, tous en territoires autochtones. En théorie, le Canada respecte la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (2007) : un projet minier ne peut être réalisé sans leur « *consentement préalable, libre et éclairé* ». Mais « *le système du free mining, qui date des ruées vers l'or du XIX^e siècle, contrevient directement à ce principe* »,

⁶ La voiture électrique : un maintien du statu quo sous de verts auspices, K. Jörg, <https://lestempsquirestent.org/fr>

explique Rodrigue Turgeon, avocat et porte-parole du réseau « Pour que le Québec ait meilleure mine ». En un clic, n'importe quelle entreprise peut obtenir un permis d'exploration sur un territoire sans même en avertir les communautés détentrices de droits. Ce permis lui permet de construire un camp, de réaliser des forages et d'autres activités de prospection. Rodrigue Turgeon qualifie ce régime minier d'« *instrument de torture colonial* ».⁷

La région du Kivu, à l'est du Congo, est décimée depuis plus d'une vingtaine d'années : plus de 6 millions de morts, des viols systématiques de femmes et d'enfants, des millions de déplacé-es. Un massacre inouï qualifié de « *génocide* » par de nombreux observateurs, mais qui se déroule toujours à l'ombre de l'indignation internationale. Il est notamment le résultat de manœuvres entreprises par les industries des pays riches pour l'accès à des ressources minières essentielles à la transition dite écologique : financement direct ou indirect des bandes armées, corruption des dirigeants du pays. La RDC est victime de cette prédation coloniale. L'industrie extractive pille ses ressources et empoisonne les terres, les eaux et le vivant avec ses produits et déchets toxiques. De surcroît, à une telle échelle, cette dévastation minière a des impacts planétaires : 500 000 hectares de forêt disparaissent chaque année en RDC à son profit.⁸

3) Une activité à l'origine de violations des droits

L'industrie minière engendre une forte internationalisation du travail car le minerai est récolté, conditionné, raffiné et transformé dans différents endroits à travers la planète. Cela permet aux exploitants de contourner les réglementations contraignantes et de créer des chaînes d'approvisionnement opaques. Il y a un risque d'aggravation des violations des droits humains et environnementaux avec le développement de l'extractivisme.



Conférence · Regards croisés sur les violations de droits humains en contexte de ruée minière mondiale, SystExt, 23 novembre 2024

⁷ Au Canada, « la mine est un instrument de torture colonial », www.mediapart.fr, 06/01/2025

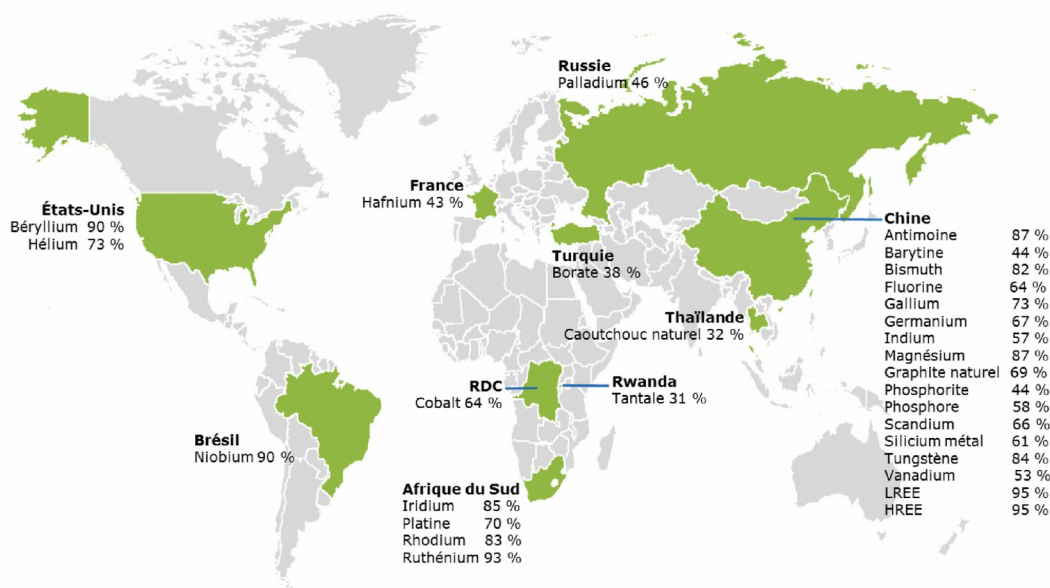
⁸ La consommation en métaux des Européens génère des massacres, www.reporterre.net, 14/06/2024

Le nombre de violations des droits humains dans le monde augmente alors que les chartes et les guides de bonnes pratiques se multiplient. Selon John Ruggie, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, ce sont les industries extractives qui viennent largement en tête des abus. Ces derniers peuvent aller jusqu'à la complicité de crime contre l'humanité. Parmi ces abus, il y a : les actes commis par les forces de sécurités publiques et privées chargées de protéger les biens des entreprises, la corruption, les violations des droits des travailleurs et travailleuses.⁹

Selon Human Rights Resource Center, 16 % des défenseur-es des droits tué-es dans l'exercice de leurs activités le sont dans le cadre d'une lutte contre l'extractivisme. L'industrie minière est responsable du plus grand nombre d'attaques contre les défenseur-es de droits et est à l'origine du plus grand nombre de conflits sociaux et environnementaux à l'échelle internationale (dans 28 % des cas).¹⁰

Et tout ceci se fait dans une grande opacité et impunité. Les chercheur-es alertent sur le peu de données dont on dispose lorsqu'il est question d'industries minières, surtout quand il s'agit des impacts sur l'environnement et les droits humains. Il n'existe pas d'inventaire complet des centaines de milliers de sites miniers et de zones d'exploration dans le monde. Le département de santé des USA a décompté 12 563 mines en activités dans le monde mais il y en aurait vraisemblablement beaucoup plus.¹¹ Ainsi tout ce que l'on sait sur l'extractivisme et ses conséquences est bien loin de la réalité car il manque énormément de données. Sachant par définition qu'il est impossible de gérer ce qu'on ne peut pas mesurer, l'industrie de l'extractivisme devrait être davantage remise en question.

4) Une source de conflits géopolitiques



Pays représentant la plus grande part d'approvisionnement mondial de matières premières critiques¹².

La Chine est en situation de quasi monopole sur les métaux rares. Or les fortes asymétries augmentent les tensions sur l'approvisionnement. A partir de 2010, la Chine a déclaré des embargos sur des métaux rares pour peser sur des conflits géopolitiques. C'est aussi le cas d'autres pays tels

⁹ Violations des droits humains en contexte de ruée minière mondiale, conférence de Systext du 23/11/2024

¹⁰ Violations des droits humains en contexte de ruée minière mondiale, conférence de Systext du 23/11/2024

¹¹ On est en train d'enfouir la crise climatique et écologique au fond des mines, www.blast-info.fr, 19/02/2024

¹² Une critique anticapitaliste de « la guerre des métaux rares » de Guillaume Pitron, www.strike.party 10/09/2023

que l'Inde, l'Indonésie, l'Afrique du Sud ou l'Argentine. Donc non seulement, il n'y a pas assez de métaux sur la planète pour permettre de réaliser une transition énergétique capitaliste mais leur répartition entre pays est source de conflits intenses. L'Ukraine en est l'exemple le plus récent. Ses sous-sols sont convoités par son agresseur, la Russie, et servent de chantage à l'aide militaire des États-Unis.

L'exemple de la Bolivie, montre que les acteurs économiques occidentaux ont, comme toujours, très peu à voir avec les principes démocratiques dans l'obtention des ressources convoitées par l'automobile. Le président démocratiquement élu Evo Morales a décidé en 2019 de mettre fin à l'exportation du lithium non transformé et de nationaliser l'ensemble du secteur. Comme dans les années 1950 et 1960, lorsque Mohammed Mossadegh en Iran ou Abd al-Karim Qasim en Irak voulaient nationaliser les gisements de pétrole de leur pays, Evo Morales a subi en 2019 ce que l'on appelle un « putsch du lithium », au cours duquel l'armée et la police ont pris le pouvoir et ont promis aux partenaires contractuels occidentaux de privatiser à nouveau la production de lithium et de développer les exportations. Lorsqu'Elon Musk, « probablement le plus grand acheteur de lithium au monde », a été accusé sur Twitter d'être derrière le coup d'État, il a ouvertement ironisé : « *Nous éliminons qui nous voulons ! Faites-vous une raison* ». Heureusement, le pouvoir de Musk n'était pas aussi illimité qu'il le prétendait dans ce tweet rapidement supprimé. Car le gouvernement putschiste a été destitué l'année suivante par Luis Acre. Mais cet exemple montre le vrai visage du soi-disant « capitalisme vert », que ce soit sous des auspices démocratiques ou dictatoriaux. Autant les États-Unis que l'UE ont immédiatement qualifié le gouvernement putschiste de « démocratique » et de légitime - il n'a pas été sérieusement question de sanctions. L'extractivisme autour des terres rares montre de plus en plus clairement une continuité avec les pratiques antérieures du capitalisme fossile : les matières premières, que le modèle économique respectif définit comme essentielles, sont sécurisées en utilisant tous les moyens de pouvoir. De même que l'Irak et l'Iran ont été renversés avec l'aide active de l'Occident parce qu'ils voulaient nationaliser leur pétrole, de nombreux pays économiquement pauvres et riches en lithium doivent aujourd'hui craindre des scénarios similaires - telle est la leçon de la Bolivie.¹³

À retenir

- **L'industrie minière génère d'importants volumes de déchets et de pollutions.**
- **Les impacts environnementaux se poursuivent pendant des décennies voire des siècles.**
- **Les populations des pays producteurs supportent l'essentiel des conséquences de l'extraction.**
- **Les atteintes aux droits humains sont fréquentes dans les zones minières.**
- **La compétition pour l'accès aux ressources alimente les tensions géopolitiques.**

Les impacts de l'industrie minière ne se limitent pas aux pollutions qu'elle génère. L'extractivisme est également un système économique et politique qui organise l'accès aux ressources à l'échelle mondiale. Derrière l'extraction des métaux se jouent des rapports de domination entre territoires, populations et États qui prolongent souvent des logiques héritées de l'histoire coloniale.

13 *La voiture électrique : un maintien du statu quo sous de verts auspices*, K. Jörg, <https://lestempsquiresentent.org/fr>

Cette première partie montre que l'industrie minière ne peut être considérée comme une activité industrielle ordinaire. Ses conséquences dépassent largement les limites des sites d'exploitation et se prolongent souvent sur plusieurs générations. Les pollutions produites par l'extraction, l'accumulation de déchets, les atteintes aux droits humains, les conflits sociaux ou encore les tensions géopolitiques liées à l'accès aux ressources témoignent d'un modèle fondé sur l'exploitation intensive des territoires et du vivant.

Pour Solidaires, le projet EMILI ne constitue pas une exception à cette logique. Il s'inscrit dans une stratégie plus large de relance de l'extractivisme présentée comme indispensable à la transition énergétique et à la souveraineté industrielle européenne. Les défenseurs de ce modèle avancent cependant plusieurs arguments pour justifier le développement de nouvelles mines : lutte contre le changement climatique, indépendance stratégique, création d'emplois ou encore nécessité industrielle.

Ces arguments méritent d'être examinés attentivement. C'est l'objet de la seconde partie de ce document.

II) L'extractivisme sur le territoire Français et en Europe: une volonté politique

Les promoteurs des nouveaux projets miniers présentent souvent l'extraction de métaux comme une nécessité technique imposée par la transition énergétique. Pourtant, le retour des mines en France et en Europe n'est pas le résultat d'une fatalité géologique ou technologique.

Depuis plus d'une décennie, gouvernements, institutions européennes et industriels travaillent à construire les conditions politiques, économiques et réglementaires d'une relance minière. Cette stratégie repose sur un récit désormais largement diffusé : pour répondre à la crise climatique, garantir notre souveraineté et préserver notre compétitivité industrielle, il faudrait extraire davantage de métaux.

Comprendre le projet EMILI suppose donc de comprendre comment cette relance minière a été pensée, organisée et justifiée politiquement.

1) Le retour du « nouveau minier » (2010-2015)

En 2010, une tension s'installe sur les ressources minières. Les occidentaux (USA et Europe) se rendent compte que la Chine et la Russie ont créé des monopoles. Par conséquent les entreprises occidentales de hautes technologies vont pousser les pouvoirs publics à réagir. Une tentative de relance minière voit le jour en Europe. Les industriels se mettent en ordre de bataille par la création en 2013 de l'Alliance des minerais, minéraux et métaux (A3M) qui vise à organiser la promotion des intérêts des industries extractives, afin d'exercer de l'influence sur les processus décisionnels auprès des pouvoirs publics français et européens. Il s'agit donc d'une fédération professionnelle de lobbying, laquelle participera activement à l'élaboration du rapport Varin fin 2021.

En octobre 2012, Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif de François Hollande, annonce fièrement l'entrée dans une nouvelle ère pour le sous-sol français, celle d'un

« renouveau minier ». En termes stratégiques, il s'agit d'inciter les opérateurs miniers à investir en France, mais aussi à relancer l'exploration et l'inventaire géologique des nouvelles substances stratégiques des industries du 21^e siècle. Suivant la déclaration de Montebourg, l'élite minière française s'active et s'organise, face à ce qui lui apparaît comme une fenêtre d'opportunité stratégique à ne pas manquer et plusieurs *juniors* minières déposent de nombreuses demandes de permis exclusifs de recherche de mine (PERM) : plus d'une dizaine sont en effet octroyés sur la décennie. Mais la publicisation de ces permis entraîne aussitôt des mobilisations et oppositions locales. Ces mobilisations, souvent virulentes et très organisées bloquent complètement l'élan du « renouveau minier » cher à Montebourg. Pour les services de l'État comme pour les acteurs industriels, l'échec des projets miniers français s'expliquerait par un double déficit : d'un côté des populations qui seraient mal informées et de l'autre des entreprises qui auraient manqué de stratégie, de « pédagogie », d'anticipation, et d'intégration aux territoires.

2) Construire le récit de la « mine responsable » (2015-2020)

C'est pourquoi le nouveau ministre de l'Industrie, Emmanuel Macron, lance en 2015 une concertation nationale appelée « Mine responsable » qui vise à définir « un modèle français de la mine responsable » pour mettre en avant « la mine du futur » qui serait – évidemment – écologique et responsable. Présentée comme un espace de dialogue et de compromis entre parties prenantes, cette concertation a pour objectif *in fine* d'amorcer la réforme du Code minier, en tenant compte des critiques environnementales des oppositions locales. On y voit déjà ce qui deviendra le fameux « en même temps » macroniste : accélérer les procédures d'instruction des demandes de permis pour faciliter la relance minière nationale, mais, « en même temps », donner des gages environnementaux et se mettre à niveau des référentiels industriels internationaux en la matière. Non dupes qu'il s'agissait, somme toute, de *faire accepter* les mines plus que de les *rendre acceptables*, les ONG et associations environnementales soit boycottent d'emblée la discussion, soit quittent très rapidement la table des débats : ce qui aboutit au blocage politique de la réforme du Code minier. Cette première séquence dite du renouveau minier est donc un échec tant pour l'État que pour les opérateurs miniers. Le manque de définition d'un intérêt public supérieur n'y est pas étranger. Il a fallu donc construire un récit des métaux.

À partir du rapport de la banque mondiale de 2017 (établi en collaboration avec le plus gros lobby minier du monde qui regroupe les 27 principales entreprises minières occidentales), la transition fournit un impératif moral qui légitime le retour de cette industrie sur la scène publique. Elle y apparaît alors réenchantée non plus comme problème mais comme solution.¹⁴

Le projet de Macron de réindustrialiser la France avec la french-tech et quelques start-up va s'inscrire dans cette dynamique. En 2017, il annonce le temps de la nouvelle économie permettant de faire revenir la croissance et de baisser le chômage. Il s'agit de multiplier les nouveaux projets industriels afin de développer le capitalisme vert permettant de décarboner notre économie. Suite aux différentes « COP Climat », la logique « bas carbone » et le cadrage en termes de « décarbonation » sont devenus centraux dans la définition de la politique industrielle et du pilotage de « la transition ». Les industries extractives n'ont pas manqué de s'organiser internationalement et de s'associer à ce cadrage « carbone » qui va dans le sens de leurs intérêts miniers.

Le coup de force idéologique et discursif qui s'opère au tournant des années 2020 est impressionnant : alors que la littérature est abondante sur les conséquences cataclysmiques de l'extraction, on en arrive à une offensive communicationnelle majeure des différents promoteurs de la relance minière, requalifiées comme par magie en ressources environnementales en tant qu'elles

14 *La ruée minières au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

permettraient non seulement de soutenir l'économie, mais aussi de lutter contre la dégradation écologique du monde, réduite ici à la seule mesure (partielle, et partielle) du carbone.

3) La transition écologique comme justification de la relance minière (2020-2023)

Depuis 2021, en France, mais aussi dans les arènes internationales, la question extractive est désormais traitée systématiquement comme une promesse d'industrie décarbonée, dans un récit d'une extraction minière qui permettrait de lutter contre le réchauffement climatique.

Ce discours de la décarbonation prend deux formes principales dans la politique française au début des années 2020. D'abord, depuis 2019, le gouvernement a commandé une série de plans de programmation des ressources minérales afin d'identifier les besoins industriels et les opportunités pour la transition bas-carbone, en particulier autour du recyclage. Deux premiers rapports sur le photovoltaïque¹⁵ et les réseaux électriques¹⁶ sont publiés en décembre 2020. Ces deux rapports sont réalisés sous le pilotage du Commissariat général au développement durable (CGDD) et de la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN), avec, en appui, l'expertise technique du Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM) et du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA). La coordination de ces rapports se fait donc sous la houlette d'institutions plutôt favorables à la relance minière : le CEA a la particularité d'avoir été historiquement le premier acteur des mines d'uranium françaises, la DGALN abrite le Bureau des ressources non-énergétiques qui s'occupe des projets miniers, le BRGM est le service géologique national historiquement impliqué dans le développement minier français. Ces deux rapports invitent, d'une part à la relance minière française, d'autre part au ciblage prioritaire des ressources nécessaires à l'électrification et au développement des batteries.

Dans la même période, des politiques communiquent en ce sens. En décembre 2021, Barbara Pompili, alors ministre de la Transition écologique, ouvre la porte à l'exploitation du lithium et des fonds marins en France, au nom de l'écologie (évidemment), à l'occasion d'une interview sur BFMTV.¹⁷

En 2022, est publié un troisième rapport, le rapport Varin, sur la sécurisation de l'approvisionnement de l'industrie en matière premières minérales. Le rapport Varin tient une place déterminante en termes de cadrage et de nouvel élan pour la justification de la relance minière. Ancien PDG de PSA-Peugeot-Citroën et ancien président de France Industrie¹⁸, Philippe Varin tient un rôle pivot entre industries consommatrices et productrices de minerais et de métaux. Les industries consommatrices et productrices de minerais et métaux ont été largement consultées pour son élaboration. Ce n'est donc guère étonnant qu'un des points centraux du rapport porte sur la formulation d'une « stratégie d'accélération dédiée aux batteries »¹⁹. Le rapport remet par ailleurs au goût du jour le concept de « Mine responsable » pour défendre le principe de réouverture de mines en France.

Ce cadrage environnemental et raisonné de la mine française est d'ailleurs, en réalité, rapidement mis au second plan, face aux impératifs géopolitiques. En Février 2022, Bérangère Abba, alors Secrétaire d'État à la biodiversité, s'exprime à propos du site de la Baie de Treguennec,

15 https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/publications/Plan%20ressources%20Photovoltaique_0.pdf

16 <https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/Plan%20ressources%20R%C3%A9seaux%20%C3%A9lectriques.pdf>

17 https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/energie/extractions-minieres-en-france-barbara-pompili-ne-veut-s-interdire-de-rien_AV-202112030179.html

18 France Industrie est une organisation professionnelle de lobbying créée en 2018, pour promouvoir les intérêts industriels en France. Parmi ses membres, on trouve des groupes de l'extraction (Orano et Eramet), des fédérations professionnelles comme l'A3M, Aluminium France, et de nombreux groupes et fédérations de l'automobile, de l'énergie, de l'électricité.

19 <https://www.mineralinfo.fr/fr/actualite/actualite/france-2030-rapport-varin-sur-securisation-de-lapprovisionnement-matieres>

dans le Finistère, identifié comme particulièrement riche en lithium par l'inventaire du BRGM. Le problème est que cette baie se situe au cœur d'une Réserve naturelle régionale... Après avoir fait mention de l'impact de la pandémie de Covid-19 sur la fragilisation des chaînes de valeurs globales, l'argumentaire écologique devient soudainement très secondaire au regard de la compétition internationale pour l'accès aux ressources : « *C'est un site exceptionnel, mais les besoins sont importants. La pression géostratégique est forte sur ce type de métaux* »²⁰. Lorsqu'il est mis en balance avec l'enjeu géostratégique, l'enjeu environnemental devient la variable d'ajustement.

4) De la transition écologique à la souveraineté industrielle

Le cadrage de la relance minière est protéiforme et devient un impératif. A partir du tournant 2022-2023, s'opère une mue de cet assemblage argumentaire pour que s'y ajoute celui d'un « retard français », et même celui de l'entrée dans une nouvelle ère de « crise », dont la relance minière constituerait une des solutions de sortie. Le 11 mai 2023, Emmanuel Macron tient un discours dans lequel il met systématiquement en balance ce thème du « décrochage » français face aux « accélérations » climatiques, technologiques, et géopolitiques.²¹ Le thème du « décrochage », de préférence Français, mais aussi Européen, est devenu omniprésent dans les interventions de personnels politiques, d'éditorialistes, ou de commentateurs politiques, en général issus du centre libéral, de la droite ou de l'extrême-droite. Ce thème du déclin est utilisé pour 1) s'attaquer au modèle social français 2) vanter la réindustrialisation ; le tout formant une logorrhée éditoriale faisant l'éloge de la puissance dans sa définition conservatrice, capitaliste, productiviste et écocidaire. Pour sortir de cette « impasse », Emmanuel Macron formule quatre leviers : la compétitivité, l'investissement, la réindustrialisation, l'innovation territoriale. Pour ce qui est de l'investissement et du soutien à la réindustrialisation, les plans d'investissements « France Relance » (100 milliards) et « France 2030 » (54 milliards) sont précisément présentés comme devant permettre de « rattraper le retard industriel français »²².

Mais, Macron varie les arguments en fonction de l'actualité. C'est ainsi qu'il peut passer du thème du retard français à celui d'une nouvelle crise énergétique, avec pour seules alternatives à sa résorption : la relance minière et la relance du nucléaire. « *En France, on n'a pas de pétrole, mais on a du lithium* »²³. Cette formule est un calque d'une phrase fameuse de Giscard pendant la crise du pétrole des années 1970 : « En France, on n'a pas de pétrole mais on a des idées ». Ce-faisant, Emmanuel Macron pose l'idée d'une nouvelle crise énergétique dont il faudrait sortir par le lithium et par l'uranium. C'est en effet à cette occasion également que Macron annonce au passage sa volonté de relancer l'industrie nucléaire française, pour réduire la dépendance au pétrole et au gaz. Il est intéressant d'observer là aussi que l'énoncé environnemental n'est pas le motif central du discours mais constitue un moyen pour justifier la finalité stratégique (réduire la dépendance en ressources vis-à-vis de nos fournisseurs-compétiteurs internationaux).

On voit bien ici à quel point la propagande des entreprises minières et des politiques s'est déployée sur une décennie. Elle se base en grande partie sur la culpabilisation en s'appuyant sur nos valeurs de justices sociales. Elle peut se résumer en une phrase : « Pour produire tout ce qu'il y a sur vous et dans vos téléphones, il va falloir qu'il y ait des mines près de chez vous ». Cette culpabilisation permet de rallier ou tout du moins d'éviter l'opposition de beaucoup de personnes pourtant touchées de plein fouet par les ravages de l'extractivisme. Il est établi qu'il ne faut pas s'opposer car c'est avant tout pour assouvir nos besoins et sauver la planète. On omet de dire que

20 <https://www.cuej.info/dossiers-multimedias/lithium-le-mirage-vert-du-nouvel-or-blanc/lithium-vert-un-projet-mine>

21 <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-21186-fr.pdf>

22 <https://www.economie.gouv.fr/france-2030>

23 <https://www.sudouest.fr/politique/emmanuel-macron/vehicule-electrique-on-n-a-pas-de-petrole-mais-on-a-du-lithium-lance-emmanuel-macron-12756299.php>

cette politique se fixe pour objectif d'extraire, sur le sol européen, seulement 10 % des matières premières nécessaires sur la totalité de celles dont ont besoin les grandes entreprises ; et que par conséquent, les autres mines dans le monde continueront d'être exploitées voire même, verront leur nombre augmenter.²⁴

La transition telle qu'elle est portée par les élites, de la banque mondiale à l'agence internationale de l'énergie, de Washington à Bruxelles consiste à démontrer qu'on peut résoudre le problème du réchauffement climatique sans toucher à la production, à la croissance. Le problème est transformé en substitution énergétique. Il suffirait de remplacer le pétrole et le charbon par des technologies « bas carbone » (photovoltaïque, éolienne, nucléaire) pour faire fonctionner des voitures électriques, des usines, des data center... Mais quand bien même ces technologies émettraient moins de carbone, il est impératif de prendre conscience qu'elles nécessitent des polluants chimiques qui empoisonnent l'air, les cours d'eau, les sols, les nappes phréatiques. Elles artificialisent des surfaces considérables. Elles génèrent des déchets intraitables à l'échelle humaine.²⁵ Pourtant les discours appelant à la sobriété sont quasi absents du débat public.

La France - par la voix de son ex commissaire Thierry Breton - a même pesé de tout son poids pour que l'Europe n'invite pas à la « modération de la demande » en métaux et minerais, en s'opposant à d'autres partenaires européens, lors des négociations sur la politique européenne en matière de régulation des matières critiques (dite CRMA). Là même où on aurait pu engager une réduction de notre surconsommation métallique. Une première réponse à notre « fragilité » dans la compétition géopolitique aurait peut-être été de réduire nos consommations non stratégiques en métaux. Car on utilise des métaux partout, de manière totalement « dérégulée » d'un point de vue d'économie politique, et souvent dans des produits dont on pourrait se passer, ou produire autrement. Bien au contraire, lors de l'examen du CRMA au sein du Conseil de l'UE, les gouvernements français et espagnol se sont fait l'écho d'une demande du lobby de la défense ASD, à savoir l'inclusion de l'aéronautique civile dans le champ d'application de la loi.²⁶

C'est ainsi que l'enjeu de la sobriété sera totalement absent du CRMA. Cela sera volontairement exclu, sous la pression de certains commissaires, dont celui de la France, d'inviter les États membres à adopter une telle politique publique de sobriété métallique. Alors qu'une première réponse à notre « fragilité » dans la compétition géopolitique aurait pu être la « sobriété », c'est-à-dire réduire nos consommations non stratégiques en métaux, comme l'invite des organisations de la société civile comme ATTAC en 2023²⁷ ou encore Négawatt²⁸.

Il serait pourtant indispensable que la France et l'Union européenne se fixent des objectifs ambitieux de réduction de la consommation de matières compatibles avec les limites planétaires. Cette réduction devrait nécessairement passer par la planification d'une stratégie nationale des matières premières issue d'une large concertation, et encadrée par le travail d'une instance nationale dédiée spécialement à la sobriété matières. En plus d'un plafond, l'État devrait définir un niveau de vie décent permettant d'estimer un palier dans la consommation de matières afin de garantir que les besoins de tous et de toutes soient assurés sans aggraver les inégalités sociales et la précarité (voir [la théorie du donut](#)).²⁹

Mais bien au contraire, le CRMA vise à *développer* les industries extractives et énergétiques européennes. La volonté de ne pas inviter à la modération de la demande témoigne précisément qu'il s'agit moins d'écologisation que de réindustrialisation.

24 On est en train d'enfouir la crise climatique et écologique au fond des mines, www.blast-info.fr, 19/02/2024

25 La ruée minière au XXI^e siècle, Célia Izoard, les éditions du Seuil

26 Du sang sur le pacte vert ?, <https://multinationales.org>, 07/11/2023

27 https://france.attac.org/IMG/pdf/132-la_8p-pms354-v2.pdf

28 <https://www.negawatt.org/sobriete-efficacite>

29 <https://fne.asso.fr/dossiers/tout-savoir-sur-la-sobriete-matieres>

C'est comme ça que 34 matières premières critiques ont été recensées par le CRMA, et parmi elles une liste spécifique de matières premières stratégiques (en gras dans la liste) créée pour les matières dont la fourniture devrait augmenter de manière exponentielle, qui ont des exigences complexes en matière de production et qui sont donc confrontées à un risque plus élevé de problèmes d'approvisionnement : **aluminium/bauxite/alumine** ; charbon à coke ; **lithium** ; phosphore ; antimoine ; feldspath ; **terres rares légères** ; scandium ; arsenic ; spath ; fluor ; magnésium ; **silicium métallique** ; barytine ; **gallium** ; **manganèse** ; strontium ; béryllium ; **germanium** ; **graphite** ; tantale ; **bismuth** ; hafnium ; niobium ; **titane métal** ; **bore** ; hélium ; **métaux du groupe platine** ; **tungstène** , **cobalt** , **terres rares lourdes**, phosphorite , vanadium ; **cuivre**, **nickel**.

Cinq secteurs stratégiques sont identifiés par l'UE : les énergies renouvelables, l'électromobilité, l'industrie, les technologies de l'information et de la communication (TIC), l'aérospatial et la défense. L'UE soutient que sans les matières premières critiques, la plupart des secteurs de la société cesseraient de fonctionner, car elles sont présentes dans de nombreux appareils de la vie quotidienne et dans des produits essentiels à l'économie de chaque État membre. Aujourd'hui, un large éventail de technologies clés, des puces aux batteries, en passant par les smartphones et tous les appareils électroniques, repose sur les propriétés physiques uniques de certaines matières premières critiques. Au cours des dernières années, les accumulateurs électriques au lithium ont envahi de nombreux objets, sous diverses formes. Les piles (accumulateurs non rechargeables) alimentent les cigarettes électroniques jetables, les cartes d'anniversaire musicales, les jouets, les babioles des marchés de Noël, les prothèses auditives, etc. Les batteries proprement dites (accumulateurs rechargeables) font fonctionner téléphones portables, ordinateurs, tablettes, GPS, montres connectées, outils électroportatifs, drones, trottinettes, vélos, motos et voitures, pour ne citer que les usages les plus répandus. Petit à petit tous ces objets ont été rendus indispensables au quotidien de toutes et tous, ce qui donne un argument de plus aux industriels et aux dirigeants européens pour rendre indispensable le développement de l'extractivisme à n'importe quel prix.³⁰

Les objectifs de l'UE vont dans ce sens avec notamment l'ambition d'accroître de 35 % la quantité de lithium utilisée dans l'UE produit en Europe.³¹ Un objectif très ambitieux quand on sait qu'il faut compter en moyenne seize ans pour ouvrir une mine, dont douze ans rien que pour les procédures d'autorisation et de financement, et quatre à cinq ans pour la construction du site, selon l'Agence internationale de l'énergie (IEA).

Le CRMA (le règlement sur l'approvisionnement en matières premières critiques, adopté le 12 décembre 2023 par le Parlement européen) est censé raccourcir les délais : la procédure d'octroi de permis ne dépassera pas 27 mois pour les projets d'extraction et 15 mois pour les autres projets. Alors qu'à l'heure actuelle, les processus d'autorisation peuvent durer de cinq à dix ans. Les États sont invités à soutenir de la même manière les projets industriels miniers et métallurgiques.³²

Cette accélération des procédures pourrait avoir de sérieuses conséquences sur la qualité des études d'impact menées. « *Les failles du cadre environnemental actuel vont être amplifiées* », a estimé Sophie Rauszer, conseillère politique du groupe de la Gauche au Parlement européen. Les projets reconnus comme stratégiques par la Commission pourront en effet bénéficier du caractère d'intérêt public dit « supérieur ». Un sésame permettant d'outrepasser trois directives européennes capitales pour la protection de l'environnement : celles sur l'eau, les oiseaux et l'habitat. Pourtant, les directives habitat et oiseaux visent à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats

30 <https://france.ATTAC.org/se-mobiliser/justice-sociale-et-climatique/article/les-dessous-de-la-politique-europeenne-en-matiere-d-extractivisme#nh3>

31 *Avis délibéré de l'Autorité environnementale sur le projet EMILI, d'extraction et traitements de lithium*, n° ae : 2024-14, séance du 21/11/202

32 <https://france.ATTAC.org/se-mobiliser/justice-sociale-et-climatique/article/les-dessous-de-la-politique-europeenne-en-matiere-d-extractivisme#nh5>

particulièrement menacés dans les zones classées Natura 2000, tandis que la directive sur l'eau pose les bases d'un usage responsable et durable de la ressource hydrique et garantit la propreté de l'eau potable et des eaux de baignade. Même si les états membres devront motiver le caractère d'intérêt supérieur de leurs projets miniers, ils auront la possibilité de le faire au cas par cas sans tenir compte des normes européennes et sans risquer la moindre sanction.³³

Ainsi cette politique de relance industrielle va se concrétiser sur le territoire français notamment par l'ouverture d'usines de fabrication de batteries électriques pour voitures : des giga-factory. La 1ère a ouvert à Billy-Berclau-Douvrin dans le Pas-De-Calais le 30 mai 2023 avec un investissement de 800 millions d'€ (la moitié fournie par des entreprises privées telles que Celles Compagny ACC, TotalEnergies et Mercedes et l'autre moitié par des fonds publics). L'objectif annoncé est de fabriquer 500 000 batteries par an. Les promesses d'emplois sont de 1 400 à 2 000 emplois directs d'ici 2030. A cela s'ajoute trois autres giga-factory à Douai et Dunkerque en 2024-2025 dont les investisseurs seront Japonais, Chinois, Français et Taïwanais (Sic souveraineté française!). Une quarantaine de giga-factory sont en projet sur le continent Européen. Plus généralement des centaines de milliards d'euros de financements ciblés inondent les entreprises des secteurs militaires, de hautes-technologies et de capacités vertes en occident.³⁴

Ce retour des projets miniers en France et en Europe ne résulte donc pas d'une simple évolution technologique. Il est le fruit d'une stratégie politique assumée visant à sécuriser l'approvisionnement des industries européennes en matières premières considérées comme stratégiques. Pour obtenir l'adhésion de l'opinion publique, cette relance minière est désormais présentée comme indispensable à la transition écologique, à la souveraineté industrielle et à la compétitivité économique. Pourtant, cette orientation repose principalement sur l'augmentation de l'offre de matières premières, tandis que les questions de sobriété, de réduction des consommations et de transformation des modes de production sont exclues du débat.

C'est dans ce contexte politique, économique et idéologique que s'inscrit aujourd'hui le projet de mine de lithium d'Échassières.

Pourquoi cela concerne le projet EMILI ?

Le projet de mine de lithium d'Échassières n'est pas seulement la conséquence de la présence de lithium dans le sous-sol bourbonnais. Il s'inscrit dans une stratégie nationale et européenne plus large visant à sécuriser l'approvisionnement des industries des batteries, de l'automobile électrique et des technologies numériques.

Comprendre cette politique de relance minière permet donc de comprendre pourquoi le projet EMILI est aujourd'hui présenté comme stratégique, pourquoi il bénéficie d'un soutien institutionnel important et pourquoi les procédures d'autorisation tendent à être accélérées.

³³ L'union européenne rêve d'exploiter ses richesses minières, www.mediapart.fr, 24/04/2024

³⁴ De Germinal aux bornes de recharge : pourquoi enquêter sur un projet de mine de lithium, www.strike.party 30/11/23

À retenir

- **La relance minière européenne résulte d'un choix politique assumé.**
- **Les métaux sont présentés comme indispensables à la transition écologique.**
- **Les intérêts industriels jouent un rôle important dans l'élaboration de ces politiques.**
- **Les procédures d'autorisation tendent à être accélérées.**
- **Les enjeux de sobriété et de réduction des consommations restent largement absents du débat.**

III) Le lithium : c'est quoi ? c'est pour qui ? c'est pour quoi ?

Le lithium est aujourd'hui présenté comme l'un des métaux indispensables à la transition énergétique. Son exploitation est régulièrement justifiée par les besoins croissants liés à l'électrification des transports et au développement des technologies bas carbone. Pourtant, derrière ce récit se cachent plusieurs questions essentielles : le lithium est-il réellement une ressource rare ? À quels usages est-il destiné ? Quels secteurs bénéficient réellement de son extraction ? Et surtout, les besoins annoncés sont-ils inéluctables ou résultent-ils de choix politiques, industriels et économiques ?

1) Le lithium : une ressource abondante mais coûteuse à extraire

Le lithium fait partie des métaux dont la France possède les plus grosses réserves et qui ne seront pas épuisées avant des centaines d'années. Sachant cela, il est surprenant que Macron privilégie l'extraction de ce minerai plutôt que l'antimoine ou l'étain qui devrait manquer à partir de 2030 et dont la France dispose d'un fort potentiel également.³⁵

Le lithium est un métal gris qui se présente sous la forme de poudre blanche quand il n'est pas raffiné ou de petits lingots. Le lithium est dispersé dans les roches. Il faut donc pour l'extraire une très grande quantité d'eau, d'énergie et de produits chimiques. L'impact lié à sa production n'est pas négligeable : selon Alexandre Chagnes du laboratoire Géoressources de l'université de Lorraine, une tonne de lithium produite engendre l'extraction de 550 t de minerai et l'utilisation de 250 t de saumure (si on veut produire une tonne de lithium à partir de batteries usagées, cela nécessitera le recyclage de 30 t de batteries).

C'est un des métaux les plus abondants de la planète. On estime les réserves à au moins 150 ans. Les réserves de lithium ne posent donc pas de problèmes. C'est plutôt la difficulté à développer suffisamment rapidement de nouvelles mines et usines de raffinage pour répondre aux besoins de l'industrie automobile qui pose problème aux partisan-es de l'extractivisme.

L'extraction du minerai s'est accélérée dans le monde de façon spectaculaire. Entre 2016 et 2022, la production de lithium a bondi de 37 % par an (sans compter les années Covid), pour atteindre 130 000 tonnes en 2022, selon l'Institut d'études géologiques des États-Unis. La contribution de l'Union européenne à la production mondiale de lithium se résume à celle du Portugal, seul état membre à en extraire, à hauteur de 600 tonnes en 2022. Une goutte d'eau si l'on considère les besoins européens, chiffrés à 23 000 tonnes en 2020 et entre 100 000 et 300 000

35 Une critique anticapitaliste de « la guerre des métaux rares » de Guillaume Pitron, www.strike.party 10/09/2023

tonnes d'ici à 2030, selon un rapport réalisé par l'Université catholique de Louvain. Le Vieux Continent dépend donc de pays étrangers, et en particulier du Chili, pour son approvisionnement.

Ventilation des importations européennes de lithium



Source: Commission européenne • Créé avec [Datawrapper](#)

Le problème n'est donc pas l'épuisement imminent de la ressource mais la volonté de développer toujours plus rapidement les capacités d'extraction afin de répondre aux besoins de certaines industries.

2) Une production tirée par l'explosion de la demande

La grosse majorité de la production est destinée aux batteries des voitures électriques. En 2023, 80 % de la production a servi à fabriquer des batteries lithium-ion. Il existe d'autres types de batteries mais celles au lithium ont une plus grande capacité de stockage et sont donc plus performantes pour les véhicules car plus légères que les autres à capacité égale. Les autres usages du lithium (moins de 20%) sont destinés à l'industrie de la céramique et du verre, des lubrifiants, du moulage métallique et des médicaments³⁶. A partir de ce constat, on peut donc émettre plusieurs hypothèses. La première étant que si on renonçait à la voiture individuelle pour réorganiser les territoires autour des transports en commun, il serait probablement nécessaire de fermer des mines de lithium. La seconde, mentionnée par l'autorité environnementale dans son rapport du 21 novembre 2024, est que l'énergie stockée dans les véhicules pourrait baisser avec la diminution de leur taille, avec l'augmentation des bornes de recharge rapide voire le développement de la recharge en route par induction.³⁷

De plus en plus de milliardaires investissent dans les mines. Gates, Bézos et Bloomberg ont investi massivement dans l'extraction au Groenland. Ces capitalistes en puissance dont la fortune se base essentiellement sur le numérique, ont besoin d'un extractivisme fort. L'IA demande beaucoup de stockage de données ce qui nécessite d'immenses data center qu'il faut alimenter et refroidir avec énormément d'énergie et d'eau. Google et Amazon investissent des sommes colossales dans les énergies renouvelables pour leurs data center. Et pour ce faire, ils monopolisent en grande partie les ressources minières. L'alimentation des data center de Google représentent la consommation de 18 millions d'africains. Dans son rapport environnemental, Google a révélé avoir prélevé 28 milliards de litres d'eau dans l'année, dont les deux tiers - de l'eau potable - pour refroidir ses data center. Pour éviter les pannes, les entreprises du cloud comme Amazon renouvellent leurs serveurs tous les 3 ans et doublent l'alimentation électrique en stockant des tonnes de batteries qui contiennent des métaux rares.

³⁶ Comprendre le marché mondial du lithium, faire front contre la bagnole, www.strike.party, 04/02/2024

³⁷ Avis délibéré de l'Autorité environnementale sur le projet EMILI, d'extraction et traitements de lithium, n° ae : 2024-14, séance du 21/11/2024

L'industrie aéronautique est également extrêmement gourmande en métaux. Airbus avec ces 700 avions produits par an est l'une des sociétés les plus consommatrices de métaux au monde (dans un A380 il y a 80 t d'aluminium-lithium, 18 t de titane...) ³⁸.

L'industrie de l'armement est également grande consommatrice de lithium. On en trouve dans les avions de chasse, les hélicoptères, les têtes de missiles. Sa consommation dans ce type d'alliage double entre 2019 et 2025. ³⁹

Cette croissance spectaculaire ne résulte pas d'une pénurie mais d'une augmentation rapide de la demande portée par plusieurs secteurs économiques.

3) La voiture électrique : principal moteur de la demande

Quant à l'industrie automobile, elle mise depuis des années sur la production de SUV de plus en plus gros (une voiture électrique de 2 tonnes contient une batterie de 700 kg). ⁴⁰ Afin de résister à l'effondrement des ventes de véhicules neufs, les constructeurs automobiles privilégient des voitures lourdes, sophistiquées et chères, et donc particulièrement gourmandes en ressources. L'ONG Transport & Environnement, qui milite pour un système de transport décarboné, a publié une étude qui ne pousse guère à l'optimisme : la taille des véhicules neufs augmente en moyenne de 1 cm tous les deux ans – augmentation stimulée notamment par la hausse des ventes de SUV. ⁴¹

Le niveau de consommation de lithium dépend donc directement des choix de mobilité. Plus les véhicules sont nombreux, lourds et puissants, plus les besoins en lithium augmentent. À l'inverse, le développement des transports collectifs, du ferroviaire ou de véhicules plus légers permettrait de réduire significativement la demande.

4) Une ressource convoitée bien au-delà de la transition énergétique

Le lithium n'est pas uniquement destiné aux technologies présentées comme écologiques. Il alimente également le développement de secteurs fortement consommateurs de ressources, parfois éloignés des objectifs de transition énergétique.

Il n'existe actuellement aucune disposition dans le CRMA ou au niveau national pour différencier les utilisations des métaux, ni pour donner la priorité aux utilisations dans le cadre de la transition énergétique plutôt que, par exemple, à la construction de nouveaux avions. Il sera donc impossible de contrôler ce qu'il adviendra de la future production européenne de métaux, et rien n'empêchera le lithium produit en France ou au Portugal d'être utilisé dans les batteries de smartphones en Corée. Tous les projets d'extraction et d'approvisionnement, quelles que soient les utilisations futures des métaux, bénéficieront du même soutien public et des mêmes dérégulations environnementales. ⁴²

5) Qui décide des usages du lithium ?

De plus, les technologies de la transition n'échappent pas aux effets rebonds et peuvent entraîner la croissance d'autres secteurs plus carbonés. Par exemple, en 2023, le plus grand parc éolien flottant au monde a été inauguré en mer de Norvège: il sert pour alimenter des plateformes pétrolières. De même, au Qatar, Total Energies investit dans une immense centrale photos voltaïque afin de "verdir" l'extraction de gaz. D'une manière générale, si les panneaux solaires et les

38 Dans *l'Allier le lithium mine la transition*, Politis n°1844, 09/01/2025

39 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

40 *On est en train d'enfouir la crise climatique et écologique au fond des mines*, www.blast-info.fr, 19/02/2024

41 *L'union Européenne rêve d'exploiter ses richesses minières*, www.mediapart.fr, 24/04/2024

42 *Du sang dans le pacte vert ?*, <https://multinationales.org>, 07/11/2023

éoliennes réduisent l'empreinte carbone de la production électrique, le problème est que cette électricité alimente un monde qui dans sa matérialité même repose et reposera encore longtemps sur du carbone.⁴³

Ainsi, il faut arrêter de se focaliser et de laisser le débat se restreindre autour des émissions carbonées. La transition énergétique telle qu'elle nous est vendue, n'a pour but que de contourner le réchauffement climatique pour continuer la croissance. « Les métaux sont le nouveau pétrole » comme le proclament les milieux d'affaires et les représentant-es politiques. Cette classe dirigeante nous lance dans une course effrénée dans la production de métaux, non pas pour lutter contre le changement climatique, comme ils et elles veulent nous le faire croire ; mais pour faire face et résister aux superpuissances de l'extractivisme : la Chine et la Russie qui n'accordent que peu d'intérêt à la démocratie et à l'environnement. Il faudrait extraire pour survivre économiquement à ces deux démocraties !

La question n'est donc pas seulement de savoir où extraire le lithium mais aussi à quoi il servira. Or les politiques européennes actuelles organisent l'augmentation de l'offre de métaux sans mettre en débat la légitimité de leurs usages.

Pourquoi cela concerne le projet EMILI ?

Le projet de mine d'Échassières est présenté comme une contribution à la transition énergétique européenne. Pourtant, rien ne garantit que le lithium extrait servira prioritairement à des usages répondant à des objectifs sociaux ou écologiques. Il pourra alimenter aussi bien la production de véhicules toujours plus lourds, le développement des infrastructures numériques, l'industrie aéronautique ou l'armement.

La question posée par EMILI n'est donc pas seulement celle de l'origine du lithium, mais celle des choix de société que son extraction contribue à soutenir.

À retenir

- **Le lithium est principalement destiné aux batteries.**
- **La voiture électrique représente l'essentiel des débouchés actuels.**
- **Son extraction nécessite d'importantes quantités d'eau, d'énergie et de produits chimiques.**
- **Les besoins croissants sont liés à des choix industriels et de consommation.**
- **D'autres politiques de mobilité permettraient de réduire fortement cette demande.**

⁴³ *Sans transition : une nouvelle histoire de l'énergie*, JB Fressoz, éditions écocène Seuil

IV) La société Imerys et l'art du greenwashing

Le projet EMILI est porté par la société Imerys, qui se présente comme un acteur industriel responsable contribuant à la transition énergétique. Dans sa communication, l'entreprise met en avant une mine « smart », « verte » et exemplaire sur le plan environnemental. Pourtant, l'examen de l'histoire du groupe, de ses activités dans le monde et des critiques formulées à l'encontre de certains de ses projets conduit à nuancer fortement cette image. Au-delà du cas particulier d'Échassières, la question posée est donc celle de la crédibilité des engagements pris par l'entreprise et de sa capacité à prévenir les impacts environnementaux, sanitaires et sociaux liés à ses activités minières.

1) Imerys : une multinationale minière

A partir des années 1980-1990, l'État français cesse d'investir dans ses filières minérales et métalliques métropolitaines, dans un contexte de désindustrialisation européenne et d'ouverture de fronts extractifs plus rentables en Afrique, en Amérique du Nord et du Sud, en Asie ou encore en Australie, ce qui entraîne un déclin brutal de la place de la mine en France. L'épuisement des gisements n'est qu'une cause secondaire de cette entrée dans « l'après-mine » français : les plans de fermeture de mines s'expliquent surtout pour des raisons économiques et géostratégiques globales. Les acteurs industriels se réorganisent. C'est dans ce contexte que naît Imerys en 1999, issu du groupe Imétal, lui-même héritier de la Société Le Nickel, de Penarroya et de la Compagnie Mokta.

Imerys aimerait bien se présenter comme une petite entreprise familiale, le fleuron des PME françaises. Mais dans la réalité, il s'agit bien d'une multinationale qui exploite des mines partout dans le monde, avec un chiffre d'affaires de 3,8 milliards d'euros en 2023. Ils sont les leaders mondiaux de l'extraction des métaux de spécialité, c'est-à-dire des métaux assez peu connus du grand public, qui ont des usages industriels⁴⁴. Imerys est domiciliée en France mais elle a pour actionnaire principale une société financière belge (Groupe Bruxelles Lambert) ayant elle-même pour actionnaire principale une holding financière suisse (Pargesa) créée, dirigée et possédée par 2 milliardaires, le belge Albert Frère et le canadien Paul Desmarais. Imerys est dirigée par Patrick Kron, président du Conseil d'administration. Celui-là même qui a bradé en 2014, 70% de la branche Énergie d'Alstom, provoquant des plans sociaux et une perte de souveraineté sur un secteur ultra sensible (fabricants de turbines pour le nucléaire et les barrages).

La société compte 18 000 salarié-es dans 40 pays différents. Le groupe recense 200 implantations industrielles dans le monde dont une trentaine en France. La société est avant tout positionnée sur le lithium. Imerys a 10 carrières en France et un projet à Murat dans le Cantal.

2) Un historique marqué par de nombreux contentieux

Comme de nombreuses grandes entreprises extractives, Imerys a été confrontée à plusieurs reprises à des contentieux liés à ses activités : pollution de l'environnement, atteintes au droit du travail, corruption ou encore risques sanitaires. Si chaque situation possède son contexte propre, l'accumulation de ces procédures invite à examiner avec attention les engagements pris aujourd'hui

⁴⁴ <https://generationecologie.fr/2025/01/19/https-generationecologie-fr-2025-01-17-fanny-verrax-aucun-projet-minier-en-europe-n-est-conditionne-par-les-usages/>

par l'entreprise dans le cadre du projet EMILI. Le cas du Brésil est particulièrement éclairant. Il permet d'observer l'écart qui peut exister entre les discours de responsabilité environnementale affichés par l'entreprise et les réalités constatées sur le terrain.

Elle a, à son actif, de nombreux procès perdus : en France (pour corruption, licenciements abusifs, déversement d'eau polluée), aux USA (pour talc contaminé à l'amiante) et au Brésil. Reporterre a récemment documenté les déboires judiciaires d'Imerys au Brésil.⁴⁵

Dans ce reportage, on apprend qu'Imerys est poursuivi par un fonds d'investissement étasunien, le groupe Flacks, pour « *dissimulation frauduleuse* ». Selon Flacks, l'entreprise aurait vendu ses exploitations de kaolin qu'elle détenait depuis 1996, en dissimulant qu'elles seraient à l'origine d'un « *désastre humanitaire* » dû aux « *mauvaises pratiques de l'entreprise minière* ». En effet, en juillet 2024, les autorités de l'État du Pará, dans le nord-est du Brésil, ont informé Flacks qu'elles venaient de faire fermer les mines de kaolin : Imerys n'a pas respecté les droits des populations amazoniennes et n'avait plus d'autorisation environnementale.

Marcel Hazeu, chercheur en sciences de l'environnement, responsable du groupe de recherche Société, territoire et résistance en Amazonie, documente depuis douze ans avec son équipe les « *crimes socio-environnementaux* » de l'entreprise. Il nous apprend qu'Imerys a causé plus de vingt accidents en vingt ans ; que l'entreprise est visée par 169 plaintes pour pollution, infraction au droit du travail ou non-respect des droits des peuples autochtones et que malgré les injonctions du ministère public de l'État du Pará, Imerys n'a jamais installé de système pour traiter les métaux lourds dans ses rejets, déversés directement dans le fleuve Pará. Parmi toutes ces révélations, deux faits majeurs témoignent de l'irresponsabilité et du sentiment d'impunité de l'entreprise.

En 2016, Imerys a tenté de dissimuler une nouvelle pollution des eaux. La société finit par communiquer qu'après y avoir été obligée par l'alerte donnée par les habitant-es et présente alors de fausses informations sur les causes et les conséquences de la fuite.

En décembre 2021, une explosion dans le dépôt d'une usine provoque un nuage de fumée toxique. Une trentaine de personnes ont été hospitalisées, une centaine a reçu des soins médicaux. L'incendie aurait été causé par les mauvaises conditions de stockage d'un produit chimique utilisé pour purifier le kaolin. Imerys n'a pas reconnu sa responsabilité pour les conséquences de ce qu'elle a qualifié de « *début d'incendie* ». Suite à cet accident, l'enquête parlementaire menée par l'Assemblée législative de l'État du Pará conclut : « *Nous pouvons affirmer sans crainte que l'entreprise Imerys Rio Capim Caulim S/A est absolument incapable de respecter la réglementation* ». Elle ne disposait d'aucun plan d'urgence pour un accident chimique et n'avait pas prévu, « *des mesures de prévention, de protection, de communication et de sauvetage pour les populations environnantes* », notent les député-es, qui recommandent la suspension de toutes les activités de l'entreprise. Quarante-trois plaintes ont été déposées par des habitant-es et le ministère public de l'État a engagé des poursuites.

Imerys a quitté l'État du Pará en laissant une importante dette fiscale et tout le passif de la déforestation, des fuites, de la contamination des rivières et de la destruction des sources dans les communautés indigènes.

Malgré toutes ces informations préoccupantes quant à l'honnêteté de l'entreprise, non seulement Imerys bénéficie pour la mine d'Échassières d'une subvention dans le cadre du plan France Relance, mais la société promeut également l'exploitation du gaz de schiste et dépense entre 100 000 et 200 000 euros en lobbying auprès de la Commission européenne. C'est pourquoi, en France, des collectifs sont aux prises avec les multiples projets d'extensions et les impacts sociaux et environnementaux de cette multinationale, que ce soit en Bretagne (Glomel), dans le Cantal

45 Imérys le groupe minier français est accusé de pollution et d'escroquerie, www.reporterre.net, 06/05/2025

(Nouvialle), en Dordogne (Thiviers et Lempzours), dans le Lot (Thédirac), en Ariège (Luzenac) et bien sûr dans l'Allier (Échassières).

Ces différents éléments ne permettent pas de considérer les engagements environnementaux d'Imerys comme allant de soi. Ils invitent au contraire à exercer une vigilance particulière quant aux garanties avancées aujourd'hui dans le cadre du projet EMILI

3) Le discours de la mine « verte » à l'épreuve des faits

À Échassières justement, Imerys axe beaucoup sa communication d'une part sur le fait que le lithium extrait participerait à la transition énergétique puisqu'il permettrait de fabriquer des voitures électriques ; et d'autre part en qualifiant la mine d'Échassières « smart » car très équipée en machines sophistiquées et « green » car les véhicules qui transporteront le minerai seront électriques. Mais cette communication valorisant d'un côté les objectifs de production et minimisant de l'autre les impacts du projet, est contredite à plusieurs occasions.

Lors d'une séance du débat public du 9 juillet 2024, M. Gallezot, le délégué interministériel à l'approvisionnement en minéraux et métaux stratégiques a déclaré : « *Il faut comprendre que nous sommes sur un marché européen. Le lithium est le lithium. Il n'est pas conçu pour être utilisé dans tel type de voiture ou tel type de fourgon* ». Ainsi, personne ne peut prévoir où finira le lithium extrait de la mine d'Échassières. Imerys vendra son minerai aux plus offrants qu'ils soient constructeurs de gros SUV, fabricants de batteries pour « mobilités douces » ou bien encore entreprise du numérique ou de l'armement.

Dans son avis délibéré, l'autorité environnementale quant à elle, nuance la présentation de mine « durable » qu'Imerys met en avant. Elle pointe notamment des insuffisances et des lacunes concernant les nuisances environnementales et sanitaires.⁴⁶

L'Autorité Environnementale (AE) avait été saisie par la préfète de l'Allier pour avis au stade de l'autorisation environnementale des pilotes, de concentration et conversion et de la 4ème campagne de forages nécessaires au projet. Dans cet avis, l'AE relève que le projet omet d'aborder ou d'approfondir :

- la sensibilité des ressources en eau au changement climatique. La sensibilité du projet liée aux eaux superficielles et souterraines comme de surface est considérée comme forte surtout qu'Imerys ne fait pas état de la qualité des eaux rejetées
- les effets des modes d'exploitation et de gestion des stériles et des résidus de concentration du minerai sur l'eau souterraine,
- les incidences du recours au transport ferroviaire et les conséquences d'un éventuel recours au mode routier,
- les incidences de la gestion des résidus de conversion. L'AE indique qu'il y a beaucoup d'arsenic dans les résidus et elle est surprise qu'Imerys n'est rien indiqué sur les réflexions envisagées pour traiter ces résidus. Pourtant ce n'est pas la première mine de lithium qu'exploite Imerys. Pour l'AE cette réflexion aurait déjà dû conduire à une meilleure connaissance du devenir des résidus dont l'impact peut être considérable.
- les effets de l'opération de la conversion sur la santé spécialement du fait de la présence de sels de lithium (leur toxicité n'est pas annoncée)
- les dangers associés au projet qui comprendra au moins 2 installations Seveso.

⁴⁶ Avis délibéré de l'Autorité environnementale sur le projet EMILI, d'extraction et traitements de lithium, n° ae : 2024-14, séance du 21/11/2024

Des doutes sont aussi émis sur le bilan carbone annoncé du projet. L'étape pilote rejetterait 70 000 t équivalent CO₂ en 3 ans et 340 000 t pour l'étape industrielle (sans compter la phase de travaux). Cette estimation paraît faible selon l'AE.

Il est très inquiétant de voir que pour l'instant sur les 142 mesures qualifiées soit d'évitement, soit de réduction, soit de compensation pour réduire l'impact négatif du projet sur le territoire, il ne soit prévu que 20 mesures de suivi pour s'assurer de la mise en œuvre, de l'efficacité et de l'évolution de ces 142 mesures. Et ce qui est encore plus inquiétant, c'est que parmi ces 20 mesures de suivi, aucune ne porte sur le climat, sur les infrastructures de transport, sur les réseaux, sur le patrimoine et sur le paysage. Une seule concerne le sol et les déchets!

Le dossier (déposé par Imerys) indique que, sans ce projet, la France resterait dépendante du lithium étranger. L'AE stipule que cette considération paraît inexacte puisqu'il existe d'autres gisements de lithium en France. L'autorité ajoute que les effets environnementaux de cette dépendance ne sont pas évalués, le dossier se limitant à évoquer, sans l'estimer, le bilan élevé du niveau carbone lié à l'importation du lithium. L'AE juge qu'Imerys ne compare pas efficacement les technologies alternatives (utilisant d'autres métaux) à la filière Li-on. Elle remarque aussi que les évolutions possibles du projet suite au débat public n'ont pas été prises en compte dans le dossier déposé par la société minière.

La communication d'Imerys ne mentionne pas non plus d'autres éléments qui porteraient atteinte à la volonté de participer à la transition énergétique affichée par la société.

Le gisement d'Échassières est composé d'un minerai nommé albitite. Les minéraux qui s'y trouvent sont la lépidolite (contenant le lithium), la cassitérite (contenant de l'étain), la néotantalite (contenant du tantale) et l'hercynite (contenant du béryllium). L'étain, le tantale et le béryllium font partie des métaux les plus essentiels à la croissance du secteur numérique. Il s'agit d'un secteur bien loin de la sobriété que l'on pourrait attendre dans le cadre d'une transition énergétique responsable. Le secteur du numérique consomme déjà 10 % de l'énergie mondiale et sa demande énergétique augmente d'environ 9 % par an.

La mine d'Échassières se trouve également sur l'un des principaux gisements de béryllium en France. Il s'agit d'un métal plus toxique que l'amiante même absorbé à des doses infimes. Ses poussières provoquent deux maladies incurables : la béryllose et le cancer du poumon. Le bureau des recharges géologiques et minières indique que le béryllium est tellement dangereux qu'il n'est utilisé que dans les domaines où il n'est pas substituable. L'ironie est que ces domaines sont de plus en plus nombreux (électronique, industrie pétrolière et gazières, automobile, aérospatiale, défense...). L'industrie française est fortement dépendante du béryllium pour alimenter des entreprises comme Alcatel Lucent, Valeo, le groupe Thalès et ses filiales, Safran, le commissariat à l'énergie atomique ou encore le missilier MDBA. Ainsi on peut craindre que l'ouverture de la mine d'Échassières serve à renforcer cette filière industrielle stratégique. Le permis d'exploitation déposé par Imerys inclut d'ailleurs le béryllium dans la liste des substances recherchées. Mais, étant donné le bilan toxicologique et les usages de ce métal, l'annonce de la création d'une mine de béryllium pour Thalès et les missiliers français susciterait probablement plus d'hostilité qu'une mine de lithium pour décarboner les transports.⁴⁷

Imerys a également fait preuve de malhonnêteté s'agissant du danger radioactif de la mine d'Échassières. Alors que, lors d'un débat public, Imerys détournait vite la question de la radioactivité, évoquant juste que le granit « n'est pas spécialement radioactif, il est parfaitement classique » (débat public réunion St Pourçain/ Sioule 22 Avril 2024), Il s'avère que :

- Imerys assure déjà, dans le cadre de sa production de kaolin, la production de matières radioactives, à hauteur de 100 t/an de tantale-étain-niobium contenant 300 000 Becquerels/kg,
- Cette situation n'a été « régularisée » que par un arrêté préfectoral de 2021, dont nous ne trouvons pas la publication et qu'à ce jour, les eaux rejetées ne sont toujours pas contrôlées en termes de rejets de minéraux radioactifs (uranium, thorium) et de radioactivité de ces eaux

47 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

- que cette production devrait être multipliée au moins par 15 si le projet EMILI se réalise, et que cela n'a fait l'objet d'aucun réel débat et d'aucune information, ni dans le débat public, ni dans l'enquête publique des usines pilotes !

Dans un échange avec Mediapart⁴⁸, Imerys déclare avoir « *mis en avant avec l'exploitation actuelle de kaolin (dans un contexte quasi identique à celui du projet) [sa] capacité à maîtriser ces problématiques* ». Dans l'enquête publique pour la création de la mine pilote, Imerys cite un seul rapport datant de 2010 à l'appui de l'absence de contamination radioactive. Un document que, malgré les demandes de Mediapart, l'entreprise a refusé de communiquer. En revanche, Mediapart s'est procuré un rapport rédigé en 2007 par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN, aujourd'hui fusionné avec l'ASNR), consacré à la carrière d'Échassières. Ce document exclusif pointe plusieurs « *incohérences* » dans la surveillance radiologique des salariés. Il reproche à l'exploitant de ne pas surveiller la radioactivité dans les eaux rejetées « *dans le ruisseau communal* » et de n'avoir « *procédé à aucune évaluation des doses auxquelles la population est susceptible d'être soumise* ». Le directeur de l'IRSN concluait : « *La radioprotection des populations est traitée sommairement.* »

D'un point de vue plus global, on peut déplorer que les effets cumulés du projet EMILI avec les autres projets du département de l'Allier soient minimisés ou sous-estimés. Le département accueille un nombre croissant de projets notamment photovoltaïques et éoliens qui vont également avoir des incidences sur le paysage, la biodiversité, les émissions de GES...

Pourquoi cela concerne le projet EMILI ?

L'ouverture d'une mine ne dépend pas uniquement de la richesse du sous-sol. Elle dépend également de l'opérateur qui porte le projet, de ses pratiques passées, de sa transparence et de sa capacité à prévenir les risques.

L'examen des activités d'Imerys dans le monde, des critiques formulées à son encontre et des observations émises par l'Autorité Environnementale ne permet donc pas seulement de mieux connaître l'entreprise. Il conduit également à interroger la crédibilité des promesses formulées dans le cadre du projet EMILI.

Pour Solidaires, ces éléments justifient une vigilance particulière quant aux garanties apportées par l'entreprise et aux conditions dans lesquelles ce projet pourrait être autorisé.

À retenir

- **Imerys est une multinationale présente dans de nombreux pays.**
- **L'entreprise cherche à présenter ses activités minières comme compatibles avec la transition écologique.**
- **Son histoire et certaines de ses activités ont déjà donné lieu à des controverses et des contentieux.**
- **Le projet EMILI s'inscrit dans une stratégie industrielle internationale.**
- **Les promesses environnementales doivent être examinées avec vigilance.**

48 https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/071025/dans-l-allier-inquietudes-autour-de-l-ouverture-d-une-mine-de-lithium-et-de-ses-matieres-radioactives?utm_campaign=Communiqu+envoi+Adhs+-+Echassieres&utm_medium=email&utm_source=brevo

V) Le projet d'extraction de lithium dans l'Allier (EMILI)

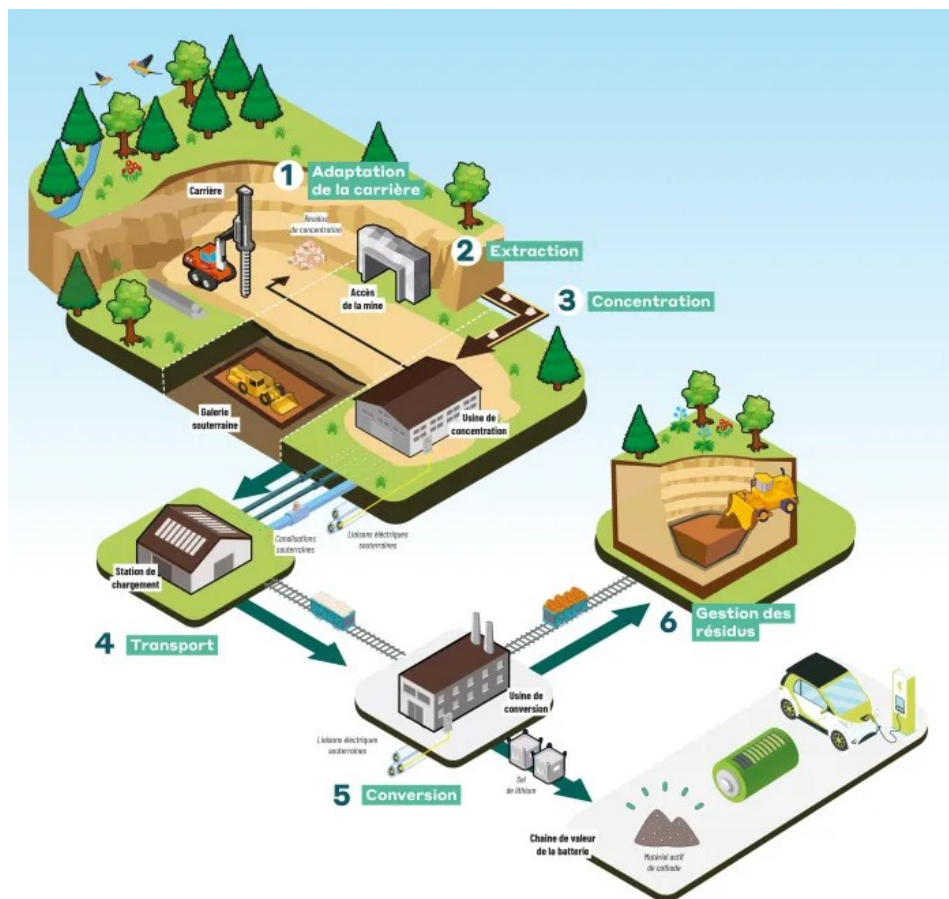


schéma conceptuel du projet EMILI, <https://emili.imerys.com>

Présenté par Imerys comme l'un des plus importants projets miniers européens, EMILI vise à extraire et transformer du lithium pendant une période pouvant atteindre cinquante ans. L'exploitation ne se limite pas à une mine située à Échassières. Elle repose sur un ensemble d'infrastructures réparties sur plusieurs communes de l'Allier et de l'agglomération montluçonnaise. Son coût est estimé à 1,8 milliard d'euros et ses impacts potentiels concernent l'eau, les transports, les paysages, la biodiversité, l'énergie et la santé publique. Avant d'examiner les principaux points de vigilance soulevés par ce projet, il est nécessaire d'en comprendre l'organisation générale.

L'origine du projet vient de l'identification d'un gisement de lithium sur le site industriel actuellement dédié à la production de kaolin. La société Imerys identifie ce gisement dans le cadre du permis exclusif de recherches de mines de lithium, tantale, tungstène, béryllium et substances connexes qui lui a été accordé en 2015. La société promet, avec ce projet, 350 emplois dont seulement 40 sur les 3 sites⁴⁹. Elle omet de parler du risque de suppressions des postes sur l'actuelle carrière de kaolin. Il est à noter que le nombre d'emplois annoncé varie en fonction des sources puisque l'Autorité Environnementale évoque 170 emplois en phase de chantier et 590 en phase d'exploitation.⁵⁰ Les dernières communications de la société évoquent 780 emplois directs, 2 400 emplois indirects et 2 755 emplois induits. Des chiffres invérifiables !

49 www.debatpublic.fr/mine-de-lithium-allier/le-projet-de-mine-de-lithium-5346

50 Avis délibéré de l'Autorité environnementale sur le projet EMILI, d'extraction et traitements de lithium, n° ae : 2024-14, séance du 21/11/2024

Le coût du projet est estimé à 1,8 milliard d'euros pour une durée d'exploitation envisagée de 50 ans pour le site d'Échassières.⁵¹ Le démarrage de la phase industrielle est envisagé vers 2030.

La production annoncée par Imerys est entre 30 000 et 34 000 tonnes de lithium par an soit la quantité nécessaire à la fabrication de 700 000 batteries de voitures électriques type SUV chaque année. Cette production de lithium sur la mine d'Échassières pourrait, selon la société, égaler la production chilienne. Il est à noter qu'en dehors de la production de voitures électriques, aucune industrie n'aurait l'usage d'une telle quantité de métal.

Le projet nécessiterait l'implantation et la construction d'infrastructures sur 3 sites⁵² nécessitant une emprise sur le foncier de 40 ha sur la commune d'Échassières, 15 ha sur la commune de Vicq, 7 ha sur la commune de St Bonnet de Rochefort et 40 ha sur la commune de St Victor.

- Échassières : mine et usine de concentration ;
- Vicq : plateforme logistique et ferroviaire ;
- Saint-Victor : usine de conversion du lithium.

1) Mine et usine de concentration à Échassières (au lieu-dit La Bosse) :

Échassières est une commune de 370 habitants située à 45 min de Vichy, 40 min de Montluçon et 1h de Clermont-Ferrand. La Bosse est au milieu de la forêt des Colettes (2000 ha) avec une hêtraie classée Natura 2000 (9 sites Natura 2000 sont concernés dans l'aire éloignée du secteur). Le lieu-dit est situé sur une colline avec plus de 500 sources alimentant des rivières en aval.

À cet endroit, très tôt le sous-sol a été identifié comme riche notamment en tungstène et en kaolin. C'est pourquoi en 1848 s'ouvre la 1ère mine de kaolin. Puis à partir du début XXème jusqu'en 1962, du tungstène sera extrait. Ce n'est qu'en 1960 que la présence de lithium est découverte mais son exploitation est alors jugée non rentable.

En 2005, la mine est rachetée par la société Imerys qui annonce en octobre 2022 son intention d'extraire du lithium. La société nomme son projet EMILI (Exploitation de Mica Lithinifère par Imerys). Mais l'échelle d'exploitation envisagée n'a rien de comparable avec l'histoire minière locale. EMILI impliquerait une intensification d'extraction 300 fois supérieure à la mine de tungstène et plus de 20 fois supérieure à la carrière de kaolin actuelle.

En juillet 2024 le projet EMILI passe en « intérêt national majeur » permettant ainsi des dérogations d'obligations comme celle de protection d'espèces protégées, zéro artificialisation des sols... Et en mars 2025, il est labellisé « Projet Stratégique Européen » par l'UE. Pourtant, à cause de l'activité minière passée, le taux de radioactivité y est élevé⁵³ et les sols et les eaux sont contaminés à l'arsenic et au plomb. Le site d'Échassières fait partie des 10 sites les plus pollués en France. Jusqu'à plus de dix fois les seuils de risque, comme le révèle un rapport rédigé en 2018 par Geoderis, le bureau d'expertise public spécialisé dans l'après-mine. D'après ses conclusions, le secteur où Imerys explore actuellement les sous-sols est classé « E », le plus haut niveau de pollution minière du pays. Emili repose donc sur une bombe toxique « *susceptible de présenter un risque très significatif pour la santé humaine et l'environnement* », alerte Geoderis. D'après les auteurs du rapport, la concentration en arsenic chez certain-es habitant-es d'Échassières est plus de sept fois supérieure au seuil de risque prévu par la haute autorité de santé (autre le cancer de la

51 *Lithium dans l'Allier : la mine pourrait être exploitée 50 ans*, www.reporterre.net, 27/11/2024

52 www.debatpublic.fr/mine-de-lithium-allier/le-projet-de-mine-de-lithium-5346

53 Communiqué du 14 octobre 2025 de la Commission d'erec

peau, « l'exposition prolongée » à l'arsenic peut « provoquer des cancers de la vessie et des poumons », selon l'OMS). Pour le plomb, les taux de contamination ont été estimés deux fois supérieurs « aux valeurs d'alertes proposées par le Haut conseil de la santé publique » (le plomb a des effets délétères à long terme chez l'adulte, notamment l'augmentation du risque d'hypertension artérielle, de problèmes cardiovasculaires et de lésions rénales).⁵⁴

Cette mine et l'usine de concentration implantée sur le site de Beauvoir vont entraîner l'artificialisation d'une partie de la forêt (sous-estimée par le dossier d'Imerys selon l'Autorité Environnementale qui indique que le débroussaillage nécessaire pour pallier aux risques d'incendie touchera des surfaces plus importantes que celles annoncées). Elles ont pour mission d'extraire 2,1 millions de tonnes de granit par an (cela représente l'équivalent d'une piscine olympique de roche tous les jours) et d'en isoler le mica (le minéral qui contient le lithium concentré à 0,9 % dans ce granit). Le granit du secteur est une roche très dure et très compacte composée principalement de feldspath, quartz et mica. Il contient aussi des minéraux d'intérêt divers (cassitérite, colomboantalite, microlite) qui renferment de l'étain, du tantale ou du niobium.

À cela s'ajoutent des éléments naturellement toxiques ou radioactifs présents dans ce granit et potentiellement problématiques pour l'environnement ou la santé : uranium, thorium, béryllium, fluor.

L'extraction se ferait dans des galeries souterraines entre 75 et 400 m sous la surface ce qui entraînera une modification de la circulation des eaux souterraines suite au creusement de ces galeries. La mine devant être maintenue hors d'eau, cela impliquerait un pompage continu, entraînant un rabattement de nappe, pouvant assécher sources, ruisseaux, et fragiliser la forêt des Colettes, déjà en stress hydrique.

La roche serait une première fois concassée à sec dans la mine puis le minerai concassé serait convoyé en surface vers l'usine de concentration.

Dans cette usine, un premier processus, nécessitant un broyage et l'ajout d'eau, séparerait les minéraux lourds (stockés puis valorisés) et des minéraux légers dont lithium. Ensuite arriverait une seconde phase de séparation des minéraux légers par ajout d'eau et de réactifs chimiques. Enfin, un ajout de chaux permettrait d'extraire le mica.

Imerys annonce pouvoir réutiliser 95 % du volume d'eau utilisée dans le process de la mine de concentration. Ce serait du jamais vu pour des exploitations minières, d'après les ingénieur-es minier-es. Même pour une installation industrielle classique, ça paraît très peu probable. Aucun ingénieur-e ou expert-e en-dehors d'Imerys a déjà vu un tel taux de recyclage de l'eau dans une mine.⁵⁵

Malgré cet objectif ambitieux, le volume d'eau nécessaire pour le fonctionnement du site resterait très élevé puisqu'il faudrait remplir l'ensemble des circuits de l'usine la première année puis prélever 600 à 700 000 m³ d'eau par an à cause des pertes. Cette eau serait pompée dans la Sioule. Or, lors des débats de la CNDP, Charlène Descollonges, ingénieur-hydrologue avait alerté sur la situation critique de la disponibilité hydrique du bassin de la Sioule et notamment sur la division par deux du débit d'étiage, sur les trois dernières décennies.

Les résidus et déchets découlant de cette phase industrielle seraient estimés à 1,8 millions de tonnes par an. 840 000 t seraient utilisés pour remblayer dans les galeries de la mine avec l'ajout 35 à 55 000 tonnes de ciment, 510 000 t rempliraient la fosse de la carrière de kaolin présente à Échassières et les 422 000 t de déchets restants (qualifiés de « sous-produits ») seraient potentiellement valorisés (étain, tantale...)⁵⁶. La valorisation des feldspaths étant abandonnée, les enquêteur·ices de la commission d'enquête sur les demandes environnementales relatives notamment à l'étape pilote alertent sur le fait que la création d'un stockage en « verse » pourrait créer des risques de pollution

54 *Mine de lithium dans l'Allier : le rapport qui dévoile une bombe toxique*, <https://disclose.ngo/fr>, 23/11/2023

55 <https://generationecologie.fr/2025/01/19/https-generationecologie-fr-2025-01-17-fanny-verrass-aucun-projet-minier-en-europe-n-est-conditionne-par-les-usages/>

56 www.debatpublic.fr/mine-de-lithium-allier/le-projet-de-mine-de-lithium-5346

des eaux pluviales. De plus, la commission regrette que les précisions sur les caractéristiques des résidus, qui manquaient dans le dossier pourtant essentielles pour juger des impacts environnementaux fassent toujours défaut.⁵⁷ Car tous ces déchets pourront être source « éternelle » de pollution par lixiviation (percolation des déchets par les eaux de pluie qui provoque la dissolution des minéraux porteur de métaux lourds et autres polluants, et l'entraînement dans les nappes phréatiques).

La question de la radioactivité : un enjeu largement sous-estimé

Au-delà des questions liées à l'eau, aux déchets et aux pollutions historiques du site, un autre enjeu apparaît dans les documents techniques : celui de la radioactivité associée à certains minerais présents dans le gisement de Beauvoir. Cet aspect est longtemps resté absent de la communication publique du projet alors qu'il pourrait avoir des conséquences importantes pour les salarié·es, les riverain·es et l'environnement.

Le 7 octobre 2025, nous apprenons dans un article de Célia Izoard paru dans Médiapart⁵⁸ que la production de matières radioactives va considérablement augmenter si la mine ouvrait. Mais personne, ou presque, n'était au courant. Car l'industriel s'est montré particulièrement discret sur ce sujet sensible qu'il a omis de déclarer pendant plusieurs années ! Même les maires des communes concernées ou voisines du projet ignoraient que la mine de lithium impliquerait de produire chaque année plus de 1 millier de tonnes de matières radioactives. Car dans cette même roche, Imerys compte extraire du lithium, mais aussi d'autres minéraux comme du tantale et de l'étain, particulièrement concentrés en uranium. L'exploitation actuelle du site pour en extraire le kaolin, génère déjà une quantité importante de matière radioactive. « *On peut estimer la radioactivité totale d'un tel concentré à environ 300 000 becquerels par kilogramme*, explique Julien Syren, géologue et codirecteur de la Criirad, association d'expertise citoyenne. D'après le Code de la santé publique, la transformation, le stockage et le transport de ce minerai radioactif sont considérés comme une « *activité nucléaire* ». Le seuil fixé par l'administration est dépassé quand les produits émettent plus de 1 000 becquerels par kilogramme (Bq/kg) et que leur stockage excède 1 tonne. Imerys en produit environ 100 tonnes par an. Si la mine d'Échassières voyait le jour, cette production radioactive changerait d'échelle. Imerys compte exploiter le lithium, mais aussi l'étain, le tantale et le niobium présents dans la même roche jusqu'à plus de 500 mètres de profondeur. « *La production de lithium (quelle que soit sa forme) augmenterait automatiquement la production de concentré d'étain-tantale et niobium déjà commercialisé par Imerys* », précise l'entreprise en 2020 dans sa demande de prolongation de permis d'exploration. Dans la mine de lithium, Imerys prévoit d'extraire quinze fois plus de roches que dans la carrière – et produirait donc au moins 1 500 tonnes de métaux radioactifs par an. « *Pour les salariés du site et la population, poursuit Julien Syren, il y a un risque d'exposition aux rayonnements et des sources de pollution importantes. Les poussières contenant de l'uranium et ses descendants radioactifs peuvent être ingérées, les radionucléides peuvent se retrouver dans les déchets miniers et dans les eaux.* » Les faibles doses de radioactivité augmentent sensiblement le risque de cancer, comme l'a récemment mis en évidence une [étude internationale](#) parue dans le *British Medical Journal*. Julien Syren se dit très étonné que cet enjeu n'ait pas été traité « *de façon centrale* » pendant le débat public sur la mine de lithium. Mais autour d'Échassières, personne n'était au courant. Pas même les associations de protection de l'environnement. « *Tous ces éléments auraient dû être donnés au public il y a bien longtemps, s'insurge Corinne Castanier, responsable en radioprotection à la Criirad. C'est étrange*

57 <https://www.allier.gouv.fr/contenu/telechargement/17946/122768/file/IMERYS%20Conclusions%20AE%20Beauvoir.pdf>

58 https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/071025/dans-l-allier-inquietudes-autour-de-l-ouverture-d-une-mine-de-lithium-et-de-ses-matieres-radioactives?utm_campaign=Communiqu+envoi+Adhs+-+Echassieres&utm_medium=email&utm_source=brevo

de ne pas prévenir les mairies qu'il pourrait y avoir une activité nucléaire sur leur commune. C'est encore plus étrange de ne pas les prévenir qu'il y en a déjà une ! », ajoute-t-elle à propos de la carrière de kaolin. Même s'ils avaient épluché les documents administratifs concernant cette carrière, les élu·es concerné·es n'auraient pas trouvé trace de cette production radioactive : Imerys avait omis de la déclarer en préfecture, contrairement à ce que prévoit la loi depuis 2014. Les services de l'État ont confirmé à Médiapart que le groupe minier était en « non-conformité » jusqu'en novembre 2022, quand la déclaration d'activité nucléaire a finalement été faite, à la suite d'une inspection de l'usine. Mais une fois enregistrée, cette déclaration n'a pas été mise en ligne par la préfecture de l'Allier.

Pourtant, la teneur en uranium semble poser problème depuis longtemps. Dans sa demande de permis d'exploration de 2020, Imerys mentionne qu'au début des années 1980, « une étude de faisabilité » pour une mine d'étain et de tantalite à Échassières s'était révélée « négative » en raison notamment de « la présence d'uranium dans le concentré de tantalite ». Elle avait été menée conjointement par le bureau des recherches géologiques et minières et l'entreprise Peñarroya... qui n'est autre que l'ancienne dénomination d'Imerys. « Non seulement les données scientifiques accessibles montrent que le granite de Beauvoir contient plus d'uranium que la moyenne, analyse le géologue Julien Syren, mais de toute façon, le principal problème est la concentration de cette radioactivité dans les déchets et les sous-produits. » La mine d'Échassières, si elle est construite, va générer environ 2 millions de tonnes de résidus par an, sous forme de boues rejetées par les deux usines de traitement du minerai, à Échassières et à Montluçon. Quel serait le niveau de radioactivité de ces immenses volumes de déchets ? Quel serait le risque de contamination des sources et des eaux souterraines de la Bosse, réputée pour ses zones humides ?

Une phase pilote qui soulève déjà des interrogations

Elle consiste à construire les installations au 1/160ème environ. Elle va durer 3 ans et est destinée à tester les procédés et permettre de juger de la viabilité du projet. Selon le dossier déposé par Imerys, ce n'est qu'au regard de cette phase que la décision de construire les usines en vraie grandeur sera prise. 18 mois sont prévus entre la fin de l'étape pilote et le démarrage de l'étape industrielle.⁵⁹ Mais il est étonnant que le porteur de projet prévoit une instruction des dossiers de la phase industrielle avant même la mise en service de l'étape pilote, ce qui fait douter de l'intérêt que la société Imerys prête elle-même à la phase pilote puisqu'elle envisage de poursuivre le développement de son projet avant même d'être en mesure de tirer des leçons de fonctionnement du pilote. Lors des conclusions et avis de la commission d'enquête sur les demandes environnementales relatives notamment à l'étape pilote, les enquêteur·ices soulèvent une grande imprécision sur les volumes d'eau utilisés ainsi que sur la fréquence d'éventuelles purges du circuit consommatrices d'eau. Ils et elles évoquent également une incertitude encore plus grande sur le volume d'eau qui sera prélevé dans le milieu naturel sans lui être restitué.⁶⁰

Les opérations de transports ferroviaires et par canalisations du minerai ne sont pas testées par l'étape pilote. Il en est de même pour la gestion des résidus de conversion, des stériles d'extraction et des résidus de concentration qui seront entreposés à la surface.

Le mica et les sous-produits seraient acheminés par canalisations souterraines du site d'Échassières vers une plateforme de chargement située à environ 20km de la mine.

59 Avis délibéré de l'Autorité environnementale sur le projet EMILI, d'extraction et traitements de lithium, n° ae : 2024-14, séance du 21/11/2024

60 <https://www.allier.gouv.fr/contenu/telechargement/17946/122768/file/IMERYS%20Conclusions%20AE%20Beauvoir.pdf>

2) Plateforme de chargement sur la communes de Vicq :

Sur ce site, le mica et les sous-produits seraient filtrés puis placés dans des halls de stockage couverts. L'eau récupérée à l'issue du filtrage repartirait vers le site d'Échassières par des canalisations souterraines pour être réutilisée pour les étapes de broyage et de séparation des minerais. Quant au concentré filtré, il serait chargé dans des wagons puis transporté en train vers l'usine de conversion. Pour permettre cela, une réfection d'un échangeur autoroutier et de voies de chemin de fer seraient nécessaires.

A ce sujet, le 9 décembre 2024, Frédéric Aguilera, vice-président de la région AURA délégué aux transports a évoqué la contribution de l'État à hauteur de 100 millions d'euros pour la régénération de la ligne entre Gannat et Montluçon. L'association Codérail (Comité de défense et de développement du rail de la région de Montluçon et du Val de Cher) est sceptique et inquiète car selon elle, ce projet exige l'entière modernisation de la liaison et s'il y a modernisation, l'association craint qu'elle se fasse au rabais. Les dessertes voyageurs pourraient être sacrifiées au profit du trafic d'Imerys.⁶¹ Tout comme les enquêteur·ices de la commission d'enquête sur les demandes environnementales relatives notamment à l'étape pilote qui s'interrogent également sur la réalité d'un possible recours au fret ferroviaire.⁶²

3) Usine de conversion à Saint-Victor, dans l'agglomération de Montluçon :

Ce troisième site aurait pour objectif de recevoir le mica et en extraire le lithium pour le commercialiser. Cette usine se situerait sur un ancien site d'essai Dunlop.⁶³ Le process y serait plus complexe car il nécessiterait à plusieurs reprises : l'ajout de réactifs chimiques (l'utilisation massive de produits chimiques, d'acide sulfurique et de chaux nécessiterait la circulation de 9 camions de 44t / jour pour alimenter les sites en produits), d'eau, de co2, des passages en réacteur, dans des filtres et en centrifugeuse ainsi que des phases de cuisson consommant une quantité massive d'énergie. Le seul four destiné à chauffer le concentré de lithium à 1 000 °C brûlerait 495 gigawattheures de gaz à l'année, c'est-à-dire la consommation énergétique domestique de 67 000 personnes en France.

Ce process aurait besoin de 420 000 t/an de réactifs et générerait de 800 000 t/an de résidus solides (dont 11 000 t/an de déchets dits dangereux) et 140 000 t/an de produits valorisables (pour sablage des routes, cimenterie, industrie des engrais...).

Imerys n'a, à ce jour, donné aucune info sur les déchets pollués ni sur le nettoyage de l'eau utilisée en circuit fermé.

Dans cette usine, fonctionnant également en circuit fermé, il faudrait réinjecter 600 000 m³ par an d'eau d'appoint à cause des pertes.⁶⁴ Pour ce faire, Imerys prévoit de pomper dans une station d'épuration de l'agglomération. Une eau qui était pourtant destinée à retourner dans le Cher et qui participe au maintien de son débit.

A tout cela s'ajoute un trafic routier très important. Ce dernier est estimé à 105 poids lourds par jour. Estimation qui pourrait aller jusqu'à 207 poids lourds si la voie ferrée n'est pas utilisable.⁶⁵

61 *Pas de modernisation au rabais*, article de M. Delecuse, journal La Montagne du 18/01/2025

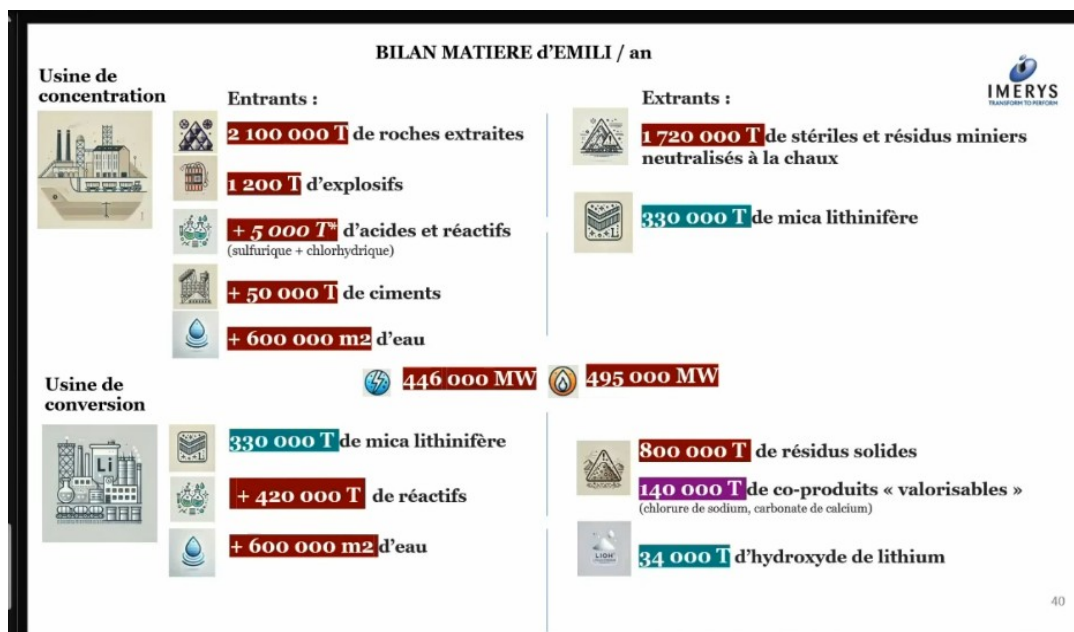
62 <https://www.allier.gouv.fr/content/telechargement/17946/122768/file/IMERYS%20Conclusions%20AE%20Beauvoir.pdf>

63 *Avis délibéré de l'Autorité environnementale sur le projet EMILI, d'extraction et traitements de lithium*, n° ae : 2024-14, séance du 21/11/2024

64 www.debatpublic.fr/mine-de-lithium-allier/le-projet-de-mine-de-lithium-5346

65 *Avis délibéré de l'Autorité environnementale sur le projet EMILI, d'extraction et traitements de lithium*, n° ae : 2024-14, séance du 21/11/2024

Et pour ce qui est de la consommation électrique de ces trois sites, elle serait au total de 446 000 mégawattheures par an, soit l'équivalent de la consommation annuelle de 172 000 personnes, c'est-à-dire la moitié du département de l'Allier.



Pourquoi cela concerne l'ensemble du territoire ?

Le projet EMILI est souvent présenté comme une mine située à Échassières. En réalité, il s'agit d'un vaste complexe industriel mobilisant plusieurs communes, plusieurs réseaux de transport et d'importantes ressources en eau et en énergie.

Ses conséquences potentielles concernent bien au-delà du seul site minier : elles touchent les habitant-es, les cours d'eau, les infrastructures ferroviaires et routières, les paysages, les activités économiques locales et plus largement l'avenir du territoire.

L'analyse du projet ne peut donc être limitée à la seule question de l'extraction du lithium. Elle doit prendre en compte l'ensemble des installations, des consommations de ressources, des flux de matières et des impacts cumulés générés par le projet.

À retenir

- **Le projet concerne plusieurs sites sur le territoire.**
- **Ses impacts dépassent largement la seule commune d'Échassières.**
- **Les conséquences sur l'eau, les transports et les milieux naturels soulèvent de nombreuses questions.**
- **Les effets à long terme demeurent difficiles à évaluer.**
- **Les bénéfices attendus doivent être mis en regard des risques encourus.**

VI) Le rôle de Solidaires dans ce combat : force d'interruption et de propositions

Les analyses présentées dans les chapitres précédents conduisent à une question essentielle : si l'extractivisme n'est pas une solution soutenable, quelles alternatives pouvons-nous construire ? Pour Solidaires, il ne suffit pas de dénoncer les conséquences environnementales, sociales et démocratiques du projet EMILI. Il est également nécessaire de mettre en débat d'autres choix de société permettant de répondre aux besoins essentiels tout en réduisant notre dépendance à l'extraction de ressources naturelles.

1) Dénoncer et stopper la surconsommation minérale des plus riches

La surconsommation de métaux est presque totalement absente du débat public : numérisation des services publics, augmentation de la production d'Airbus, gaspillage colossal dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics et tout ceci sans rendre de compte. Exigeons des bilans métaux au même titre que les bilans carbone. Cela aurait au moins le mérite de formaliser des objectifs de décroissance minérale et énergétique.⁶⁶

La consommation de matières premières minérales a été multipliée par 4 en moins de 50 ans dans le monde, franchissant le cap des 100 milliards de tonnes en 2017. En cause ? L'urbanisation, le développement de nouvelles technologies énergétiques et la croissance économique. Avec l'explosion du numérique, l'électrification des secteurs et des produits, la diversification des matières consommées et le modèle économique d'hyperconsommation mondiale, il est estimé que la consommation de matières devrait doubler d'ici 2050. Les matières extraites sont également de plus en plus diversifiées : de 1970 à 2000, les applications industrielles ont triplé leur recours aux métaux, passant d'environ 20 à 60 matières en moyenne. Des objets complexes tels que les téléphones ou les voitures électriques regroupent entre 50 et 70 éléments chimiques, soit la majorité du tableau périodique des éléments chimiques.⁶⁷

Solidaires peut également contribuer à un débat public autour de nos principes que sont l'équité et la justice sociale. Il est établi que les 10% les plus riches sont responsables des deux tiers du réchauffement climatique depuis vingt-cinq ans et de la majorité des épisodes météorologiques extrêmes, selon l'étude publiée dans la revue *Nature climate Change*. Ainsi nous pourrions cibler la surconsommation minérale qui résulte directement de l'accumulation de richesses. Au-delà des amalgames avancés par les détracteurs de la décroissance, il faudrait mettre en avant la distinction entre les extractions de luxe et les extractions de subsistance. La corrélation très étroite entre la richesse et les émissions carbone vaut aussi pour l'empreinte minérale. Si vous possédez plusieurs maisons, 3 véhicules, un drone, une dizaine d'écrans et que vous vous déplacez en avion plusieurs fois par an, vous comptez pour beaucoup dans le fait que les habitant-es des bassins miniers n'aient bientôt plus assez d'eau pour vivre.

Solidaires peut lutter aux côtés d'associations telle que France Nature Environnement pour imposer « la sobriété matières⁶⁸ ». La sobriété matières désigne l'ensemble des mesures et des pratiques qui permettent la réduction de la consommation de matières, par exemple, en réduisant la nécessité de produire et de consommer certains services et objets. Son but est aussi de diminuer les pressions environnementales, tout en répondant aux besoins essentiels de toutes et tous. Aller vers la

66 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

67 <https://fne.asso.fr/dossiers/tout-savoir-sur-la-sobriete-matieres>

68 <https://fne.asso.fr/dossiers/tout-savoir-sur-la-sobriete-matieres>

sobriété matières, c'est agir directement pour la réduction des impacts, mais aussi profiter de tous les co-bénéfices (santé, emplois, respect des droits humains...). La sobriété matières passe par un grand nombre d'actions à toutes les étapes du cycle de vie de toutes les catégories de produits : éviter l'extraction, développer l'éco-conception, réduire la quantité et la taille des voitures produites, allonger la durée de vie des produits par le réemploi ou la réparation... Une politique de sobriété matière vise à diminuer l'usage absolu de matières, c'est-à-dire la quantité « brute » de matière extraite et utilisée. Cela va donc au-delà de politiques dites « d'efficacité », qui vise à la réduction de l'usage « relatif » de matières, c'est-à-dire la quantité de matières utilisées par bien ou par service produit. France Nature Environnement a formulé des propositions politiques pour plus de sobriété matières en France⁶⁹. La réflexion se fonde sur l'instauration d'une véritable politique publique de sobriété matières, reposant sur trois grands principes :

1. Une politique doit être pilotée : nous avons besoin d'une instance en capacité d'élaborer une stratégie nationale de sobriété matières avec des objectifs de réduction par secteur
2. Une politique doit être débattue : nous avons besoin un débat national transposé localement sur la souhaitabilité et les modalités de la relance minière
3. Une politique doit être concrète et accessible : nous avons besoin de mettre en place des incitations économiques à la sobriété matières à destination de l'industrie, mais aussi de la population

Les impacts de surconsommation de matières sont transversaux et systémiques. Agir pour diminuer la surconsommation de matières entraîne donc des effets bénéfiques en cascade sur des enjeux majeurs comme l'eau ou la biodiversité. France Nature Environnement a décrypté les enjeux et impacts de la surconsommation de matières sur une grande partie de ses thématiques privilégiées dans un dossier complet⁷⁰.

Nous devons également dénoncer l'accumulation de richesses qui ne débouche pas seulement sur une surconsommation minérale dans la sphère privée mais qui a des effets plus graves et plus systémiques. Les capitaux et le pouvoir prodigieux accumulés par les entreprises du numérique leur ont permis d'imposer des choix technologiques à l'ensemble de la société : 5G, objets connectés, déploiement de l'intelligence artificielle dans tous les secteurs. Des technologies issues de l'hyperconcentration de la richesse, hypervoraces en métaux, totalement futiles du point de vue des besoins essentiels.

Tant que nous n'arriverons pas à imposer des mots d'ordre tels qu'une meilleure répartition des richesses et davantage de sobriété, le capitalisme industriel continuera d'interpréter les revendications des mouvements sociaux comme des défis techniques et invoquera la lutte contre le changement climatique pour extraire et produire sans limite.

Réduire les besoins en matières premières suppose également d'interroger les choix budgétaires et les priorités des pouvoirs publics.

2) Revendiquer une réorientation des subventions publiques

La société Imerys, pour son projet EMILI, s'est vue accorder 1,14 million € au titre de France Relance, 22,5 million € au titre de France 2030, un crédit d'impôt (loi industrie verte) de 200 million € et une garantie de l'État sur l'emprunt de 123 million €. Début février 2026, l'État a

69 <https://fne.asso.fr/publications/nos-10-propositions-pour-plus-de-sobriete-matieres>

70 <https://fne.asso.fr/dossiers/tout-savoir-sur-la-sobriete-matieres>

annoncé financer la finalisation des études de pré-faisabilité à hauteur de 50 million €. Ce projet absorbe une quantité colossale d'argent public !

Les mouvements pour la justice sociale pourraient planifier sous forme de revendications la réduction de l'activité des principaux secteurs à certaines fonctions essentielles de la subsistance et à la vie sociale. Le soutien croissant des pouvoirs publics aux entreprises minières en facilitant l'extraction par des réglementations sur mesure et des financements publics entraîne autant une croissance de l'extraction des métaux dits "pour la transition" que l'extraction des autres minerais.

Au Canada par exemple, la politique pro extraction désormais menée au nom de la transition a entraîné une augmentation de la production d'or.⁷¹ On retrouve également cette dérive au sein de l'UE. La liste des matières premières critiques n'a cessé de s'allonger depuis sa première publication en 2011. Depuis 2020, elle s'est enrichie de deux matières premières stratégiques pour le secteur de la défense et de l'aérospatiale : l'aluminium et le titane.⁷²

Les syndicats ont pour vocation de défendre le bien commun et de faire pression sur les politiques pour les contraindre à faire des choix de société plus justes. Or il s'agit bien d'un choix politique lorsque l'aluminium est ajouté à la liste des métaux stratégiques du CRMA par le Parlement européen et le Conseil (États membres).

L'inclusion de l'aluminium comme matière première stratégique dans la législation européenne était une des revendications principales du lobby de la défense. Elle est devenue une réalité en 2023 au Parlement européen grâce à un amendement proposé par l'eurodéputée Hildegard Bentele au nom du groupe PPE (conservateurs), et au Conseil Européen grâce à la position de la majorité des états membres. Pourtant le fait que l'aluminium soit utilisé dans certaines technologies propres ne signifie pas que l'augmentation de la production d'aluminium soit inévitable. Le besoin d'aluminium dans le secteur de la transition énergétique pourrait être satisfait en réduisant les utilisations dans les secteurs qui ne sont pas utiles ou nuisibles aux objectifs climatiques (comme le transport aérien), et en encourageant le recyclage et l'amélioration de l'efficacité des matériaux. Pour rappel, la bauxite (matière première nécessaire à la production de l'aluminium) est le principal facteur de déforestation de l'Amazonie brésilienne. La transformation de la bauxite en aluminium génère des boues rouges toxiques qui représentent un grave danger pour l'environnement. C'est également une question de choix technologiques. L'Agence internationale de l'énergie a élaboré différents scénarios à cet égard. Dans son scénario de technologie propre, par exemple, la demande d'aluminium est inférieure de 17 % en 2060 à celle du scénario de technologie de référence, ce qui suggère que les choix technologiques peuvent impacter fortement la consommation d'aluminium.⁷³

La question du lithium conduit directement à celle des transports, principal débouché actuel de ce métal.

3) Dénoncer le « tout-voiture »

Une remise en question de l'utilisation de la voiture individuelle est également à mettre en débat. En 2024, 87 % du lithium produit a été utilisé pour la fabrication de batteries dont les 2/3 pour des batteries de véhicules électriques. Ainsi poser la question du besoin en lithium, c'est poser la question de la place de nos voitures dans la société.

Sachant qu'en fonction du projet de société choisi, la demande en lithium peut varier de +300 % à plus +800 % de la demande actuelle⁷⁴, il est indispensable, avant tout projet impactant éternellement l'environnement, de questionner les choix politiques sur la place laissée à la voiture

71 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

72 *Du sang dans le pacte vert ?*, <https://multinationales.org>, 07/11/2023

73 *Du sang dans le pacte vert ?*, <https://multinationales.org>, 07/11/2023

74 ADEME, transition(s) 2050, *les matériaux pour la transition énergétique, un sujet critique*

ou aux autres modes de déplacements sur le territoire. Doit-on polluer un territoire pour produire 700 000 SUV par an quand on regarde l'usage que l'on fait de ces véhicules ? Une voiture est utilisée en moyenne 1h par jour. En 2015, le taux de remplissage des voitures était en moyenne de 1,58 personne. Ainsi 1 à 2 tonnes de matières sont déplacées pour transporter environ 100kg d'humain et de bagages. N'y a-t-il pas là un gaspillage énergétique ? Un gaspillage qui se renouvelle quotidiennement car pour les distances « domicile-travail » comprises entre 1 et 2 km, 56 % des personnes utilisent leur voiture mais seulement 13 % prennent les transports en commun et 6 % le vélo.⁷⁵

La production de voitures individuelles nous maintient dans cette aberration et ce gaspillage. Elle nous enferme dans un cercle vicieux de dépendance automobile. Toujours plus de voitures engendre davantage d'infrastructures routières qui réduisent ou marginalisent les autres modes de transports nécessitant ainsi l'utilisation de la voiture individuelle. Ivan Illich a théorisé ce processus en qualifiant de « monopole radical » la place consacrée à la voiture dans la société : « *par sa surpuissance, l'automobile tend à exclure les autres modes de déplacement* ».

Nous sommes aujourd'hui bloqué·es dans le modèle du tout routier, un modèle insoutenable. C'est d'abord le cas pour les usager·es, particulièrement dans les territoires ruraux, quand l'absence de transports en commun contraint à posséder une voire plusieurs véhicules motorisés pour se déplacer. La voiture n'est pas soutenable pour les ménages : selon le Datalab du ministère de la Transition écologique, « avec 196,7 milliards d'euros en 2022, les dépenses de transport (y compris l'assurance) représentent 14,5 % des dépenses de consommation des ménages ».

Ce problème est en lien direct avec le développement des routes et des autoroutes, qui modifient en profondeur les territoires. Elles induisent une urbanisation supplémentaire, avec des zones commerciales et des zones d'activités économiques souvent déconnectées des besoins réels des populations. Leur construction favorise une métropolisation excessive, accentuant les inégalités sociales entre villes et campagnes. Les territoires ruraux sont délaissés ou transformés en périphéries sans véritable vie locale, au profit d'un modèle urbain centralisé.

La notion d'« autoroute verte », souvent présentée comme une solution écologique permettant de réduire l'impact environnemental du transport routier, n'est qu'une fuite en avant. Elle nécessite des infrastructures (par exemple, dans le cas de l'électrification des poids lourds, une taille des batteries très importante et des bornes de recharges très performantes) qui auront des impacts environnementaux colossaux : ceux des mines d'où sont extraits les métaux requis pour leur fabrication. L'électrification du transport routier de marchandises ne règle pas de manière satisfaisante la problématique de l'impact environnemental de ce secteur.

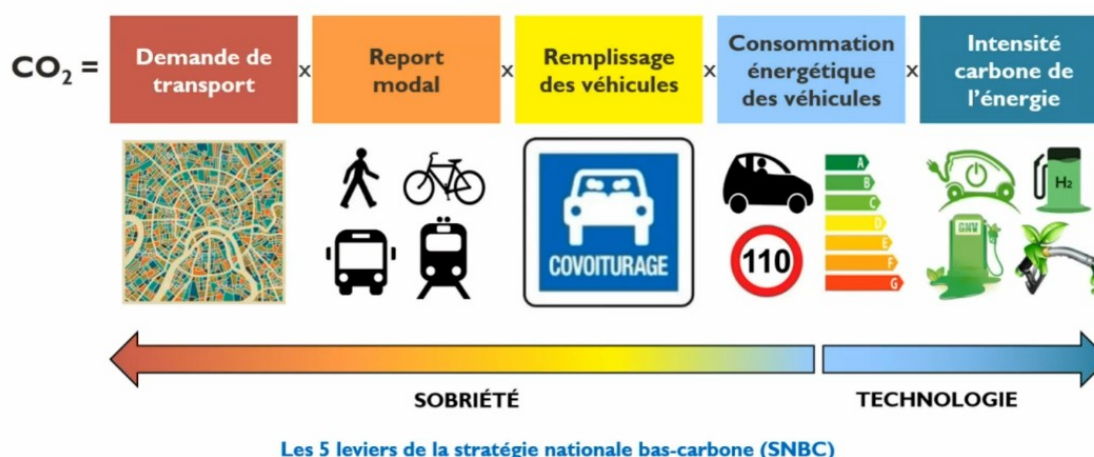
Le réseau routier français au cours du XX^e siècle est passé de 500 000 à 800 000 km. Les routes ont complètement changé de nature. Leur masse a été fortement augmentée du fait de l'accroissement du poids, du nombre et de la vitesse des véhicules qui désagrégeaient les chaussées stabilisées. Ainsi pour rendre possible la promesse de vitesse offerte par l'innovation des moteurs ainsi que le transport de marchandises par camions, les routes sont devenues plus rectilignes, avec des rayons de courbure plus importants. Elles deviennent plus larges et s'alourdissent en se couvrant d'une carapace composée de couches successives de granulats, de liants hydrauliques, de ciment, de béton, de goudron, c'est à dire de matières dépendantes de l'extraction et notamment du charbon.⁷⁶

Notre réseau routier est l'un des plus denses au monde, mais nous poursuivons cette fuite en avant en voulant construire pas moins de 200 projets routiers, pour un coût cumulé compris entre 13 et 20 milliards d'euros d'argent public, et pour une longueur de plus de 1 575 kilomètres. Sachant que le Réseau Action Climat (RAC) évalue à plus de 4 milliards d'euros supplémentaires par an, les besoins d'investissements nécessaires pour accélérer le développement du transport ferroviaire,

75 INSEE, *recensement de la population 2017, exploitation complémentaire, distancier métrix-OSRM*

76 Sans Transition : une nouvelle histoire de l'énergie, JB Fressoz, éditions écocène seuil

des transports en commun et du vélo, demandons un moratoire sur tous ces projets routiers et un fléchage des investissements vers les modes de transport pertinents.⁷⁷



Equation de Kaya aux transports (source : Aurélien Bigo , Les transports face au défi de la transition énergétique. Exploration entre passé et avenir, technologie et sobriété, accélération et ralentissement, 2020)

L'hypocrisie institutionnelle, consistant à faire croire que l'électrification massive du parc automobile serait l'alpha et l'omega d'une transition énergétique, se concrétise par une réglementation et une orientation des investissements axées uniquement sur la technologie et la production industrielle de voitures. Alors que d'autres leviers existent pour faire baisser le bilan carbone des transports. Des investissements et une réglementation contraignante pourraient plutôt développer le report modal des marchandises des camions vers les trains, augmenter les transports en commun ou le covoiturage, cesser les constructions d'autoroutes et prioriser les voies permettant de se déplacer sans utiliser la voiture (voies de bus, pistes cyclables, voies de chemin de fer...). Il s'agit donc bien de choix politiques qui préfèrent privilégier les industries minières et automobiles plutôt que de favoriser la sobriété. Il est ainsi aisé d'affirmer que les gens ne veulent pas d'alternatives à la voiture individuelle, quand les investissements permettant le développement et l'efficacité des leviers de sobriété restent marginaux et déséquilibrés.

4) Réclamer le report modal

L'alliance écologique et sociale, dont Solidaires fait partie, a produit une note pour un autre financement des transports qui permettrait de parvenir à une réelle transition sans recourir à un développement exacerbé du transport individuel électrique.⁷⁸

Les activités de transport, quelles qu'elles soient (routier, maritime, ferroviaire, aérien), ne sont jamais autofinancées par le prix du service. Par différents biais, le coût de l'infrastructure est très majoritairement pris en charge par la puissance publique. Quel que soit le mode, les transports sont donc des infrastructures publiques, dont l'utilité et le coût ne peuvent être appréciés qu'à l'échelle d'un pays, et qui ne s'autofinancent jamais en totalité sur le mode du « marché ». C'est pourquoi il faut miser sur les transports les plus utiles. Le ferroviaire est indéniablement celui qui doit être privilégié.

Pour la route, le ferroviaire et les voies navigables intérieures, le coût de l'infrastructure représente le même montant, que l'on fasse circuler un ou cent mobiles dessus. On peut même dire que, dans le ferroviaire, il peut y avoir un surcoût lié à la non-utilisation, tandis que les poids lourds usent la chaussée. Ainsi il y a une variation des coûts de maintenance en fonction du volume du

⁷⁷ <https://alliance-ecologique-sociale.org/wp-content/uploads/2025/06/Notre-note.pdf>

⁷⁸ <https://alliance-ecologique-sociale.org/wp-content/uploads/2025/06/Notre-note.pdf>

trafic plus importante pour le routier. Le transport ferroviaire offre, en termes d'utilité sociale, un compromis entre les nuisances (espace occupé, imperméabilisation des sols, pollutions de l'air et des sols liées à la construction et l'exploitation, bruit, etc.) et les bénéfices (rendement énergétique, niveau de maillage, service des marchandises comme des personnes, etc.) très favorable. La route offre un maillage beaucoup plus fin et indispensable mais au prix de nuisances proportionnellement supérieures. Il est donc aberrant, par exemple, de créer et d'entretenir un réseau autoroutier au bénéfice du transport routier de marchandises longue distance avec toutes les nuisances induites, en laissant périr un réseau ferroviaire parallèle bien plus rentable socialement et économiquement, du point de vue de l'environnement et de la sécurité.

Le ferroviaire, c'est 10 % des déplacements en France pour 0,3 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans les transports. Donc il ne peut y avoir de politique de réduction des GES sans développement du ferroviaire. Le système ferroviaire est, de plus, très sécurisé pour les voyageurs et voyageuses. En 2023, le train a fait 40 fois moins de victimes que la route. De plus, le maillage ferroviaire permettrait le report d'une partie des marchandises vers le rail si l'on menait une politique dirigée cohérente priorisant les solutions ferroviaires et restreignant voire interdisant le transport routier sur le même parcours dès lors que la solution ferroviaire existe.

5) Défendre et accompagner les travailleur·euses

Pour finir, il est important de rappeler que notre syndicat défend l'idée que la prise en compte des questions sanitaires et environnementales fait partie de la défense des travailleur·euses. A travers le monde, des syndicalistes et des travailleur·euses ont dépassé cette vision productiviste. L'usine de composants automobile GKN à Florence est un exemple parmi d'autres. Alors qu'en 2021, la direction annonçait aux centaines d'employé·es du site la fermeture prochaine de l'usine, les ouvrier·es s'organisent et occupent l'usine. Ils et elles souhaitent poursuivre une activité industrielle mais en questionnant l'impact environnemental de celle-ci. C'est alors qu'ils et elles entrent en contact avec les mouvements écologistes en lutte pour le climat. Se dessine ainsi l'idée d'une usine à la fois pensée par et pour les travailleur·euses, et orientée vers la transition. Le collectif développe un plan de reconversion industrielle du site : la fabrication, l'installation et la récupération en fin de vie de panneaux photovoltaïques ainsi que la construction de vélos cargo.⁷⁹

Ces initiatives sont révélatrices d'un besoin de changement dans les revendications sociales et économiques des structures syndicales. Ainsi, Solidaires doit en tant qu'organisation syndicale faire converger les luttes pour la préservation de l'emploi et celles pour la préservation de l'environnement. Elle jouera alors pleinement son rôle de défense des intérêts des travailleur·euses.

Notre civilisation a besoin d'un sevrage métallique autant que d'un sevrage énergétique. Réduire les émissions de gaz à effet de serre sans interroger notre consommation de matières premières reviendrait à déplacer les problèmes plutôt qu'à les résoudre. Pour Solidaires, la transition écologique ne peut être réduite à une simple substitution technologique. Elle suppose une réduction des consommations les plus inutiles, une meilleure répartition des richesses, un développement massif des transports collectifs et des politiques publiques orientées vers les besoins essentiels plutôt que vers la croissance infinie de la production. Cette transition ne pourra être imposée d'en haut. Elle devra être construite démocratiquement avec les populations concernées et en garantissant aux travailleuses et travailleurs des perspectives d'emploi, de reconversion et de protection sociale.

⁷⁹ Comment transformer une usine automobile en coopérative écolo : des ouvriers montrent la voie, <https://basta.media/>, 24/10/2024

C'est dans cette perspective que Solidaires s'oppose au projet EMILI et défend une autre voie que celle de l'expansion permanente de l'extractivisme.

À retenir

- **Solidaires ne se limite pas à dénoncer le projet.**
- **Le syndicat défend une réduction des consommations de matières premières.**
- **Il revendique des investissements publics orientés vers les besoins sociaux et écologiques.**
- **Il soutient le développement des transports collectifs et du report modal.**
- **Il défend les travailleuses et travailleurs concernés par les transformations industrielles.**

VII) En conclusion

Le projet EMILI est souvent présenté comme une réponse locale à un besoin mondial de métaux indispensables à la transition énergétique. Pourtant, l'analyse développée dans ce document montre qu'il s'inscrit dans une dynamique beaucoup plus large : celle d'une relance de l'extractivisme portée au nom du climat, de la souveraineté industrielle et de la compétitivité économique.

Cette conclusion revient sur les principaux enseignements de ce dossier et sur les raisons qui conduisent Solidaires à s'opposer au projet.

1. Ce que montre ce dossier

Le discours dominant sur les minerais critiques est plein de failles et d'omissions. Nous ne pouvons pas nous permettre de nous fier uniquement au battage médiatique et aux narratifs de l'industrie. Le récit de la transition implique de passer des énergies fossiles aux métaux (métaux qui ne sont pas non plus renouvelables). Dans le meilleur des cas, elle consisterait à reporter sur les métaux la demande d'énergie qui reposait jusqu'ici sur le pétrole, le gaz et le charbon.

Les grands groupes industriels n'ont d'autres choix que d'adapter leur discours face l'expérience concrète du réchauffement climatique. C'est pourquoi, après avoir utilisé la stratégie du doute pour décrédibiliser les scientifiques alertant sur le changement climatique, ils promeuvent dorénavant la posture volontariste de la transition énergétique. Total devient « TotalEnergie » avec un message répété que la compagnie pétrolière agit pour la transition mais celle-ci étant un long processus, elle est bien obligé en attendant de pomper, de forer et même d'explorer à contrecœur. Vinci quant à elle promeut la « route verte », Airbus l'aviation soutenable, Aramco promet de devenir « net zero » en 2050. Le ralliement de ces industries intrinsèquement polluantes à la

bannière de la transition a au moins un mérite : celui de clarifier la fonction idéologique de cette notion. La transition énergétique est devenue le futur politiquement correct du monde industriel.⁸⁰

2. Pourquoi c'est une question démocratique

Nous avons besoin d'un débat public et citoyen contradictoire afin d'éviter le scénario très possible d'une augmentation des profits des entreprises au détriment de zones de sacrifice toujours plus nombreuses, sans la moindre preuve que les émissions de gaz à effet de serre diminueront.⁸¹ Nous sommes confrontés à un véritable déni de démocratie à travers l'imposition de ces projets industriels et extractivistes. Si les populations directement concernées par les impacts des mines avaient réellement voix au chapitre, comme le prévoit la convention d'Aarhus et la convention numéro 169 de l'Organisation internationale du travail sur les droits des peuples autochtones et tribaux, une bonne partie des projets extractifs ne pourrait tout simplement pas exister. C'est ce qui se produit le plus souvent quand les activités extractives sont soumises à des tests démocratiques.

Comme au Salvador qui en 2017 est devenu le premier pays au monde à interdire l'exploitation de mines métalliques après une décennie de mobilisations locales contre les impacts miniers. Ou encore à Tambo Grande au Pérou, en 2002 lors d'un référendum local organisé par les associations et les ONG, la population a rejeté à plus de 98 % un projet de mine d'or créant un rapport de force suffisant pour obliger le gouvernement à annuler son accord avec la multinationale canadienne. Des référendums ont obtenu des résultats semblables à Esquel en Argentine en 2003 puis au Guatemala en 2022. Des référendums en 2023 en Équateur ont d'une part empêché l'attribution de nouvelles concessions dans une réserve attribuée à des sociétés minières souhaitant exploiter de l'or, de l'argent et du cuivre ; et d'autre part arrêté définitivement l'exploitation pétrolière dans un parc national de la forêt amazonienne.

Face à l'ambition affichée par les milieux industriels européens d'exploiter tous les gisements d'Europe nous pourrions imiter les peuples d'Amérique latine en luttant pour imposer aux pouvoirs publics la tenue de référendums.⁸²

3. Pourquoi le débat ne peut pas être réduit au carbone

D'autre part, Fanny Verrax⁸³ nous rappelle qu'il faut se méfier du "tunnel carbone", c'est-à-dire le fait de réduire tous les enjeux environnementaux aux enjeux climatiques : ce n'est pas parce qu'on décarbone que c'est forcément bénéfique pour les autres limites planétaires⁸⁴. Selon le Groupe d'experts international sur les ressources mis en place par le Programme des Nations unies pour l'environnement, la production de métaux est responsable à hauteur de 10 % du dépassement de deux limites planétaires essentielles : le changement climatique et les effets sur la santé dus aux particules fines. Sur la période 2000-2015, ces impacts ont doublé. L'OCDE prévoit que l'impact environnemental total de la production et de la consommation des sept métaux les plus produits doublera (et dans certains cas quadruplera) d'ici 2060. Cette évaluation catastrophique repose pourtant sur des hypothèses optimistes quant à l'efficacité croissante des techniques d'extraction. Des études récentes indiquent également que même en imaginant le meilleur scénario d'innovation verte, si nous voulons rester en conformité avec l'Accord de Paris, les pays à revenu élevé devront commencer à diminuer leur consommation de métaux d'ici 2030 - y compris les métaux industriels,

80 *Sans transition : une nouvelle histoire de l'énergie*, JB Fressoz, éditions écocèneSeuil

81 *Manifeste : l'urgence d'un observatoire critique sur les matières premières*, www.corpwatchers.eu, 12/12/2024

82 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

83 professeure en transition écologique à l'EM Lyon Business School, philosophe, spécialiste de la gouvernance des ressources minérales et membre du conseil national de Génération Écologie

84 <https://generationecologie.fr/2025/01/19/https-generationecologie-fr-2025-01-17-fanny-verrax-aucun-projet-minier-en-europe-n-est-conditionne-par-les-usages/>

tels que le cuivre, l'aluminium et le nickel inclus dans la liste des matières premières stratégiques du CRMA. En d'autres termes, l'exploitation minière est en soi une source massive de gaz à effet de serre, de sorte que l'expansion inconsidérée de l'exploitation minière annulera amplement les avantages climatiques du déploiement des énergies renouvelables.⁸⁵

En fin de compte, peu importe que ce soit le pétrole ou les métaux critiques : leurs effets catastrophiques en termes de politique démocratique se produisent lorsqu'ils sont utilisés comme solution dominante de la mobilité et de la technique. Puisqu'il ne semble pas que la voiture électrique remplacera complètement le moteur à combustion au cours de ce siècle, une nouvelle diversification de l'extractivisme mondial et de ses dynamiques d'exploitation est en jeu. Si la « transition verte » et la « neutralité climatique » signifient principalement le remplacement des moteurs à combustion par des voitures électriques, le régime existant d'exploitation extractiviste basé sur les inégalités mondiales se poursuivra presque automatiquement, mais s'étendra également à d'autres couches de la Terre.⁸⁶

4. La question centrale : du lithium, pour quoi faire ?

La remise en question de l'extractivisme est donc le seul moyen d'aborder sous un autre angle la transition écologique nécessaire pour éviter le pire. On pourrait alors se pencher sur la question: du lithium, pour quoi faire ? Évaluer et trier ce qui est utile et viable pour notre société. A-t-on réellement besoin d'un frigo connecté qui passe commande à notre place ou d'un maillot de bain connecté qui nous indique par sms qu'il est temps de changer de position sur la plage ? Comment peut-on honnêtement penser que l'industrie la plus polluante au monde est celle qui nous permettra de lutter efficacement contre le changement climatique ? Et quand bien même nous croirions à cette fable, l'ambition de miser sur l'extractivisme pour électrifier la totalité du parc automobile et ainsi lutter contre le changement climatique est incohérente. Il faudra des décennies pour équiper l'ensemble des voitures électriques. Mais une fois qu'on y sera parvenu, l'échéance de la lutte contre le changement climatique sera passée. Pour lutter contre le réchauffement climatique, il faut contester le régime minier. En plus de faire disparaître les milieux de vie et l'eau potable, la ruée minière va accroître les changements climatiques.

« La mine apporte une vie où l'on ne peut plus boire l'eau des lacs et pêcher, où les animaux sont malades. Une vie où on doit tout acheter, il n'y a rien de plus fragile. Si nous conservons l'eau, les terres et la biodiversité, il nous restera quelque chose pour résister au changement climatique. »

Donna Ashamock, de Indigenous Climate Action

« En dévorant la Terre pour la transformer en objets marchands, les extractivistes détruisent leur propre habitat. »

Kopenawa, chaman yanomani d'Amazonie

⁸⁵ Du sang dans le pacte vert ?, <https://multinationales.org>, 07/11/2023

⁸⁶ La voiture électrique : un maintien du statu quo sous de verts auspices, K. Jörg, <https://lestempsquirestent.org/fr>

Déconstruire les principaux arguments avancés par les partisan-es de l'extractivisme.

I) Il faut des mines pour lutter contre le dérèglement climatique

L'un des principaux arguments avancés pour justifier l'ouverture de nouvelles mines est leur prétendue nécessité dans la lutte contre le changement climatique. Les métaux seraient indispensables à la transition énergétique, à l'électrification des transports et au développement des technologies bas carbone. Les projets miniers apparaîtraient alors comme une condition incontournable de la décarbonation de nos sociétés.

Pour Solidaires, cette affirmation mérite d'être interrogée. Derrière l'idée selon laquelle « il faut des mines pour sauver le climat » se cachent de nombreuses hypothèses rarement discutées : quels usages voulons-nous développer ? Quels niveaux de consommation souhaitons-nous maintenir ? Quelles alternatives existent à l'électrification généralisée et à la croissance continue de la production matérielle ?

Les éléments qui suivent proposent d'examiner de manière critique plusieurs arguments régulièrement avancés en faveur de l'extractivisme.

L'extractivisme permettrait de décarboner notre économie

Premièrement, le monde de l'entreprise a interprété les accords de Paris sur le climat à sa façon. C'est à dire en considérant que la baisse des émissions de GES ne devait en aucun cas affecter la croissance, mais qu'elle pouvait être l'occasion de créer un nouveau marché de l'énergie en développant à toute vitesse les technologies dites bas carbone. Comme ces technologies sont intensives en métaux, en particulier la voiture électrique, l'industrie minière s'est engouffrée là-dedans avec le concept de « métaux pour la transition ».

En 2017, la banque mondiale a lancé une campagne en partenariat avec le principal lobby minier au monde. Ils ont produit un rapport sur la transition qui affirme que les mines sont nos meilleures alliées pour résoudre le réchauffement climatique. Cette promesse s'appuie sur l'idée qu'il pourrait exister des mines et de la métallurgie bas carbone : ce qui n'a pour l'instant aucune réalité, ce sont les secteurs qui émettent le plus de CO₂ au monde (le secteur est responsable d'environ 40 % des émissions industrielles des GES⁸⁷). Quand on crée un parc automobile électrique en France ou en Allemagne, on ne fait que délocaliser les émissions carbone vers les pays producteurs de métaux. Pour extraire des matières premières, on détruit des puits de carbone naturels que sont les forêts tropicales de l'Indonésie ou du Brésil, les tourbières et les forêts boréales du Canada.⁸⁸

Depuis la découverte en 2007, dans le nord de la province canadienne de l'Ontario, de gisements de nickel, de palladium et de cuivre, des entreprises minières ont obtenu des dizaines de permis d'exploration. Selon un groupe de recherche de l'Université Laurentienne de Sudbury, le drainage des tourbières du nord de l'Ontario libérerait dans l'atmosphère l'équivalent des émissions annuelles de 39 milliards de voitures. « *Bien sûr, une mine ne va pas tout détruire d'un coup,*

87 *Renouveau minier en France, tout est permis ?* Socialter n°67, 12/2024

88 *Dans l'Allier le lithium mine la transition*, Politis n°1844, 09/01/2025

nuance Louise Nacet, doctorante à l'Université Laval (Québec) sur les enjeux extractifs. *Mais une fois la route construite, les écosystèmes risquent d'être menacés par d'autres projets.* »⁸⁹

Deuxièmement, les gisements riches et facilement accessibles sont progressivement épuisés car ils ont été les premiers à être exploités. Ainsi l'exploitation des nouveaux gisements plus pauvres en minerai nécessite davantage d'énergie. Or l'extraction de métaux rares est déjà une des industries les plus énergivores. Elle demande entre 7 et 8 % de l'énergie mondiale pour seulement 0,02 % de minerai extrait. Si on ne prend que l'exemple du cuivre, l'énergie nécessaire pour son extraction a augmenté de 50 % entre 2001 et 2010.

La mine décarbonée n'existe pas. Les énergies fossiles et l'industrie minière fonctionnent en symbiose. Les mines ont besoin de toute la gamme des énergies fossiles à tous les stades de l'extraction et de la production de métaux (pour rappel un four de l'usine de St Victor nécessite l'équivalent de la consommation de 67 000 personnes par an).⁹⁰

Ainsi les mines utilisant en grande majorité les énergies fossiles pour fonctionner, la transition énergétique annoncée va accroître l'effet de serre que l'on cherche justement à éviter.⁹¹ La production d'aluminium, à elle seule, a émis près de 270 millions de tonnes directes de CO₂ en 2022 (environ 3 % des émissions industrielles directes de CO₂ dans le monde).⁹²

Pour finir, l'industrie minière comme solution au changement climatique ne fait qu'accroître le taux d'industrialisation exacerbant ainsi le problème d'origine. Or la société de consommation pousse à l'extraction sans fin. Le projet de mine d'Échassières en est un parfait exemple. Cette mine n'est pas favorable à la réduction des émissions de carbone car elle a pour vocation de produire de grosses batteries pour des grosses voitures.

La promotion actuelle du secteur minier pour répondre au problème de changement climatique entretient volontairement deux opinions incompatibles, deux savoirs contradictoires. Si l'on s'en tient à la seule question des véhicules électriques, il apparaît mathématiquement impossible de produire suffisamment de cobalt, de nickel et de lithium pour électrifier les parcs automobiles mondiaux. Les dirigeants font pourtant semblant de considérer le projet comme viable, alors que la stratégie de chacun consiste à s'accaparer les ressources nécessaires avant les autres, de façon à bénéficier de la valeur ajoutée de ces véhicules bas carbone et à afficher, au détriment des autres, des résultats en matière d'empreinte carbone. C'est une course à la délocalisation des émissions de carbone. Du point de vue de la lutte contre l'emballement climatique, ces manœuvres géopolitiques n'ont aucune pertinence. L'atmosphère se fiche bien de la nationalité des émissions qui la réchauffent. Elles ont en revanche des incidences profondes sur le destin des populations mondiales qu'elles entraînent vers des conflits de plus en plus nombreux.⁹³

89 Au Canada, « la mine est instrument de torture coloniale », www.mediapart.fr, 06/01/2025

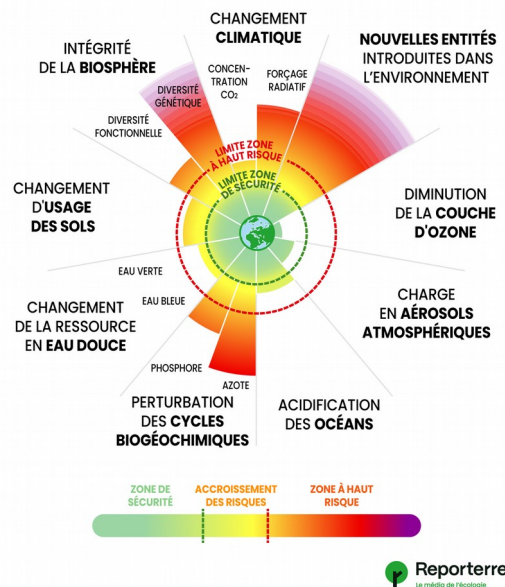
90 Dans l'Allier, un projet d'exploitation d'une mine de lithium divise, www.radiofrance.fr/franceculture, 27/04/2024

91 Une critique anticapitaliste de « la guerre des métaux rares » de Guillaume Pitron, www.strike.party, 10/09/23

92 IEA : <https://www.iea.org/energy-system/industry/aluminium>

93 La ruée minière au XXI^e siècle, Célia Izoard, les éditions du Seuil

Les limites planétaires en 2025



Focaliser l'attention des citoyen·nes sur la décarbonation est hypocrite et dangereux. L'enjeu de transformation écologique, auquel nous devons faire face, va bien au-delà de la seule lutte contre les émissions de CO₂. Il faut également se préoccuper du dépassement des limites planétaires tout aussi mortifères pour le vivant. Les neuf limites planétaires sont des seuils écologiques scientifiquement définis, qu'il est nécessaire de respecter pour garantir la stabilité du système terrestre. Sept de ces seuils sont déjà nettement dépassés. Ils couvrent notamment le changement climatique, les changements d'utilisation des sols et l'érosion de la biodiversité. À ce titre, la consommation croissante de minerais métalliques et non-métalliques exerce une pression sans précédent sur les écosystèmes, avec des impacts insoutenables.⁹⁴

Les métaux extraits permettraient de fabriquer des voitures électriques moins polluantes que les véhicules thermiques.

Pour commencer, [Imerys prévoit de sortir suffisamment de lithium pour fabriquer 17 millions de voitures](#), soit seulement un tiers du parc actuel. Bien d'autres Échassières en France, et surtout ailleurs, sont donc nécessaires. De plus, le lithium ne représente que 4 % du poids des batteries des véhicules électriques, les 96 autres – graphite, aluminium, cobalt, manganèse, nickel et cuivre – posent aussi des problèmes environnementaux.⁹⁵

Ensuite, même si l'électricité utilisée pour les voitures électriques était entièrement décarbonée (ce qui est loin d'être le cas : La moitié du parc mondial de voitures électrique roule en Chine où les 2/3 de l'électricité sont produits à partir du charbon⁹⁶), elles rejettent parfois autant (en fonction de leur taille) de CO₂ que les voitures thermiques sur l'intégralité de leur cycle de vie.

⁹⁴ <https://fne.asso.fr/dossiers/tout-savoir-sur-la-sobriete-matieres>

⁹⁵ Jean Baptiste Fressoz, « Transition écologique : “D’où vient cette idée que, pour sauver le climat, il faut absolument ouvrir des mines ?” », *Le Monde*, 20 mars 2024.

⁹⁶ *Sans transition : une nouvelle histoire de l'énergie*, JB Fressoz, éditions écocène Seuil

C'est notamment dû à l'augmentation de l'autonomie des batteries dont l'usinage est responsable d'une grande partie des émissions.⁹⁷

La fabrication d'une voiture électrique émet deux fois plus de gaz à effet de serre que celle d'un véhicule thermique, du fait de la production très intensive en métaux et en chimie de sa batterie et de son moteur (elle nécessite environ six fois plus de métaux que les véhicules thermiques selon l'Agence Internationale de l'énergie). Une équipe de recherche du National Science Museum a calculé que pour convertir à l'électrique tout son parc de véhicules, l'Angleterre devra par exemple consommer à elle seule l'équivalent de deux fois la production mondiale actuelle de cobalt, les trois quarts de la production de lithium, et la moitié de la production de cuivre.

Le pari des véhicules électriques pour baisser le taux d'émission des GES repose donc sur l'idée qu'à l'usage, ces véhicules seront en mesure de compenser l'énergie grise et les pollutions émises par leur fabrication. Mais les études de cycle de vie montrent que cela n'est le cas que dans des conditions très précises. Il faut que les véhicules soient de petits gabarits, sans quoi la masse de la batterie (qui peut aller de 305 kg dans une Renault Zoé à 700 kg dans un SUV) rend cet effort illusoire. Il faut que l'usage du véhicule soit intensif, car les batteries s'usent même quand on ne s'en sert pas. Leur production polluante est donc plus facilement amortie par une camionnette de la Poste que par une berline de loisir. Il faut encore que l'électricité qui a servi à la produire ou qui l'alimente soit d'origine renouvelable, sans quoi le bilan est plombé par les émissions des centrales à énergie fossile. A cela s'ajoute le fait que la majorité des composants sont produits en Asie avec de l'énergie fossile. Et le recyclage est compromis par le faible espoir d'une standardisation des batteries, étant donné la guerre commerciale que se livrent les entreprises pour disposer des modèles les plus performants.⁹⁸

D'autre part, restreindre l'empreinte environnementale d'une voiture électrique à son émission de CO2 est hypocrite. Les pollutions et nuisances environnementales qu'elle engendre sont multiples :

- Lors de l'extraction de ses multiples composants : déforestations, destructions de la biodiversité, pollutions des cours d'eau et des nappes phréatiques ;
- Lors de sa fabrication : c'est une industrie qui d'une part nécessite des matières premières venant des quatre coins de la planète donc avec un bilan carbone très élevé et qui d'autre part rejette beaucoup de métaux lourds et de produits chimiques. L'industrie automobile mobilise environ 15 % des flux mondiaux d'acier, acier qui pour les 3/4 est produit à partir du charbon. En Chine, où l'on produit presque le tiers des voitures dans le monde, les analyses de cycle de vie indiquent une consommation d'environ 2,5 t de charbon par automobile⁹⁹.
- Lors de son utilisation : comme tous les autres véhicules, l'usure des pneus rejette de grandes quantités de matière toxique dans l'air et la nature¹⁰⁰. Les particules fines si nocives pour la santé ne proviennent pas seulement de la combustion des carburants, mais pour moitié de l'usure des pneus et des plaquettes de frein.¹⁰¹
- Peu importe son moteur, la voiture a besoin pour circuler d'infrastructures routières responsables chaque année de la destruction de surfaces naturelles ou agricoles qui sont pourtant de précieux puits de carbone ;

97 Une critique anticapitaliste de « la guerre des métaux rares » de Guillaume Pitron, www.strike.party, 10/09/23

98 Véhicule propre, changer de voiture pour changer le monde de C. Izoard, p 215-217 de *Greenwashing manuel pour dépolluer le débat public*, éditions anthropocène Seuil

99 Sans transition : une nouvelle histoire de l'énergie, JB Fressoz, éditions écocène Seuil

100 Enquête exclusive sur la pollution de l'air par les pneus, www.agirpourenvironnement.org, octobre 2024

101 Véhicule propre, changer de voiture pour changer le monde de C. Izoard, p 219 de *Greenwashing manuel pour dépolluer le débat public*, éditions anthropocène Seuil

- L'impact d'un véhicule sur une chaussée n'est pas proportionnel mais exponentiel au poids et l'exposant est au moins égal à quatre (parfois beaucoup plus selon le type de pneu, revêtement, etc.). Autrement dit, un véhicule deux fois plus lourd qu'un autre n'abîme pas la route deux fois plus, mais au moins 16 fois plus.
- Lors de sa gestion une fois obsolète : le recyclage de ses composants étant extrêmement compliqué et coûteux, elle génère des déchets polluants.

L'explosion de la production de métaux liées aux véhicules électriques n'est pas uniquement due aux batteries. Pour compenser leur poids, il a fallu remplacer l'acier par de l'aluminium, plus léger dans les carrosseries et les boîtes de vitesse. Produire ce métal exige trois fois plus d'énergie et émet plus de GES que l'acier¹⁰².

Et puis si on légitime l'extraction du lithium au nom du besoin en smartphones ou voitures électriques alors on peut tout autant légitimer l'extraction du pétrole au nom du besoin en plastique.

Ainsi le simple fait de changer le moteur pour passer d'un fonctionnement au pétrole à un fonctionnement sur batterie, loin de surmonter l'extractivisme et ses effets catastrophiques d'un point de vue écologique, ne fait au contraire que diversifier le problème et l'étend à de nouvelles matières premières (telles que les "métaux critiques" comme le lithium, le cérium ou l'yttrium), sans que les fondements du capitalisme fossile ne changent.¹⁰³

Kilian Jörg soulève même un paradoxe avec cette politique d'électrification du parc automobile. Selon lui, il se pourrait que la promotion de la voiture électrique stabilise et garantisse l'avenir de la voiture à combustion. En effet, selon les calculs du politologue Conrad Kunze même en se basant sur les prévisions optimistes de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), il faudrait encore 130 ans pour que l'ensemble du parc automobile mondial actuel (environ 2 milliards de voitures, un chiffre toujours en hausse) soit électrifié - car il serait impossible de produire autant de voitures électriques plus rapidement. De plus, il n'est pas du tout certain qu'il y ait suffisamment de ressources (métaux critiques, terres rares, etc.) pour électrifier théoriquement tout le parc automobile mondial qui ne cesse de croître. Ainsi, en refusant d'envisager une réduction radicale du transport individuel, sa re-collectivisation et sa multimodalisation, les politiques d'électrification des transports pourraient paradoxalement favoriser le retour à la voiture à combustion, faute d'alternatives - parce qu'il n'y a pas d'autres voitures - et perpétuer une politique d'investissement beaucoup trop timide dans des modes de mobilité radicalement différents.

Les premiers signes de ce retour de bâton sont malheureusement déjà visibles. En 2023, sous l'impulsion de l'Allemagne, nation de l'automobile, l'UE a assoupli sa décision de « mettre fin au moteur à combustion en 2035 ». Désormais, sous certaines conditions, comme par exemple le moteur à combustion vert (dit neutre pour le climat), de nouvelles immatriculations de véhicules thermiques seront encore autorisées après 2035. Un regard historique montre que les crises de vente du secteur automobile ont toujours été facilement absorbées par une légère modification technique.¹⁰⁴

102 *Véhicule propre, changer de voiture pour changer le monde* de C. Izoard, p 219 de *Greenwashing manuel pour dépolluer le débat public*, éditions anthropocène Seuil

103 *La voiture électrique : un maintien du statu quo sous de verts auspices*, K. Jörg, <https://lestempsquirestent.org/fr>

104 *La voiture électrique : un maintien du statu quo sous de verts auspices*, K. Jörg, <https://lestempsquirestent.org/fr>

Le développement de l'extractivisme serait indispensable aux besoins nécessaires pour une transition énergétique.

Pour commencer, le terme de « transition énergétique » est à relativiser. Il est asséné par les partisan-es de l'extraction afin d'entretenir une confusion malhonnête voire mentir sur la véracité du concept. L'historien des sciences, des techniques et de l'environnement, Jean-Baptiste Fressoz rappelle des faits historiques qui décrédibilisent la notion de « transition énergétique »¹⁰⁵.

Il met en avant le fait que grâce à la transition, le changement climatique appelle à un changement de technologie et non de civilisation. Évitant ainsi toute remise en cause du fonctionnement productiviste de nos sociétés. Il rappelle également qu'après 2 siècles de « transitions énergétiques » (bois puis charbon puis pétrole et gaz), l'humanité n'a jamais brûlé autant de pétrole et de gaz, autant de charbon et même autant de bois. Chaque année, environ 2 milliards de mètres cubes de bois sont abattus, soit 3 fois plus qu'un siècle plus tôt. Il en est de même pour le charbon. L'Australie et l'Indonésie extraient actuellement 2 fois plus de charbon que l'Angleterre ou les États-Unis n'en ont extrait dans les années 1900. La plus forte croissance de l'histoire de l'extraction du charbon a lieu en plein âge du pétrole : + 300 % entre 1980 et 2010. En 2023, l'Europe en consomme encore 400 millions de tonnes par an. Notre continent est également le leader mondial des équipements miniers, et c'est grâce à des machines européennes que la production mondiale de charbon s'est envolée au XXI^e siècle. Enfin et surtout, l'Europe, comme tous les pays riches, possède un important commerce extérieur et les biens manufacturés qu'elle importe reposent, pour plus d'un quart, sur l'énergie du charbon. Ainsi, JB Fressoz indique que aussi « verts » que soient ou que deviennent leurs systèmes énergétiques, les pays riches, pour la simple raison qu'ils sont riches, se placent donc résolument du côté des gros consommateurs de charbon.

L'impératif d'extraire des métaux pour la transition coïncide avec le retour de la question des matières premières sur la scène publique, dans un contexte où les puissances occidentales ont perdu leur hégémonie. Au moment où elles peuvent de moins en moins s'approvisionner à bas coût dans de lointains pays, leurs besoins ont été réenchantés par la nécessité en apparence impérieuse d'extraire des métaux pour sauver la planète. Cela correspond à l'histoire même du capitalisme : celle d'un système extractiviste avec un rapport singulier à la production d'objets fondé sur la mine et son corollaire, la conquête. Cette entreprise d'accumulation et d'artificialisation du monde a été justifiée successivement par les idéologies du Salut, de la civilisation, du progrès, du développement. La transition n'en serait-elle pas la nouvelle justification pour extraire davantage ?¹⁰⁶

Les systèmes énergétiques sont en partie planifiés par les états en fonction des objectifs qu'ils se fixent. Les hypothèses retenues sont contestables car il s'agit de projections capitalistes donc consuméristes. Pour atteindre les objectifs climatiques, les scénarios de transition des gouvernements et des entreprises reposent sur l'électrification des usages. Ainsi, un rapport de l'ADEME indique que dans des scénarios de décarbonation qui respectent les objectifs climatiques, les voitures électriques pourraient atteindre 71% des véhicules en usage dans le monde en 2050. Cela nécessiterait la construction de 1,42 milliard de véhicules électriques en 25 ans (sans compter ceux qui seront remplacés). Sachant qu'aujourd'hui, il n'y en a que 26 millions dans le monde (soit 2% des véhicules actuels), les scénarios imposés ne sont pas crédibles et sont néfastes pour la lutte contre le changement climatique de part les volumes de matières premières nécessaires pour atteindre de tels objectifs.

105 *Sans transition : une nouvelle histoire de l'énergie*, J. B. Fressoz, éditions écocène Seuil

106 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

Certains scénarios de transition prévoient un fort développement de centrales à batteries pour éviter des pannes de réseau. Leur besoin en lithium serait beaucoup moins important que celui nécessaire pour électrifier le parc automobile. Ainsi, si le développement de centrales à batteries pour la transition énergétique accroîtrait probablement la demande mondiale de lithium, c'est sans commune mesure avec l'augmentation colossale que générerait le remplacement des véhicules thermiques. Dans ce cas l'ouverture de nouvelles mines de lithium ne se justifierait pas.¹⁰⁷

Aucune de ces projections n'est une fatalité, parce qu'elles résultent de choix politiques. Certes il n'existe aucun scénario de transition énergétique assumé comme décroissant et les mesures de sobriété sont rarement prises au sérieux dans les rapports gouvernementaux. Mais par exemple, le scénario pour 2050 de l'association Négawatt ne projette qu'une augmentation de 54% de la demande de lithium française. C'est le cas parce que les auteur·rices ne cherchent pas à électrifier l'intégralité des véhicules et adoptent de nombreuses mesures pour réduire la place de la voiture dans les mobilités et pour réduire le nombre de km parcourus par personne. Pour rappel, la batterie d'un vélo électrique contient 50 g de lithium alors qu'il en faut en moyenne 10 kg dans celle d'un SUV.¹⁰⁸

Le recyclage fait par exemple partie des options que les sociétés minières écartent très rapidement. Ainsi, il est établi et mis en avant par Imerys que le recyclage du lithium ne pourrait venir qu'en complément de l'extraction (rendant donc cette dernière indispensable). Les causes seraient un trop faible taux de recyclage, une augmentation importante des besoins et un coût plus élevé du lithium recyclé pour une qualité insuffisante. Pourtant selon le rapport de l'institut français des relations internationales de mars 2020, le recyclage des batteries pourrait permettre à la France et à l'UE d'atteindre un niveau très significatif d'autosuffisance à long terme. Cela est confirmé par les scientifiques de Carbone 4 qui nous apprennent que les batteries Li-ion sont recyclables, actuellement à hauteur de 50% par pyrométallurgie (en masse), et potentiellement jusqu'à 80-90% avec de nouveaux procédés hydrométallurgiques et mécaniques. Pour autant, recyclable ne veut pas dire recyclé, et actuellement moins de 5% des batteries Li-ion en fin de vie le sont.¹⁰⁹ Il est ainsi clair que tant que le recyclage ne sera pas assez rentable, Imerys et les autres industries minières feront le choix de la destruction d'écosystèmes par l'implantation de mines plutôt que celui de la préservation de l'environnement par la réutilisation des matériaux déjà extraits.

Les scénarios et projections de transition énergétique avancés par les autorités publiques sont étrangement en adéquation avec celles des industries minières. Ce n'est pas le fait du hasard. Cela s'explique par une ingérence colossale des lobbies miniers au sein des pouvoirs publics. Depuis que la Commission européenne a commencé à rendre public ses rendez-vous de lobbying au plus haut niveau en décembre 2014, les entreprises minières, les entreprises utilisatrices de métaux et de minéraux et leurs groupes de pression ont eu près de 1 000 rendez-vous de lobbying avec les commissaires, leurs cabinets et les directeurs généraux de la Commission – soit environ deux réunions par semaine. Ces mêmes acteur·ices ont également dépensé plus de 21 millions d'euros par an en lobbying et ont organisé de nombreux événements sponsorisés. Et ces efforts ont été couronnés de succès puisque de nombreuses demandes de l'industrie minière ont été prises en compte dans la loi européenne sur les matières premières critiques (Critical Raw Materials Act, ou CRMA). Comme en témoignent les Amis de la Terre Europe, en juillet 2023 : « *La proposition de loi sur les matières premières critiques présentée par la Commission en mars 2023 reflète de manière inquiétante la liste de vœux de l'industrie.* » Ou encore Eramet (entreprise minière française) dans un courriel envoyé au cabinet du vice-président Šefčovič en avril 2023 : « *Au sujet*

107 Comprendre le marché mondial du lithium, faire front contre la bagnole, www.strike.party, 04/02/2024

108 Dans l'Allier, un projet d'exploitation d'une mine de lithium divise, www.radiofrance.fr/franceculture, 27/04/2024

109 Les idées reçues sur la voiture électrique, <https://www.carbone4.com>, 22/02/2022

du CRMA, nous avons œuvré pour rendre la proposition de la Commission européenne encore plus ambitieuse qu'elle n'est actuellement, avec les autorités françaises et certains eurodéputés. »

Les multinationales ont également soutenu le CRMA par l'intermédiaire de leurs fédérations patronales nationales et européennes. Les grandes entreprises françaises, par exemple, ont écrit à la présidence suédoise du Conseil en novembre 2022 qu'elles se félicitaient de l'annonce d'une loi sur les matières premières critiques et qu'elles soutiendraient son développement au cours de la présidence suédoise. Le lobby patronal paneuropéen BusinessEurope a également salué le CRMA et ses objectifs visant à soutenir « *les transitions verte et numérique ainsi que les capacités de défense* »

Parfois même, les entreprises n'ont pas eu besoin de faire beaucoup de lobbying pour faire prévaloir leurs intérêts. Elles avaient des alliés acquis à leur cause à l'intérieur même des institutions. « *Nous sommes "la voix de l'industrie de la défense" au sein de la Commission pour souligner les besoins de l'industrie de la défense et s'assurer que la loi sur les matières premières critiques ne se limite pas à des considérations économiques et écologiques, bien qu'elles soient très importantes, mais que nous devons également prendre en compte la dimension de la sécurité.* » déclarait Christina Wilen, la directrice générale de la Commission responsable de la politique de l'UE en matière d'industrie de défense et d'espace en septembre 2023.¹¹⁰

Les nouvelles technologies peuvent être une solution pour faire face à la crise climatique

Derrière des leitmotifs tels que la « neutralité climatique », la crise climatique, tout comme la question des transports, est le plus souvent traitée par la politique actuelle comme un sujet que l'on pense maîtriser par des solutions presque exclusivement techniques : éoliennes, panneaux solaires, captation du carbone, nouvelles centrales nucléaires – et bien sûr, en premier lieu, par la voiture électrique.¹¹¹

L'industrie minière fait partie, tout comme celle du nucléaire, de ce qu'André Gorz qualifiait de « technologies-verrous » en opposition aux « technologies ouvertes ». Ces dernières sont les technologies de communication, de coopérations, de promotion des échanges avec autrui. Par opposition les technologies-verrous sont des technologies qui divisent les personnes, qui esclavagisent les utilisateur·ices, qui monopolisent les fournitures de produits et de services. L'essence même des technologies-verrous ne se prête à pas une gestion démocratique et demande des politiques centralisées et directives. Une technologie donnée (l'extractivisme) s'associe à une forme politique particulière (la capitalisme productiviste). Dans le contexte des changements climatiques, ces technologies, telles que la géo-ingénierie, nient la démocratie. C'est un processus irréversible qui transforme la Terre dans son ensemble. Alors avant de nous engager sur la voie de la croissance économique à tout prix et d'être obligés de dépendre de ces modifications irrévocables de la planète, est-ce qu'on ne doit pas se poser un instant et se demander si c'est vraiment cela que nous voulons ? Est-ce que nous ne pourrions pas envisager d'autres solutions plus démocratiques ?

N'oublions pas que la crise climatique est l'ultime crise globale mais nos imaginations pour sortir de cette crise sont capturées par la technologie. Où que nous soyons dans le monde, on ne cesse de nous parler de nouvelles technologies (batterie au lithium par exemple) qui nous annoncent des futurs merveilleux et auparavant inimaginables au point qu'on parle même de révolutions technologiques. Pour développer ces technologies « utiles », on privilégie les investissements en termes d'impôts et de force de travail et on réduit ceux sur les sciences humaines, considérés comme « inutiles ». Mais ces technologies apparemment merveilleuses que nous apportent l'écomodernisme et la géo-ingénierie ne nous promettent qu'une chose : un futur où nous continuons de brûler des combustibles fossiles, de piller la Terre pour vivre au quotidien, comme si rien n'avait

110 Du sang sur le pacte vert ?, <https://multinationales.org>, 07/11/2023

111 La voiture électrique : un maintien du statu quo sous de verts auspices, K. Jörg, <https://lestempsquirestent.org/fr>

changé. Les merveilles qu'apportent ces technologies de rêve ne font que dissimuler le vrai problème qu'est l'absurdité que constitue la poursuite du statu quo. Et ces possibilités futures nous font tourner le dos à ce qui est possible maintenant. La technologie elle-même est devenue une idéologie qui cache l'absurdité du système actuel. En d'autres termes, face à la crise, la technologie supprime, élimine la possibilité de faire naître des styles de vie totalement différents, de créer une société décarbonée. Une crise devrait normalement nous permettre de réfléchir à nos actions passées et d'imaginer des futurs différents. Nous faisons le contraire avec l'exploitation minière. Nous sommes dépouillés de notre imaginaire, de notre créativité par la technologie monopolisée par les experts.¹¹²

L'historien Jean-Baptiste Fressoz critique également le techno-solutionnisme comme méthode pour sortir des énergies fossiles, en s'appuyant sur ce que Romer appelait « la destruction créatrice ». Il démontre que le nouveau ne fait pas disparaître l'ancien. Quelles que soient les innovations technologiques, les matières premières ne sont jamais obsolètes et elles n'ont jamais fait disparaître les flux de consommation matérielle. Les travaux en économie écologique ont confirmé ce constat. Au cours du XX^e siècle, dans le monde, l'éventail des matières premières s'est élargi et chacune a été consommée en quantité croissante. Le poids total des matières utilisées par l'économie a été multiplié par 12 et on a assisté après l'an 2000 à une nouvelle accélération. Les processus de substitution ont donc pour l'instant toujours été compensés par l'élargissement des marchés, par les effets rebond et par les réorientations d'usage. Si on prend l'exemple de l'éclairage, Depuis 2000 à l'échelle mondiale, malgré la diffusion rapide des LED qui représentent la moitié de l'éclairage en 2020, la consommation électrique des lumières est demeurée stable. Nos ampoules, aussi efficace soient-elles, envoient presque un milliard de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère, des milliers de fois plus qu'à l'époque du gaz d'éclairage et des lampes à pétrole.

Selon JB Fressoz, croire que l'innovation puisse décarboner en trente ou quarante ans la sidérurgie, les cimenteries, l'industrie du plastique, la production d'engrais et leur usage, alors que les tendances récentes ont été inverses, est un pari technologique et climatique très risqué. Pris ensemble, l'acier, le ciment, le plastique et les engrais représentent plus du quart des émissions mondiales et suffisent à eux seuls à rendre hors de portée l'objectif de l'accord de Paris. Si l'électricité « verte » énergise le même monde gris, fait de voitures, d'acier, de ciment, de plastique et d'agriculture industrielle, le réchauffement n'en sera que ralenti.¹¹³

Le prisme purement techniciste fait opportunément oublier à quel point c'est à la fois d'un imaginaire et d'un système de vie fondés sur la surmobilité dont il faut sortir. Ce qui suppose par exemple de relocaliser commerces et services administratifs dans les centres-ville et les villages, de cesser de bétonner les territoires et d'éloigner les espaces verts ou sauvages, pour ne plus alimenter ce furieux besoin « d'évasion » qui se traduit par des séjours aux quatre coins du pays ou du monde. Pour peu que les routes et la réglementation soient adaptées et le matériel subventionné, les trajets courts ou moyens pourraient largement s'appuyer sur la famille des cycles et de mobilités légères. Même à la campagne, équipée d'une petite batterie (0,3 kg de lithium, contre 15 kg dans une Tesla) pour monter les côtes, le vélo pourrait être plus utilisé. Rien n'a jamais été fait pour tirer profit de l'inventivité déployée dans le secteur des véhicules légers comme les vélomobiles (vélo-voitures entourés d'un habitacle aérodynamique, avec ou sans batterie, permettant de rouler jusqu'à 90 km/h) qui pourraient constituer dans bien des cas une alternative à la voiture.¹¹⁴

112 *Moins ! La décroissance de la philosophie*, de Kohei Saito aux éditions Seuil (p 201-204)

113 *Sans transition : une nouvelle histoire de l'énergie*, JB Fressoz, éditions écocène seuil

114 *Véhicule propre, changer de voiture pour changer le monde* de C. Izoard, p 222-223 de *Greenwashing manuel pour dépolluer le débat public*, éditions anthropocène Seuil

Les métaux seraient une source d'énergie alternative crédible aux énergies fossiles.

Un argument semblable a déjà été utilisé à l'époque pour faire accepter à la population l'utilisation du charbon. À la fin du 18^e siècle, les forêts de l'Europe de l'Ouest avaient été décimées par la construction navale et les besoins en charbon de bois de la métallurgie et des manufactures. Il fallait sauver les forêts, aussi bien pour assurer la subsistance des populations que pour continuer à faire fonctionner le commerce. L'usage du charbon de terre était fortement contesté à cause de ses fumées toxiques qui rendaient l'air irrespirable et recouvraient les alentours de suie. Mais c'est finalement l'impératif de sauvegarder les forêts qui a légitimé l'exploitation à grande échelle du charbon de terre. À partir de 1780 il est même présenté comme une énergie verte par les défenseurs et experts des forêts. L'argument de la préservation des forêts a vaincu les résistances à l'usage du charbon, comme aujourd'hui l'industrie minière, contestée pour ses impacts destructeurs, est plébiscitée comme un moyen de préserver le climat. Le charbon était alors présenté comme un miracle.¹¹⁵

Mais la démultiplication des mines de charbon n'a pas réduit la consommation de bois. Au début du 20^e siècle, les mines britanniques engloutissent chaque année entre 3 et 4,5 millions de mètres cubes de bois pour les étais des mines. En volume, la Grande-Bretagne consommait donc plus de bois pour son énergie en 1900 qu'à l'époque pré-industrielle. À la fin du 19^e siècle, l'expansion urbaine consomme aussi de plus en plus de bois, tout comme l'industrie du papier et surtout les chemins de fer. Les traverses des voies ferrées nécessitent aux États-Unis l'équivalent de 20 millions de mètres cubes de bois. Il n'y a donc pas eu de transition du bois vers le charbon. Au 21^e siècle, les volumes de ressources consommées n'ont cessé d'augmenter.

Le charbon n'a pas non plus été remplacé par le pétrole et l'électricité au 20^e siècle : à l'ère du pétrole, on a brûlé une grande quantité de charbon pour fabriquer l'acier des automobiles les pipelines etc. Pourtant, nous dit François Jarrige (historien des sociétés industrielles) le pétrole était alors présenté comme une solution aux impasses du charbon.¹¹⁶

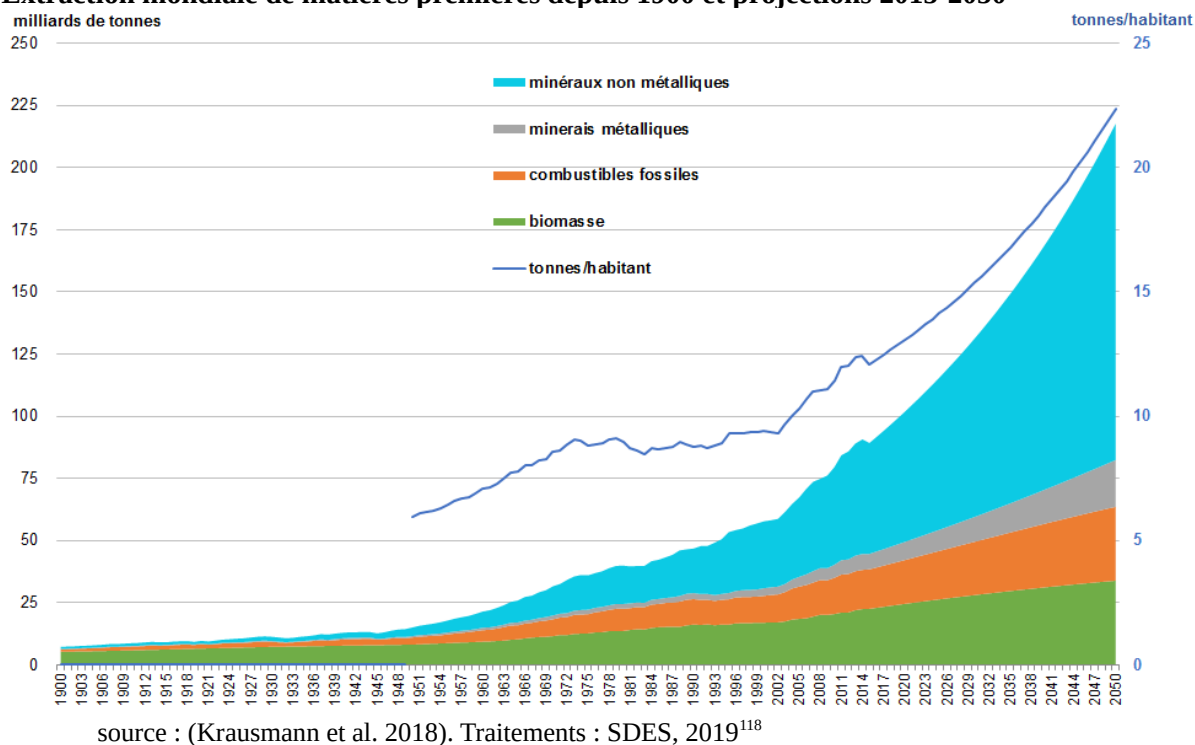
L'histoire des transitions s'est révélée être une histoire d'additions. À la lumière de cette expérience et sachant que le capitalisme se caractérise par l'intensification de l'exploitation de toutes les sources d'énergie et les ressources naturelles en même temps, il est possible d'anticiper que la production en masse de métaux pour les technologies du bas carbone ne fera pas baisser la consommation d'énergie fossile. Les technologies minières reposent sur les énergies fossiles. Elles fonctionnent en symbiose. Détruire les forêts tropicales du Brésil ou de l'Inde pour implanter des mines nécessitent de gigantesques engins alimentés au pétrole. Les mines ont besoin de pétrole, de gaz ou de charbon pour fonctionner. Le traitement des concentrés métalliques fait appel aux hydrocarbures issus de la pétrochimie. La nitroglycérine servant à fracasser le sol dans les mines est un dérivé du pétrole. Il faut extraire du charbon pour produire de l'acier. Le germanium des puces électroniques et de la fibre optique est un sous-produit de la production de charbon. Le recyclage de l'aluminium, métal indispensable pour alléger les véhicules électriques alourdis par leur batterie, ne peut pas se faire sans gaz. D'une certaine manière, la transition est une promesse qui a déjà été faite deux fois, et qui, dans les deux cas s'est soldée par une consommation accrue des richesses du sous-sol.¹¹⁷

115 *Capitalisme, une histoire de la terre : les début du capitalisme fossile*, La terre au carré, France Inter, 13/02/2025

116 *Capitalisme, une histoire de la terre : les début du capitalisme fossile*, La terre au carré, France Inter, 13/02/2025

117 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

Extraction mondiale de matières premières depuis 1900 et projections 2015-2050



Ainsi ne soyons pas naïf-ves, alors que le pétrole continue d'être extrait et exploité de manière agressive (ruée vers l'Arctique, fracturation, etc.), un nouvel extractivisme se développe simultanément autour des métaux critiques comme le lithium, le cérium et l'ytterium, non seulement nécessaires à la fabrication des batteries des voitures électriques modernes, mais également irremplaçables pour la plupart des autres « infrastructures vertes » comme les panneaux solaires ou les éoliennes, et bien sûr aussi pour les smartphones. Les médias nationaux continuent de célébrer les nouvelles découvertes de ces métaux comme un avantage concurrentiel sur la voie de la « transformation verte » sans jamais évoquer les dommages environnementaux massifs et les expulsions de populations autochtones que leur extraction entraînerait.¹¹⁹

De plus, pour respecter les accords de Paris, il faut produire 5 à 10 fois plus de métaux qu'aujourd'hui. Cela implique d'extraire en 30 ans autant de métaux qu'on en a extrait depuis le début de l'humanité. Ce qui est soit impossible soit destructeur de très nombreux territoires.¹²⁰

Il est impossible de fournir assez de métaux pour répondre à une transition énergétique à l'échelle mondiale. Si nous prenons l'exemple de certains métaux, on constate que d'ici 2035, la demande va considérablement être multipliée : par 2 pour le germanium, par 4 pour le tantale et le dysprosium, par 5 pour le palladium, par 9 pour le scandium et par 24 pour le cobalt. Pour pallier à cette augmentation de la demande rien que pour les terres rares (qui est un sous-groupe des métaux rares), il faudrait ouvrir une mine par an ! C'est tout simplement impossible, sachant que les recherches et les travaux préalables à l'ouverture d'une mine durent plusieurs années. Mais plus généralement, pour passer à 100 % d'énergies renouvelables, l'extraction du métal devrait doubler tous les 15 ans. Ainsi il faudrait produire chaque année plus de métal que l'Humanité ne l'a faite depuis 70 000 ans.¹²¹

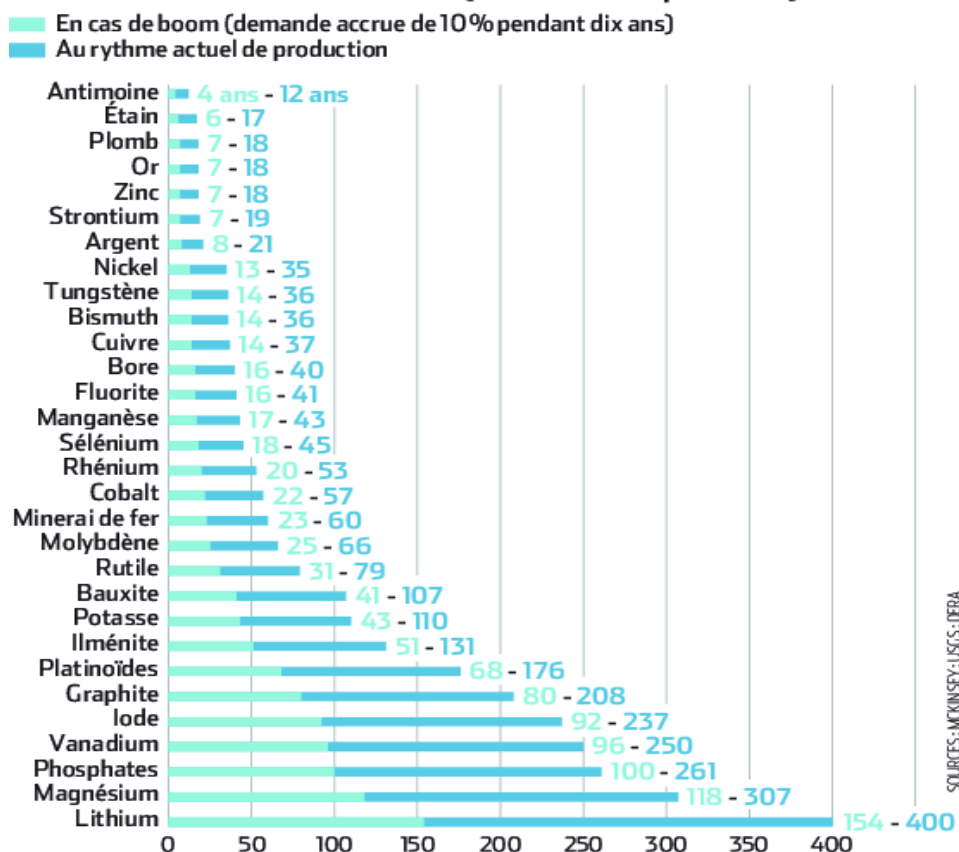
118 <https://www.notre-environnement.gouv.fr/themes/economie/l-utilisation-des-ressources-naturelles-ressources/article/gestion-et-utilisation-des-ressources-un-enjeu-majeur>

119 *La voiture électrique : un maintien du statu quo sous de verts auspices*, K. Jörg, <https://lestempsquirestent.org/fr>

120 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

121 *Une critique anticapitaliste de « la guerre des métaux rares »* de Guillaume Pitron, www.strike.party, 10/09/23

Durée de vie des réserves rentables (en années d'exploitation)



Et même sans cette accélération, si on associait sobriété énergétique et poursuite de l'extractivisme, les réserves rentables pour 8 métaux indispensables à la fabrication des nouvelles technologies seront épuisées d'ici 15 ans.

II) les mines européennes d'aujourd'hui sont responsables

Les défenseurs de l'extractivisme reconnaissent parfois que l'activité minière n'est pas exempte de risques. Ils considèrent toutefois que les réglementations européennes et françaises permettraient aujourd'hui d'encadrer efficacement ces impacts et d'offrir des garanties suffisantes aux populations concernées.

L'existence d'un cadre juridique plus protecteur est ainsi régulièrement présentée comme une différence majeure entre les projets miniers européens et ceux développés dans d'autres régions du monde. Cette affirmation mérite cependant d'être examinée à la lumière de l'histoire minière française et des difficultés rencontrées dans le contrôle des activités extractives.

Les mines seraient devenues moins polluantes et offriraient plus de garanties pour l'environnement et la santé des riverain-es.

Les techniques d'exploitations minières n'ont que très peu évolué au fil du temps. Pour séparer les infimes quantités de métaux rares contenues dans la roche, il faut utiliser d'énormes quantités d'énergie et d'eau : une tonne de terre rare exploitée engendre en moyenne 200 m³ d'eau

utilisée et polluée (empoisonnement des cours d'eau, augmentation de la radioactivité générée par les déchets...).¹²² C'est ainsi qu'en 2016, dans une ville du Montana (USA), il a plu plusieurs milliers d'oies sauvages (environ 4 000) car elles ont bu dans le lac d'une mine. La « gestion durable » de la ressource en eau avancée par les représentant·es du secteur est un mensonge. Exploiter des gisements toujours plus pauvres, c'est forcément consommer de plus en plus d'eau pour concentrer le minerai. Selon l'agence internationale de l'énergie, les prélèvements d'eau de l'industrie minière auraient doublé entre 2018 et 2021.¹²³

Les révélations dans les médias contredisent cette fable répétée, notamment par Imerys, à qui veut l'entendre de mine « responsable ». La mine de Glomel en Bretagne est en un parfait exemple. Le 30 novembre 2024, France Culture¹²⁴ nous apprenait que la société Imerys mentait non seulement sur la consommation d'eau depuis des décennies mais aussi sur le rejet des métaux lourds (cobalt et nickel). Pourtant la préfecture autorise déjà l'industriel à rejeter 5 kg par jour de ces métaux dans une réserve naturelle. Du cadmium et de l'arsenic sont également découverts parmi les rejets alors que l'exploitant n'avait pas déclaré la présence de ces métaux dans les déchets produits. A cela s'ajoute les rejets de poussières qui selon Imerys ne contiendraient que du mica et du fer. Or il s'avère que les poussières contiennent les métaux toxiques cités ci-dessus. En parallèle, les autorités ont noté une augmentation des cancers et une surmortalité dans le bassin. Le reportage s'achève en rappelant que les pollutions minières sont éternelles. Ainsi, à partir de 2044 (date à laquelle la mine de Glomel doit fermer), il faudra gérer le ruissellement des eaux contaminées.

Selon « SystExt 2023 », il n'existe toujours pas de mine « durable » ou « responsable ». Les entreprises minières n'ont aucun intérêt à ce que les réglementations soient contraignantes. Elles font donc tout leur possible pour les entraver ou les contourner : lobbying, désinformations, pratiques illégales, communications trompeuses ou mensongères.

Il suffit qu'une société minière rende publique des informations de base qui auraient dû l'être depuis longtemps ou qu'elle se conforme aux lois du pays dans lequel elle est implantée ou encore respecte les droits humains, pour qu'elle se voit décerner des labels de responsabilité sociale et environnementale ! Ainsi le qualificatif de mine « responsable » est complètement dévoyé et repose sur des normes ridiculement contraignantes.

Le concept de mine responsable est une création des organes de communication des entreprises extractivistes ou de celles qui en dépendent.

Pour leurs voitures électriques, les constructeurs Renault et BMW prétendent acheter du cobalt éthique. Pourtant dans la mine marocaine dans laquelle ce dernier est extrait, les mineurs rapportent des conditions de travail catastrophiques pour leurs droits et leur santé. Les constructeurs ne sont jamais allés faire d'audit dans les sites miniers qui les approvisionnent.¹²⁵ Lorsqu'on interroge les groupes automobiles sur ces faits, leurs services communication répondent que la production de cobalt avait été certifiée « selon les standards de la Responsible Minerals Initiative (RMI), par les évaluations d'EcoVadis et que l'entreprise minière marocaine (managem) qui exploite le site était membre de l'alliance pour le cobalt équitable ». Mais la RMI ne mène aucun audit sur les sites miniers. Elle diligente seulement des observateur·ices dans des fonderies, à l'étape suivante de la production et uniquement pour examiner trois types de problèmes bien précis : le travail des enfants, le financement des conflits armés par les métaux et la corruption. Quant à EcoVadis, il s'agit d'une entreprise française spécialisée dans l'évaluation des pratiques des entreprises auxquelles elle attribue des notes. Mais là également, les équipes de l'entreprise ne se

122 Une critique anticapitaliste de « la guerre des métaux rares » de Guillaume Pitron, www.strike.party, 10/09/23

123 La ruée minière au XXI^e siècle, Célia Izoard, les éditions du Seuil

124 La mine de Glomel : permis de polluer, www.radiofrance.fr/franceculture, 30/11/2024

125 On est en train d'enfouir la crise climatique et écologique au fond des mines, www.blast-info.fr, 19/02/2024

rendent pas sur place. Elles travaillent seulement à partir de données fournies par l'exploitant et des informations disponibles sur internet. Et enfin, l'alliance pour le cobalt éthique est une organisation financée par des entreprises minières ou des entreprises consommatrices de cobalt. Elle indique que ce n'est pas dans ses attributions d'enquêter sur les pratiques des entreprises membres de l'alliance et n'a donc jamais mené d'audit sur les mines de Managem.¹²⁶

De l'autre côté de la Méditerranée, à Rio Tinto, Atalaya Mining met en avant son système en circuit fermé visant à économiser la ressource en eau. Mais sans en faire une grande publicité, l'entreprise prélève aussi dans deux barrages l'équivalent de la consommation 133 000 habitant-es par an.

A quelques kilomètres de Rio Tinto, la mine de cuivre de Cobre Las Cruces est considérée comme pionnière de la mine durable et reçoit à ce titre le soutien de la commission européenne. Pourtant l'exploitation du gisement a pollué à l'arsenic l'aquifère qui alimente Séville. En 2016 et 2021, l'entreprise a été condamnée à payer plusieurs millions d'euros d'amende pour contamination et prélèvement illégal d'eau souterraine. Cela n'a pas empêché l'exploitant d'obtenir quelques temps plus tard le droit d'agrandir le site minier et de prélever jusqu'à 6 milliards de litres par an dans le même aquifère en présentant le projet comme un « projet d'intérêt public majeur » approuvé par le gouvernement régional d'Andalousie.

Le 6ème groupe minier de la planète, Anglo American, membre fondateur d'un des labels de « mine responsable » (Irma) les plus exigeant, siège au conseil d'administration de ce système de certification aux côtés de représentant-es d'ONG pour s'assurer que « *la mine responsable soit le moteur d'un monde zéro carbone* ». Pourtant cette société est accusée d'assécher des territoires entiers. Comme au Chili où l'exploitation de la mine de cuivre d'El soldado a vidé les aquifères, détruit l'agriculture paysanne, contaminé aux métaux toxiques l'eau du robinet.¹²⁷

Il en est de même pour les entreprises minières qualifiant leurs sites de production de « responsables » sous prétexte qu'ils fonctionneraient aux énergies renouvelables. La plupart du temps, les panneaux solaires annoncés dans la communication de l'exploitant ne sont pas installés. Et quand ils le sont, ils servent à alimenter la cantine et les sanitaires.

En France, les effets négatifs de l'industrie minière seraient atténués du fait d'une législation plus protectrice.

L'État français nie ou cache très régulièrement les problèmes de santé publique dus aux industries (exemple : zone industrielle de Fos-sur-Mer). Il y a donc toutes les raisons de penser que cela se reproduira avec la mine d'Échassières.

Concernant notamment la santé des travailleur·euses, Anne Thébaud-Mony, directrice de recherche à l'institut nationale de la santé et de la recherche médicale (INSERM) a montré comment depuis plus d'un siècle la recherche en santé publique, les risques du travail et les politiques de prévention sont influencés et détournés par les besoins et stratégies des industriels.¹²⁸ Elle s'appuie sur des études menées dans deux sites miniers français, la mine d'or de Salsigne exploitée de 1892 à 2004 et la mine de Tungstène de Salau exploitée de 1971 à 1986, pour montrer comment les industriels et les autorités publiques font tout leur possible pour invisibiliser les cancers professionnels des mineurs. On découvre que les pratiques d'expertises et de santé publique sont mobilisées, non pas pour la prévention et la réparation des cancers professionnels, mais plutôt dans un processus continu de mise en doute des savoirs qui préserve les intérêts financiers des

126 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

127 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

128 *Science asservie et invisibilisé des cancers professionnels : étude de cas dans le secteur minier en France*, Annie Thébaud-Mony, Département des relations industrielles, Université Laval – RI/IR, 72-1, 2017, 149-172

industriels et des actionnaires, tout en entravant la décision publique concernant la prévention et la justice sociale.

A Salsigne au début des années 1990, l'exploitant a non seulement pu, en toute impunité, stocker des boues très riches en arsenic dans de gigantesques bassins au sommet de la montagne au nord de Carcassonne ce qui a provoqué des contaminations environnementales durables à l'arsenic et au cyanure suite aux débordements des bassins ; mais il a également engendré une pollution aux métaux lourds (cadmium, plomb, mercure) avec l'utilisation du four de l'usine du site minier.

Ce cumul de pollutions et l'absence d'une véritable veille sanitaire sur la région a laissé triompher le doute épidémiologique. Aucun recensement statistique des cas de cancers reconnus en maladie professionnelle n'a été effectué. Ainsi, laissant place au doute sur les effets sanitaires identifiés, l'invisibilité des cancers professionnels liée à l'exploitation à Salsigne est devenue totale. En effet, les mineurs et les travailleurs de l'usine atteints de cancer semblent avoir très peu bénéficié de leurs droits à la reconnaissance et aucun registre de cancer n'a permis le recensement systématique et donc la connaissance de l'incidence des nouveaux cas au fil des années.

Et la région n'en a malheureusement pas fini avec l'impact sanitaire de ce gisement car 20 ans après sa fermeture, un projet de réouverture de la mine avec exploitation des stériles a été proposé par un exploitant soutenu par les pouvoirs publics. Projet qui met en conflit les intérêts financiers privés de cet exploitant et l'intérêt général des populations de travailleur·euses et de riverain·es qui auraient à en subir les conséquences sanitaires dans le futur. L'absence de bilan sanitaire empêche les résident·es inquiet·es de faire valoir auprès des pouvoirs publics l'argument des dangers d'une éventuelle remise en exploitation du site.

Dans la région de la mine de Salau, au milieu des années 1980 alors que la mine est exploitée depuis 15 ans environ des cas d'abstétose et de silicose apparaissent chez les mineurs qui tentent vainement dans un premier temps de se faire reconnaître en maladie professionnelle. Ces pathologies auxquelles viennent rapidement s'ajouter des cancers broncho-pulmonaires soulèvent la question de la présence d'amiante dans la mine de Salau. Alors que des analyses effectuées par le laboratoire de chimie de la caisse régionale d'assurance maladie et le bureau de recherches géologiques et minières révèlent la présence d'éléments pathogènes, le directeur de la mine refuse de considérer cette contamination comme une exposition suffisante pour la reconnaissance en maladie professionnelle des mineurs atteints. Ce refus devient un motif de rejet par la caisse d'Assurance maladie de la demande de reconnaissance en maladie professionnelle des mineurs malades.

Après la fermeture de la mine en 1986, quelques mineurs seulement parviendront enfin à obtenir la reconnaissance en maladie professionnelle de l'abstétose, puis de cancers bronchopulmonaires.

Le travail d'Annie Thébaud-Monny permet de comprendre qu'en dépit d'une expérience des risques miniers, le paradigme du doute qui domine la santé publique permet aux industriels mais aussi aux acteurs étatiques aujourd'hui comme hier de s'appuyer sur l'incertitude afin d'envisager favorablement la réouverture des sites miniers dans des régions habitées, cela sans prise en compte des enjeux sanitaires. L'un des principaux points d'appui de cette incertitude indéfiniment reconduite réside dans l'invisibilité des pathologies liées au travail, en particulier des cancers professionnels. Les carences de la santé publique française, que ce soit en matière de registre de cancer, de suivi des personnes exposées ou de reconnaissance du caractère professionnel des cancers chez les patient·es ayant subi une exposition aux cancérogènes, font obstacle à toute démarche de retour d'expérience concernant les conséquences de dangers avérés et connus depuis des décennies tels que l'amiante et l'arsenic. Les décisions politiques susceptibles de protéger la population contre ces dangers sont différées en attendant les preuves inatteignables de conséquences

sanitaires. Les industriels alimentent de fausses controverses dans le sens où la toxicité des substances ne faisant aucun doute, ils obligent à une quête de preuves reposant sur un schéma pourtant reconnu scientifiquement comme inapproprié dans le cas des pathologies cancéreuses.

Nombreux sont les exemples d'exploitations minières en France qui permettent de constater à quel point la législation française et les gouvernant-es censé-es faire respecter les lois ne sont en rien des garanties voire peuvent être complices en dissimulant des pollutions minières.

Le média Reporterre s'est procuré la liste officielle des sites « *susceptibles de présenter un risque significatif pour l'environnement et la santé* ». Dans cette liste sont notamment identifiés les digues de résidus et les dépôts « *potentiellement instables susceptibles de présenter un risque pour l'environnement immédiat* », c'est-à-dire susceptibles de rompre ou de s'effondrer, provoquant des coulées de boues toxiques. Or on constate que 15 secteurs répondant à ces critères, donc particulièrement pollués, ne figurent pas dans le document qui tient lieu d'inventaire sur le site du ministère de la Transition écologique. Pourquoi ? Le ministère a répondu évasivement que « *des études complémentaires [étaient] en cours* ». Dans le Lot, les anciennes mines de plomb et de zinc exploitées entre Planioles et Figeac ont parsemé la zone de déchets miniers. Géodéris y constate que dans 20 foyers, la pollution est trop importante pour que leurs habitant-es puissent pratiquer le jardinage, les jeux en extérieur ou la baignade. Pour autant, le Ministère n'a jamais jugé utile de le faire savoir.¹²⁹

On peut également se référer au reportage publié sur le site Reporterre sur la mine de Glomel.¹³⁰ Dans celui-ci, on apprend que les études révèlent que cette mine contamine l'environnement aux métaux toxiques et que depuis son ouverture les cas de cancer ont augmenté. L'État a pourtant décidé de prolonger son exploitation de 20 ans ! On y apprend également que l'ARS ne protège pas correctement les habitant-es du territoire. Quand on demande à l'agence les analyses de l'eau en aval de la mine, elle répond qu'il n'existe pas de surveillance sanitaire sur ce point-là exclusivement. Cette absence de surveillance des autorités publiques, avant que l'eau rejetée par l'exploitant ne soit mélangée à la station de traitement, permet aux contaminants de la mine de passer inaperçus.

Le projet de mine d'Échassières n'échappe pas à la complaisance des autorités publiques à l'égard de l'industrie minière. En 2021, le permis d'exploration d'Imerys a été renouvelé par Agnès Pannier-Runacher, (à l'époque ministre déléguée à l'industrie) malgré la publication du rapport de Geoderis, indiquant que le secteur où Imerys explore actuellement les sous-sols est classé « E », le plus haut niveau de pollution minière du pays. Le maire de Nades, une commune proche de la mine a déclaré à des journalistes : « *Nous avons été prévenus des pollutions, mais la préfecture ne nous a jamais demandé d'avertir la population* ». « *De toute façon, personne ne vit là* », expédie le cabinet de la préfète, Pascale Trimbach, quand des explications lui sont demandées. Les 2 000 habitant-es d'Échassières, de Nades et des villages limitrophes apprécieront. Depuis 2021, l'entreprise échappe à toute enquête indépendante. Pourtant avant toute campagne de forage, la réglementation impose la réalisation d'une étude pour évaluer l'impact du projet. Mais à trois reprises, en 2021, 2022 et 2023, Imerys en a été dispensée par la préfecture et son service chargé de l'environnement : la DREAL. Certes, l'entreprise a réalisé son propre rapport, mais celui-ci, publié en janvier 2023, n'a pas pris en compte les pollutions pré-existantes.¹³¹

Même le risque lié au fort taux de radioactivité du site d'Échassières est négligé voire volontairement occulté par l'entreprise et l'État. Depuis plus d'un siècle, les exploitants successifs du site n'extraient pas seulement le kaolin mais également un concentré d'étain, de tantale et de niobium dans lequel se concentre l'uranium 238. L'activité de ce radionucléide atteint 30 000

129 La liste des sites miniers empoisonnés que l'État dissimule, www.reporterre.net, 04/06/2022

130 Une immense mine pollue la Bretagne, l'État ferme les yeux, www.reporterre.net, 22/11/2024

131 Mine de lithium dans l'Allier : le rapport qui dévoile une bombe toxique, <https://disclose.ngo/fr>, 23/11/2023

becquerels par kilogramme (Bq/kg), très largement au-dessus de 1 000 Bq/kg, seuil de classement comme « substance radioactive d'origine naturelle » (SRON). En tenant compte des autres radionucléides naturels présents, l'activité totale est de plusieurs centaines de milliers de Bq/kg, avec tous les risques radiologiques associés (irradiation externe, contamination par inhalation ou ingestion). Du fait de cette radioactivité et des quantités présentes dans l'installation (plusieurs dizaines de tonnes de concentré produites chaque année), le site doit être classé ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement), à la rubrique 1716-2 qui encadre les installations mettant en œuvre des substances radioactives d'origine naturelle. Alors que la radioactivité du site est connue des autorités depuis au moins 2006, et que la rubrique 1716-2 existe depuis 2014, il a fallu attendre 2022 pour que l'exploitant déclare cette activité nucléaire. Et malgré cette déclaration, le dernier arrêté préfectoral fixant les règles de surveillance du site par l'exploitant ne comporte aucune prescription en matière de mesures radiologiques, alors que la réglementation impose des contrôles. De plus, alors que l'exploitant d'une ICPE 1716-2 doit transmettre chaque année à l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) un inventaire des matières et déchets radioactifs présents sur le site, la CRIIRAD (Commission de Recherche et d'Information Indépendante sur la RADioactivité) n'a pas trouvé, sur le site de l'ANDRA, de fiche pour ce site.¹³²

En juillet 2024 le gouvernement a simplifié les procédures liées au code minier et a reconnu le projet EMILI « intérêt national majeur » par décret (avant même la fin des réunions de la Commission Nationale du Débat Public) permettant ainsi des dérogations d'obligations comme celle de protection d'espèces protégées, zéro artificialisation des sols...

La législation française ne garantit pas plus de démocratie dans les choix d'exploitation des sols ou de protection environnementale pour les zones impactées. En Bretagne, malgré le vote des quatre conseils municipaux contre le projet de mine dans le Morbihan, ce dernier continue d'avancer. Dans le code minier actuel, les communes n'ont pas de place dans le choix des décisions d'exploitation. Même si le code minier a été réformé, il ne l'a été qu'à la marge par la loi industrie verte. Le secteur minier a des standards tellement bas qui maltraitent tellement l'environnement que dès l'instant où on fait un petit effort, on devient vite une mine dite « responsable ».

La législation est également à questionner quant il s'agit de permettre aux populations concernées par un projet minier de prendre connaissance de ses impacts. Lors de la consultation publique de février 2025 pour la phase pilote d'EMILI, le dossier de 3 400 pages n'a pu être consulté par le public que dans 10 mairies sur les 177 communes qui constituent les 5 intercommunalités proches des deux sites. Les commissaires enquêteur·ices n'ont été présent·es que dans 6 d'entre elles sur très peu de créneaux placés uniquement à des horaires standards de travail. Ce dossier était consultable pour une durée de 32 jours. Ce qui laisse peu de temps pour lire, analyser, puis s'exprimer sur un document de plus de 3 000 pages. Pour y remédier, plusieurs associations ont demandé une prolongation de l'enquête. Cela ne leur a jamais été accordée. Il y a donc eu une volonté notoire de restreindre cette consultation du public. En juillet 2024, l'obstruction démocratique de la part des autorités publiques avait déjà eu lieu. Une association avait demandé à la préfecture et à Imerys d'obtenir une copie du dossier déposé par Imerys comme l'y autorise le code de l'environnement. La préfète de l'époque leur a refusé. Et malgré un rappel, puis une mise en demeure et enfin la saisie de la commission d'accès aux documents administratifs pour obtenir le document, l'association n'a toujours pas obtenu la copie du dossier.

La gestion de l'après-mine par l'administration pose tout autant problème sur le territoire français qu'ailleurs. A St Félix de Pallières, dans les Cévennes, 50 ans après la fermeture de la mine de plomb et de zinc, les déchets polluent et tuent toujours. Pourtant la justice et l'administration ne

¹³² Communiqué du 14 octobre 2025 de la CRIIRAD, <https://www.criirad.org/10-10-2025-projet-de-mine-de-lithium-dans-lallier-quid-de-la-radioactivite/>

reconnaissent pas aux habitant-es de ce territoire le statut de victime de l'industrie minière¹³³. Plus au Sud, Le maire de Salsigne (Aude) attend toujours que l'État s'occupe de la dépollution de la mine d'or dont l'exploitation a été stoppée de 2004. Le maire de Cabasse sur Issole (Var) n'a pas fini de gérer l'après-mine malgré l'arrêt de l'exploitation en 1990. L'ARS ou la DRIL bloquent des projets de reconversion pour des raisons de santé publique. N'est-ce pas surprenant que dans le même temps l'État interpelle les mairies pour relancer les mines !¹³⁴

Entre 2006 et 2013, des ingénieurs de Géodéris (bureau d'expertise financé par le ministère de la Transition écologique) ont consulté les archives disponibles sur les anciennes mines françaises et sélectionné 2 109 dépôts de déchets potentiellement polluants ou instables. Ils ont ensuite arpenté ces collines de stériles et de résidus parfois bourrés de métaux toxiques que les riverain-es, faute d'information, considéraient comme des reliefs naturels, et qui servent de terrain de motocross ou de football, d'aires de pique-nique ou de potagers collectifs. À cette occasion, des familles ont appris que leur habitation était située sur des dépôts miniers, et que les enfants, dans le jardin, jouaient avec de la terre contenant du plomb et de l'arsenic. Une trentaine d'études complémentaires ont été lancées sur des sites particulièrement préoccupants. D'après négociations ont démarré entre les préfetures, les collectivités et les victimes de pollution. Certain-es propriétaires ont poursuivi l'État en justice pour obtenir réparation. Mais le public n'en a rien su, ou presque. Des particuliers ont sollicité plusieurs fois l'administration pour accéder à l'inventaire complet de Géodéris, sans succès.¹³⁵

Nous connaissons depuis bien longtemps les conséquences de l'extractivisme sur le territoire Français. Nous savons que la France ne sait pas plus qu'un autre pays gérer l'après mine. On en a déjà fait l'expérience car de 1700 à 1899, il y a eu 5 600 mines en France. Il n'existe aucune solution de traitement des pollutions minières et de gestion des eaux et déchets. Au mieux, on les confine.¹³⁶

Il en est de même sur l'ensemble du continent européen. Contrairement à ce qu'affirme le parlement européen, l'Union Européenne n'applique pas les normes environnementales et sociales les plus strictes au monde. Le projet de mine de cuivre de Touro en Galice prévoit la construction d'un parc à résidus haut de 81 mètres situé à moins de 200 m d'une falaise donnant sur un village. Au Brésil, en Équateur ou en Chine ce serait illégal. C'est également le cas du projet de mine de lithium de Barroso au Portugal. La digue du parc à résidus est progressivement remblayées vers l'amont. Cette méthode est interdite dans quatre pays d'Amérique Latine. Alors cessons de croire les pays occidentaux plus « civilisés » et « soucieux de l'environnement » que le reste du monde. Nous n'avons pas de quoi être plus rassurés que ce soit dans la gestion des sites miniers que dans les normes de protection mises en place par les institutions.

Une nouvelle étude¹³⁷ de PowerShift et de la Naturschutzbund Deutschland (NABU) en collaboration avec des experts de l'exploitation minière et de la participation remet en question l'idée selon laquelle les normes environnementales et sociales européennes particulièrement élevées. L'analyse montre que le cadre juridique existant pour les projets miniers présente d'importantes lacunes. En particulier, la participation démocratique des personnes concernées et l'évaluation complète des incidences sur l'environnement, de l'exploration à la fermeture d'un projet sur les matières premières, nécessitent des améliorations importantes. «L'affirmation selon laquelle l'Europe a déjà les normes minières les plus élevées est politiquement commode, mais ne

133 https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/05/11/dans-les-cevennes-l-heritage-empoisonne-de-l-apres-mine_6232556_3244.html

134 *La possible réouverture de mines en France sème la zizanie*, www.latribune.fr, 26/11/2024

135 *La liste des sites miniers empoisonnés que l'État dissimule*, www.reporterre.net, 04/06/2022

136 *On est en train d'enfouir la crise climatique et écologique au fond des mines*, www.blast-info.fr, 19/02/2024

137 <https://power-shift.de/fr/pressemitteilung/studie-sieht-maengel-bei-eu-bergbaustandards/>

résiste pas à un examen plus approfondi. Ceux qui parlent de leadership doivent combler les lacunes existantes et permettre la participation démocratique au lieu de poursuivre la déréglementation», a déclaré Maja Wilke, experte en matières premières chez PowerShift. L'étude met en évidence des problèmes récurrents dans les procédures d'autorisation, notamment des consultations tardives, des délais d'avis trop courts et un accès insuffisant aux informations. La participation risque ainsi de devenir une formalité, tandis que les conflits et les litiges deviennent plus probables.

Partout dans le monde, les exigences environnementales sont abaissées pour permettre le développement des projets miniers. Entre 1980 et 2000, au moins 70 pays ont modifié leurs codes miniers sous la pression de la banque mondiale. Entre 2015 et 2018, l'Union Européenne a financé un projet nommé Minatura 2000 visant à améliorer la protection, non pas de la biodiversité, mais des gisements d'intérêts publics. L'objectif était d'éviter qu'une réglementation trop stricte empêche de les exploiter. Cette initiative a été poursuivie de 2018 à 2022 (programme Safemin).¹³⁸

Mieux vaut une mine en France qu'en Afrique ou en Amérique de Sud.

Il n'y a pas de vase communicant dans l'exploitation minière. Il y a une accumulation. Lorsqu'une mine s'ouvre en Europe, aucune mine ne se ferme dans le reste du monde. L'industrie minière a pour seule ambition de générer un maximum de profits. Tant qu'un gisement est exploitable, peu importe si un autre s'ouvre ailleurs quant bien même ce dernier serait plus « responsable », l'extraction se poursuit jusqu'à l'épuisement du site ou la fin de sa rentabilité. Bien au contraire, la fabrication des objets de consommation tels que les batteries nécessitent l'assemblage de nombreux métaux. L'accroissement de la production de l'un de ces métaux entraîne l'augmentation de la demande et donc de la production des autres métaux complémentaires. Ainsi une production plus importante de lithium en France demande une production plus conséquente de cobalt et de cuivre au Congo ou au Chili.

C'est dans ce but que la commission européenne prévoit de financer des projets miniers à travers la planète via le global gateway, un fond d'investissement de 300 milliards d'euros. Les accords se sont multipliés entre la commission et le Canada, le Kazakhstan, le Chili, l'Uruguay, le Mexique, l'Argentine, la Colombie, le Groenland et l'Ukraine. Ainsi ce qui est présenté comme une substitution n'est en réalité qu'une addition.¹³⁹

D'ailleurs, Caroline Weill, sociologue qui écrit une thèse sur l'impact de l'extractivisme sur les rapports de domination dans les Andes-péruviennes, rappelle au sujet de ces accords commerciaux miniers qu'ils ont un impact sur les libertés et l'environnement : *« Au Pérou en 2009 il y a eu un massacre des populations autochtones qui manifestaient contre la signature du traité de libre-échange avec les États-Unis. Elles considéraient, à raison, que ça allait provoquer une plus grande pression sur leur territoire et une impossibilité de se défendre étant donné que les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États font qu'une fois qu'on signe ces traités-là, les états nationaux comme le Pérou mais aussi comme la France, ne peuvent plus mettre en place des législations qui protègent la population, comme le droit du travail, ou qui protègent l'environnement, comme des régulations environnementales, face aux entreprises minières. Car si les entreprises considèrent que cela va nuire à leurs investissements, elles peuvent attaquer l'État. »*

En Europe ou sur un autre continent, les populations locales sont victimes de la même politique impérialiste. Dès lors que les puissances industrielles européennes du centre ne sont plus sûres de couvrir leurs besoins en accédant aux ressources de leurs zones d'influence internationales, elles reproduisent cette volonté de domination et d'exploitation au sein du territoire. Ce rapport impérial se reproduit entre le pouvoir économique urbain et les territoires ruraux considérés

138 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

139 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

comme des zones de ressources pour le marché : entre l'industrie automobile française et des communes rurales de Bretagne ou du Massif central où se trouvent les gisements de minerais. Il s'agit encore d'un échange écologique inégal : les contraintes sanitaires et environnementales pour les territoires à proximité des mines et les profits engendrés par l'exploitation pour les centres économiques. L'aura de justice sociale de la mine relocalisée est fictive. Irait-on exploiter des gisements à Megève ou à Neuilly ? À l'heure où la domination de l'Occident sur le monde n'est plus assurée, où sa sphère d'influence se rétrécit, l'Europe promet de reconduire les logiques impériales à l'intérieur du continent, en créant des zones de sacrifice là où le rapport de force avec les populations le permet. Le post sur LinkedIn de Vincent Dufief, vice-président des affaires publiques d'Imerys est révélateur de cette soif démesurée de conquête du sous-sol français quitte à recouvrir la France de sites miniers. Selon lui « *Il est temps pour la France de rejoindre sérieusement la révolution minière mondiale !* » et « *La France doit agir maintenant, avec des dirigeants courageux et avant-gardistes, qui n'ont pas peur d'affronter les mythes de la décroissance ou de l'inertie du statu quo* ». Ainsi, M. Dufief qualifie de mythes tout forme de sobriété et ne jure que par l'avenir industriel dont l'exploitation minière en serait le fondement.¹⁴⁰

Loin de garantir l'ouverture de mine à haute qualité environnementale, la relance minière en Europe pourrait s'accompagner d'un abaissement général des mesures de protection, seule possibilité au demeurant pour créer des sites miniers compétitifs à l'échelle internationale. Mettre en avant la décarbonation justifie pour les états européens de se donner les moyens de rendre acceptable ce qui ne l'était pas.¹⁴¹

Réfléchir à la justice écologique nécessite de se pencher sur les finalités. En quoi consiste cette ruée vers les métaux de la transition ? S'agit-il de disposer de quelques tonnes de métaux pour produire des cellules photovoltaïques, des rotors d'éoliennes et des batteries de véhicules ultralégers afin d'alimenter une production drastiquement revue à la baisse ? S'agit-il de répondre de manière locale à des usages modestes qui feraient l'objet d'un large consensus parmi les populations ? Il n'en est malheureusement rien. La transition énergéto-métallique est tout autre. Il s'agit d'un vaste projet industriel visant à assurer la croissance des entreprises européennes et à soutenir les besoins énergétiques actuels dans leur démesure. Cessons de croire à la fable de la mine relocalisée qui permettrait de libérer les pays du sud. Pour nous confronter à notre dette environnementale à l'égard du reste du monde, il faudrait plutôt contester les projets industriels de nos classes dirigeantes et de nos entreprises dont les besoins en métaux contribuent largement à cette ruée minière mondiale.¹⁴²

III) Les atouts de la mine

Les défenseurs de la relance minière reconnaissent parfois les impacts environnementaux et sanitaires liés à l'extraction. Ils considèrent cependant que ces inconvénients seraient compensés par les bénéfices apportés aux territoires et à la société. Les nouveaux projets miniers sont ainsi présentés comme des outils de souveraineté nationale, de réindustrialisation, de création d'emplois et de développement économique. Dans un contexte de tensions géopolitiques et de dépendance aux importations, ils seraient également indispensables à la sécurité d'approvisionnement de l'Europe.

140 <https://lestempsquirestent.org/fr/numeros/numero-4/les-trois-crops-du-lithium#:~:text=Si%20le%20lithium%20n'existe,le%20technologique%20et%20le%20psychique.>

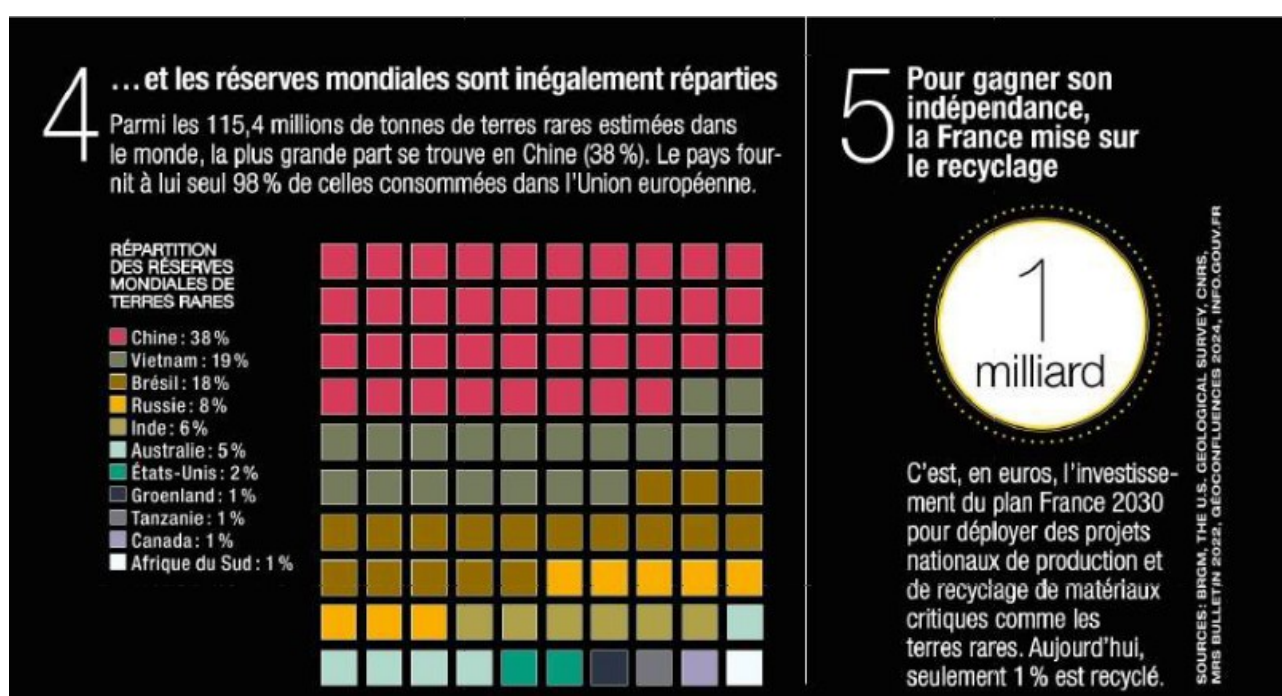
141 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

142 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

Ces arguments méritent eux aussi d'être examinés. Car au-delà des promesses affichées, la question demeure : les bénéfices attendus de l'exploitation minière sont-ils réellement à la hauteur des coûts environnementaux, sociaux et démocratiques qu'elle engendre ?

L'ouverture de mines sur le territoire français permettrait de garantir la souveraineté nationale.

Il s'agit d'un leurre car il est géologiquement impossible qu'on puisse imaginer extraire du sous-sol métropolitain l'entièreté des ressources en hydrocarbures, minerais et métaux nécessaires aux industries françaises. Il y a à ce titre un décalage entre notre consommation en substances énergétiques et non-énergétiques, et notre capacité d'extraction et de production de ces substances. Les Européens sont ainsi parmi les plus gros consommateurs mondiaux de ces différentes substances : autant que les Américains, deux fois plus que les Chinois, vingt fois plus que les Africains.¹⁴³



La politique de souveraineté est avant tout une sécurisation de l'approvisionnement en métaux à l'étranger. La diversité des métaux nécessaire pour réaliser ce qui est nommée « la transition énergétique et technologique » est trop importante pour qu'un seul pays dispose des ressources nécessaires pour tout extraire localement. La dépendance à d'autres états est obligatoire. C'est pour cela qu'en octobre 2023, la France a signé [un accord de coopération bilatéral avec le Canada](#), puis une déclaration d'intention avec le Québec sur les métaux critiques indispensables à la transition énergétique et numérique. « *Plusieurs projets au Canada intéressent beaucoup les industriels français et européens* », a déclaré Benjamin Gallezot, délégué interministériel à l'approvisionnement en minerais et métaux stratégiques.¹⁴⁴

143 OCDE 2019

144 Au Canada, « la mine est un instrument de torture coloniale », www.mediapart.fr, 06/01/2025

Quand bien même les objectifs de la loi européenne de sécurisation de l'approvisionnement en métaux critiques seraient atteints, cela représenterait 10 % des besoins extraits en Europe. Donc la relance minière européenne désirée par ces politiques ne satisfera jamais les besoins de l'industrie.¹⁴⁵

L'implantation des sites de production et de transformation des métaux rares en Europe n'est pas une garantie de souveraineté. Selon un rapport du centre d'études prospectives et d'informations internationales publié en octobre 2024, plus de la moitié de la production européenne est rattachée à des entreprises sud-Coréennes ou chinoises. Des entreprises américaines (Tesla, Microvast) sont présentes sur le sol européen, portant à plus de 60 % la part de la production imputable à des entreprises extra-européennes indique le rapport.¹⁴⁶ Alors que le discours sur la souveraineté a rarement été aussi médiatisé, « la transition » est pourtant aujourd'hui largement déléguée par l'État aux opérateurs privés. A l'heure où les gouvernements successifs vantent le retour d'une « politique industrielle » pilotée par l'État, mais aussi d'une « planification écologique » : comment ce pilotage et cette planification peuvent-ils être assurés avec cohérence quand les budgets des pouvoirs publics et le nombre de fonctionnaires ne cessent d'être mis sous pression ?

L'exploitation de mines serait rentable et constituerait un investissement sûr.

L'augmentation rapide de la demande en lithium rend son prix difficilement prévisible. De plus d'après les projections de nombreux économistes et chercheur·euses, la production d'énergie et de matériel électronique va baisser drastiquement soit à cause de la mise en place de politiques de sobriété ou de récession soit du fait de l'augmentation des coûts des métaux et de leur rareté.¹⁴⁷

Concernant le projet EMILI, la promesse d'Imerys de produire 34 000 tonnes par an d'hydroxyde de lithium est une projection. Les 34 000 tonnes d'hydroxyde de lithium correspondent vraisemblablement à un potentiel maximum de production. Or, une mine ne fonctionne jamais, de surcroît pendant 25 ans voire 50 ans, à son potentiel maximum de production. Car les objectifs d'extraction, dans une mine, dépendent à moyen et long-terme des fluctuations des prix, et les programmations sont dépendantes de la compétition internationale. Cette promesse de production record, telle qu'elle est mise en récit dans la communication de l'entreprise, ne mentionne évidemment jamais la dynamique structurellement volatile des marchés des matières premières. Qu'il s'agisse des profits générés par les opérations minières, et même de la rentabilité même des industries minières, celles-ci varient constamment et de surcroît souvent de manière brutale¹⁴⁸.

Les marchés internationaux des matières premières fluctuent en permanence. Les variations de rentabilité qu'ils entraînent, soulignent la fragilité d'un développement local réduit à celui d'une mine. Ces variations diffèrent en temporalité et en « nature ». Les prix des métaux varient d'abord à long-terme (> 10 ans), principalement sous l'influence de l'innovation technologique ; à moyen-terme (~2-3 ans) selon les variations de l'offre et de la demande ; à court-terme (< 1 an) sous l'influence de conflits sociaux et d'évolutions politiques ou réglementaires ; et à très court-terme sous l'influence de la spéculation financière. C'est pourquoi une opération minière n'est rentable que sur du long-terme, et une industrie minière n'est rentable qu'à condition de détenir un portefeuille d'opérations minières étendu, diversifié, et réparti géographiquement, si possible sur plusieurs « régions » à l'échelle de la planète – ce qui permet au passage de déconstruire, de nouveau, le récit de la « relocalisation minière » comme réduction de l'extractivisme mondial. Enfin, la rentabilité d'une infrastructure productive minière dépend de l'intensité de la concurrence : plus le nombre de concurrents de qualité équivalente à supérieure est élevé, plus la production est

145 Dans l'Allier, un projet d'exploitation d'une mine de lithium divise, www.radiofrance.fr/franceculture, 27/04/2024

146 Dans l'Allier le lithium mine la transition, Politis n°1844, 09/01/2025

147 Une critique anticapitaliste de « la guerre des métaux rares » de Guillaume Pitron, www.strike.party, 10/09/23

148 <https://www.connaissancedesenergies.org/questions-et-reponses-energies/lithium-ou-en-est-la-france-dans-la-course-mondiale-lapprovisionnement>

mise en compétition et donc fragilisée par la qualité des flux concurrents. Et c'est le cas précisément aujourd'hui pour le lithium.

En effet, les cours du lithium ont considérablement varié ces dix dernières années. Le prix moyen du carbonate de lithium a été multiplié par 14 entre 2020 et 2022 puis était divisé par deux dès mars 2023, jusqu'à subir une chute de 82% en décembre 2023. Les prix de l'hydroxyde de lithium varient également beaucoup : en Chine les cours sont passés d'environ 81 500 dollars la tonne en janvier 2023 à environ 22 500 dollars la tonne en novembre 2023, selon les données de l'Institut américain d'études géologiques (United States Geological Survey/USGS) compilées par EcoFin. Dans une note de recherche publiée le 5 mars 2024, Goldman Sachs a indiqué que les prix du lithium devraient enregistrer une baisse de 25% en 2025. Goldman Sachs estime que les cours du lithium pourraient atteindre un niveau très bas. Si la baisse des prix du lithium est favorable aux marges des constructeurs automobiles, elle ne l'est pas pour les marges des firmes de l'extraction. Rien ne dit que les courbes exponentielles de production et de consommation de lithium promises seront toujours d'actualité dans 50 ans. De surcroît, une telle production n'est jamais à l'abri de ruptures technologiques (passage à l'échelle des expérimentations de batteries sans lithium, par exemple), ou de ruptures géopolitico-économiques (à l'image du choc des années 1970, ou de la guerre commerciale USA-Chine) qui viendraient *de facto* réduire la rentabilité et donc la production du site de Beauvoir, à Échassières.

Variations des cours mondiaux du carbonate de lithium



Source : Agence EcoFin (2024)¹⁴⁹

Et puis lorsque que l'on parle de rentabilité, on oublie souvent d'évoquer le coût de l'après-mine. Aux États-Unis, on dénombre 500 000 mines abandonnées. Le coût de leur gestion est estimé à 54 milliards de dollars.¹⁵⁰ En France, le passif minier est aggravé par l'exploitation de l'uranium. Il existe plus de soixante-dix sites pollués par la radioactivité à cause de mauvaises gestions

¹⁴⁹ <https://www.agenceecofin.com/mines/2604-118191-la-baisse-des-prix-du-lithium-refroidit-les-espoirs-du-secteur-en-afrique-rapport>

¹⁵⁰ *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, Editions du Seuil

historiques, (250 000 à 300 000 m³ de déchets stockés in situ dans le cadre d'une gestion historique). Pour tenter de sécuriser les anciennes mines d'uranium, Orano (anciennement Areva, détenu par l'État à 80 %) dépense chaque année 10 millions d'euros. Quant à la gestion des anciennes extractions de charbon et de métaux, elle revient à l'État, responsable de la réparation des dégâts miniers dès lors que l'exploitant a disparu. Il y consacre chaque année 40 millions d'euros. Mais pour Laura Verdier, ingénieure et consultante en sols pollués, « *c'est évidemment très insuffisant. On devrait parler en milliards d'euros. Pour dépolluer ne serait-ce qu'une tache de fioul, ça coûte déjà des milliers d'euros. Les déchets miniers sont des montagnes. Comment voulez-vous réhabiliter une montagne ?* » Un « *enjeu financier colossal* » qui explique la stratégie de l'État face aux victimes de pollutions minières, ballottées dans les rouages de l'administration et confrontées à un stupéfiant déni de responsabilité.¹⁵¹ Peut-on alors vraiment considérer l'exploitation des mines comme un investissement rentable ? Pour l'exploitant, sûrement. Pour la collectivité, beaucoup moins !

L'industrie minière est créatrice d'emplois

L'argument de la création d'emplois est utilisé de façon redondante. C'est celui qui permet de faire accepter aux populations qui vivent à proximité des sites les conséquences environnementales et sanitaires de la pollution engendrée par l'industrie minière. Les exploitants ne rentrent jamais dans le détail de ces créations d'emplois. Leur nombre varie suivant les sources.

Imerys communique largement un chiffre de base : 1000 emplois créés par le projet¹⁵², chiffre répété sans sourciller dans les articles de presse couvrant le projet Emili. Dans la *Synthèse du dossier du maître d'ouvrage* déposé dans le cadre du Débat public, Imerys affiche des estimations encore plus ambitieuses, avec une promesse de pérenniser 500 à 600 emplois directs, et 1000 emplois indirects¹⁵³. Les chiffres sont encore plus « prometteurs » en variation : Imerys communique dans ce document sur une fourchette haute annuelle d'un « soutien » à plus de 3000 emplois annuels, dont plus de 500 dans l'Allier et le Puy-de-Dôme, pour la phase de construction ; et pour la phase d'exploitation, Imerys annonce que « *le projet devrait soutenir près de 4 770 emplois annuellement, dont près du tiers (1 510) sur les départements de l'Allier et du Puy-de-Dôme* », pendant « au moins 25 ans ». Dans sa *Lettre d'information* de juillet 2023, Imerys précise que le site d'Échassières permettraient de générer 300 à 350 emplois, et 200 à 250 pour l'usine de conversion¹⁵⁴. La promesse de dynamiser ou redynamiser les bassins d'emploi locaux est un classique de l'argumentaire minier. Mais ces calculs sont invérifiables. La communication de ces estimations est basée sur un principe de marketing politique : il s'agit toujours d'annoncer des fourchettes hautes. Si on compare à l'international, notamment avec ce qui se fait aux États-Unis, une activité de ce type de mine de mica de lithium et d'usine de transformation, tourne autour des 200-300 emplois en général, avec des fourchettes hautes ponctuelles et sur les sites les plus importants à 400 emplois. Compte tenu des promesses de production, ces chiffres stricts sur la mine et l'usine du projet Emili sont donc *a priori* crédibles, à condition de les considérer comme une fourchette très optimiste, et à condition de considérer les objectifs de production comme tangibles, et à condition de garder à l'esprit que ce nombre d'emplois sera variable dans le temps. En revanche, pour ce qui est des milliers d'emplois indirects, on est clairement sur de la « communication ». Il s'agit ici d'une rhétorique classique des grands projets d'infrastructures : le projet entraînerait mécaniquement un boom de l'emploi local. Mais rien n'est moins sûr, en termes d'emploi, là aussi, le marché est sous tension : les opérateurs des chantiers souterrains ont en réalité du mal à recruter sur les métiers techniques du sous-sol, mais aussi du BTP, pourtant

151 La liste des sites miniers empoisonnés que l'État dissimule, www.reporterre.net, 04/06/2022

152 <https://emili.imerys.com/presentation-du-projet-emili>

153 <https://www.debatpublic.fr/sites/default/files/2024-02/DPLithium-Imerys-Emili-SYNTHESE.pdf>

154 https://emili.imerys.com/sites/default/files/2024-09/Imerys-Newsletter-EMILI-Juillet%202023_1.pdf

systématiquement annoncé comme le gagnant de ce type de projet¹⁵⁵. Cette communication sur l'emploi indirect est donc nettement moins crédible, surtout quand Imerys promet ce taux d'emploi extraordinaire sur « au moins 25 ans ». Car 1) il est peu probable que la production soit annuellement à 34 000 tonnes d'hydroxyde de lithium pendant 25 ans, comme expliqué précédemment ; 2) il est encore plus improbable que, compte tenu des cycles de boom et de récession, il n'y ait pas d'ajustements sur l'emploi local.

D'autre part, il n'est jamais fait mention de la qualification des emplois qui seront créés ni du lieu d'habitation des futur-es employé-es. En effet, l'exploitation minière nécessite des emplois très qualifiés du fait de l'utilisation des hautes technologies sur les sites. Ces emplois sont des postes d'ingénieur-es qui souvent interviennent ponctuellement sur les sites. Ils ou elles n'ont pas besoin de résider sur le territoire et donc ne participent pas ou peu à la croissance économique de celui-ci. Les autres emplois sont composés d'une classe de travailleur·euses invisibilisé-es par la sous-traitance qui effectuent le sale boulot tel que le nettoyage des cuves, des filtres, débouchage de tuyaux, entretien des moteurs, manipulation des produits dangereux ainsi que la surveillance et de la protection des sites. Il s'agit de sociétés qui emploient à contrario des personnes peu qualifié-es à faibles rémunérations.

De plus, une mine est par définition un gisement à durée d'exploitation limitée. Ainsi, il ne s'agit pas d'emplois pérennes. Il est vraisemblable que la majorité des emplois seront des emplois temporaires, très vraisemblablement des emplois intérimaires dans la sous-traitance pour la phase de construction, et pour les pics de production lors de la phase d'exploitation.

Il est encore plus vraisemblable que le bassin d'emploi local ne pourra pas satisfaire les besoins. Vichy ou Montluçon ont-elles une école des mines formant des ingénieurs miniers ? Non. L'Allier est-il un département connu pour son abondance en travailleur·euses des métiers des techniques minières ? Non¹⁵⁶. Non seulement l'emploi sera variable et temporaire, mais il ne viendra pas du vivier local. Par ailleurs, si on compare avec des secteurs industriels avoisinants, comme la métallurgie et le BTP par exemple, ces secteurs ont largement recours à « l'emploi détaché »¹⁵⁷.

Le bénéfice économique apporté par la création des quelques postes sur le site minier est bien en deçà du coût engendré par la pollution du territoire que la collectivité devra supporter à vie. Imerys ne communique pas précisément sur ce sujet, mais les promesses de production et de création d'emploi élevées sont liées à la question des retombées locales pour les municipalités. Pourquoi annoncer un taux de production et d'emploi local fabuleux lorsqu'on présente un projet minier aux municipalités concernées ? Parce que la fiscalité minière en dépend. Cependant, pour ce qui concerne les substances minières non-énergétiques, la redevance communale des mines pour chaque concession est divisée en trois fractions :

- 35 % pour les communes sur le territoire desquelles fonctionne l'exploitation ;
- 10 % pour les communes sous le territoire desquelles les minerais sont extraits ;
- 55 % est versée à un fonds national de répartition (pour la péréquation).

Et cette imposition est calculée 1) sur le tonnage net du produit extrait ou le tonnage contenu dans chacun des métaux dont la taxation est prévue d'après ce tonnage ; 2) sur la taille des installations affectées à l'exploitation minière 3) le nombre de mineurs résidant dans le territoire¹⁵⁸. Pour que les

155 <https://www.transalpine.com/breves/le-lyon-turin-un-vivier-demplois-lheure-de-la-relance>

156 Certes, l'Allier a connu une petite activité houillère jusque dans les années 1990, mais 35 ans plus tard, ce savoir-faire a nécessairement disparu de l'emploi local. Certes, le site de Beauvoir abrite l'actuelle carrière de Kaolin d'Imerys, mais il s'agit d'un « open pit », d'une exploitation de carrière à ciel ouvert. Ce ne sont pas les mêmes savoir-faire en technique minière souterraine.

157 Voir : Alberola E., Kornig, C., Recotillet, I., *Etude sur le détachement entrant : logiques et modalités de recours*, Rapport final, CREDOC, Novembre 2021.

158 <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/finances-locales/redevance-des-mines>

communes éligibles à la redevance minière puissent effectivement en bénéficier, il faut donc pour une partie non négligeable de la fiscalité, que les mineurs déclarent une résidence principale dans le territoire. Que se passe-t-il si la production baisse ? Et surtout, que se passe-t-il si ces emplois sont temporaires, et ne s'installent donc pas durablement dans les communes concernées ? C'est toute une partie de la redevance minière qui s'évapore. Car la fameuse redevance minière, qui est la « poule aux œufs d'or » pour des petites municipalités rurales aux budgets contraints, dépend en majeure partie de la déclaration d'hébergement de mineurs sur le territoire.

Enfin, cette redevance n'est touchée que pendant la durée de l'exploitation effective. Si la mine ferme, les municipalités ne perçoivent plus la fiscalité minière (mais une compensation issue du Fonds national). Or, l'après-mine soulève d'innombrables problématiques de mise en sécurité, de dépollution, de surveillance environnementale – qui ont un coût important pour la puissance publique¹⁵⁹. C'est notamment cette perte nette de fiscalité qui a longuement pénalisé les territoires du Nord et de Lorraine dans leur capacité à rebondir économiquement après les fermetures de mines et des usines associées.

De plus, la mine est également destructrice d'emplois. Les impacts environnementaux dont l'artificialisation d'espaces naturels, engendrent une baisse de l'activité touristique qui est souvent une économie importante pour les territoires. Les risques sanitaires et l'augmentation des flux routiers de marchandises provoquent également des départs d'habitant-es qui voient leur mode de vie bouleversé par l'implantation du site industriel.

La transition vers la voiture électrique va également avoir un fort impact sur les emplois dans l'industrie automobile. En effet, la fabrication d'une voiture électrique nécessite environ 40% de main-d'œuvre en moins qu'une voiture thermique, la voiture électrique étant plus simple à produire avec à la fois moins de pièces et de composants, mais aussi moins de temps d'assemblage nécessaire. Les équipementiers et les fournisseurs axés sur les moteurs à combustion sont particulièrement menacés.¹⁶⁰

Toutefois, l'argument de la création d'emplois est critiquable. Il ne peut justifier l'implantation de n'importe quel projet. Doit-on recouvrir le territoire de mines, de prisons, d'autoroutes, de centres de rétention, d'usines d'armement ou d'agrochimie sous prétexte que ces projets sont créateurs d'emplois ? N'existe-t-il pas des projets plus vertueux permettant également d'offrir une activité à la population du territoire ?

Le conflit en Ukraine nous oblige à extraire des métaux pour notre armement

Depuis le début de la guerre en Ukraine le monde est en plein réarmement. L'ironie est que ce réarmement ne fait qu'accentuer la course aux métaux dans laquelle les grandes puissances étaient déjà engagées et qui est elle-même en partie la cause du conflit en Ukraine. Voilà en résumé le cercle vicieux dans lequel les états ont commencé à s'enfermer depuis une dizaine d'années : la ruée sur les métaux militarise les rapports entre les nations, alimentant la ruée sur les métaux pour produire des armes afin de disposer des moyens de s'emparer des métaux. Plus les grandes puissances cherchent à se préparer au conflit en accédant aux gisements stratégiques, plus elles nous précipitent dans la guerre. En France, les besoins en métaux du secteur de l'armement sont défendus par les représentants de l'industrie militaire française (Airbus, Thalès, Dassault, naval group, etc) qui siègent au comité pour les métaux stratégiques fondés en 2011. Ses préconisations sont ensuite

159 Le budget de l'Etat alloué à la gestion de l'après-mine est de 35 millions d'euros par an.

<https://www.lesechos.fr/2011/11/les-exploitations-des-affectees-contient-chaque-annee-a-letat-35-millions-deuros-402833>

160 Quel serait l'impact du développement des voitures électriques sur les emplois, <https://www.carbone4.com/analyse-faq-voiture-electrique>

répercutées au niveau européen et contribuent à fixer les objectifs miniers de l'Union européenne.¹⁶¹

Le conflit en Ukraine est un prétexte comme l'est la transition énergétique pour multiplier les projets extractivistes. La preuve en est que l'accès aux minéraux stratégiques préoccupait, bien avant le début du conflit en Ukraine, les industriels européens de l'armement et de l'aérospatiale et leurs alliés à Bruxelles et dans les capitales européennes. Dès 2013, la Commission parlait déjà de l'importance des matières premières pour le secteur de la défense. Le Plan d'action européen en matière de défense de 2016 mentionne également les matières premières, sur la base d'une étude de la Commission à laquelle ont contribué les entreprises Rolls Royce, Airbus, Meggit Avionics et Thales. Les industriels du secteur ont donc saisi l'opportunité offerte par le CRMA (le règlement européen sur l'approvisionnement en matières premières critiques) et se sont mobilisés très tôt et tout au long du processus, par divers canaux, pour convaincre les décideurs de l'UE et s'assurer que leurs intérêts seraient pris en compte.

Les lobbies de l'industrie de l'armement ont également saisi l'opportunité de la guerre en Ukraine pour accentuer leur pression. Dès le début de l'invasion russe, la guerre a été utilisée pour justifier l'augmentation des dépenses militaires. Le discours officiel est que l'augmentation de nos capacités de défense est le seul moyen d'assurer notre sécurité, sans tenir compte du fait que les nations occidentales sont déjà surarmées, qu'elles exportent des armes vers des régimes violents et répressifs, et que la militarisation n'apporte pas de sécurité à long terme. C'est dans ce contexte que la loi sur les matières premières critiques a été adaptée aux intérêts et aux besoins de l'industrie de la défense. « *Depuis la guerre en Ukraine, il est plus facile de montrer l'importance stratégique des matières premières critiques pour l'industrie de la défense et la sécurité de l'Europe.* » indiquait Christina Wilen, la directrice générale de la Commission responsable de la politique de l'UE en matière d'industrie de défense et d'espace en septembre 2023.¹⁶²

Il y a une hypocrisie et une malhonnêteté de la part des pouvoirs publics de légitimer la surexploitation des sous-sols pour faire face à l'armée russe quand on sait qu'entre le début de la guerre en Ukraine et mars 2023, Airbus a importé pour au moins 22,8 millions de dollars de titane de Russie, soit une multiplication par quatre en valeur et en tonnes par rapport aux 13 mois précédents.¹⁶³ Des transactions qui permettent donc à la Russie de s'armer davantage !

Pour résumer, la nouvelle préoccupation pour la sécurité et la longue tradition de coopération étroite de l'UE avec les grandes entreprises créent un mélange toxique dans lequel les entreprises d'armement jouent un rôle prépondérant dans la définition de l'agenda de sécurité de l'Union. Il y a de nombreuses raisons de contester la nécessité de soutenir l'industrie européenne de l'armement comme seule réponse à l'invasion de l'Ukraine :

- Une course aux armements n'est en aucun cas une garantie de sécurité et pourrait même créer de l'insécurité si les adversaires stratégiques sont incités à accumuler eux aussi les armes ou si les armes sont acheminées vers des destinations non souhaitées par des voies détournées.
- Les armes fabriquées par les entreprises européennes de défense seront également, et parfois surtout, vendues à des clients en Afrique, en Asie et ailleurs, ce qui, en soi, ne contribuera pas à la sécurité de l'Europe et pourrait même créer davantage de risques pour sa sécurité.
- L'expansion des projets miniers dans les pays tiers risque d'aggraver les dommages causés aux populations et l'instabilité politique à l'étranger, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur l'Europe.¹⁶⁴

161 *La ruée minière au XXI^e siècle*, Célia Izoard, les éditions du Seuil

162 *Du sang dans le pacte vert ?*, <https://multinationales.org>, 07/11/2023

163 *Investigate Europe*, [Russia : Europe imports €13 billion of 'critical' metals in sanctions blindspot](https://investigateeurope.org), 24/10/2023

164 *Du sang dans le pacte vert ?*, <https://multinationales.org>, 07/11/2023

Il est incohérent de s'opposer à l'extractivisme car nous possédons tou-tes des smartphones.

Il est incohérent de s'opposer à l'extractivisme car nous possédons tou-tes des smartphones : C'est un argument très souvent mis en avant pour décrédibiliser l'opposition à l'extractivisme. Il est vrai que nous avons tou-tes une responsabilité dans les choix que nous faisons lorsque nous consommons, nous nous déplaçons, nous nous divertissons...Mais les choix que nous faisons dépendent de plusieurs facteurs. Suivant notre niveau de richesse, le lieu où nous habitons, notre niveau d'information, les choix que nous faisons sont différents..

La société de consommation occidentale rend difficile les choix de sobriété individuels.

Pour prendre l'exemple du smartphone, ne pas en posséder peut stigmatiser, isoler ou exclure en fonction des activités que l'on pratique ou des personnes que l'on fréquente. Nombreux sont les objets connectés qui ont été imposés dans le quotidien et rendus désirables voire indispensables par leur mise en avant permanente et la disparition progressive de solutions alternatives.

Les entreprises capitalistes maîtrisent parfaitement la création de besoins non essentiels à grand renfort de campagne de publicité tout en laissant penser qu'elles ne font que proposer un produit à notre libre-arbitre. Mais que vaut le libre-arbitre de celui ou celle qui souhaite ne pas dépendre du numérique mais qui doit passer par internet pour déclarer ses impôts, suivre la scolarité de ses enfants, prendre rdv pour un examen médical ou faire une déclaration à France Travail afin de ne pas être radié-e ? Il s'agit donc avant tout de créer une illusion d'un libre-arbitre tout puissant alors que nos modes de vie sont structurés par l'aménagement du territoire, par les rythmes de travail et par les normes sociales.

Les choix individuels ne doivent pas être source de démobilitation en engendrant de la culpabilisation. Les gestes écologiques individuels n'ont qu'un impact et une efficacité limités sur le défi climatique. Si tou-tes les français-es avaient un comportement individuel exemplaire quant à leur consommation et leur pratique des « éco-gestes », cela ne permettrait de faire diminuer l'empreinte carbone de seulement 25 %¹. Ainsi 75 % des efforts ne dépendent pas de nos choix individuels mais des politiques publiques et des investissements des entreprises. Pour se déresponsabiliser, il est donc indispensable pour les lobbys des transports, de l'agrochimie, de l'agroindustrie, des énergies... de faire porter la responsabilité du dérèglement climatique sur chaque individu. Cela empêche une prise de conscience collective et la revendication de transformations globales et systémiques par des réformes fiscales, économiques et écologiques qui impacteraient les multinationales notamment. Ce discours hypocrite et culpabilisant laisse penser qu'on ne peut rien faire, décourage toute initiative citoyenne et dépolitise le débat. Il renvoie chacun-e à sa consommation sans permettre une critique du système. En psychologie, on va parler d'erreur fondamentale d'attribution. Cela consiste à attribuer à des facteurs individuels, des problèmes qui sont davantage structurels. L'obésité en est un parfait exemple. On pointe souvent du doigt la mauvaise volonté des individus en situation d'obésité alors que c'est avant tout l'industrie de l'agroalimentaire qui est responsable de cette pathologie.

L'aspiration à obtenir de grands changements à la hauteur de ceux espérés face au défi environnemental en attendant patiemment que plusieurs millions de personnes fassent individuellement le « bon » choix est vain et n'a jamais fonctionné. L'expression « il suffirait que tout le monde fasse ceci ou arrête cela » est une vue de l'esprit qui n'a jamais permis d'atteindre les objectifs fixés. De nombreux exemples s'offrent à nous. Pendant 20 ans, on a essayé de responsabiliser les gens sur l'usage des réseaux sociaux et l'éducation des jeunes sur les dangers du numériques. On se rend compte aujourd'hui que les volontés individuelles ne permettent pas de changement en profondeur et qu'il faut donc légiférer en passant par exemple par une loi sur l'interdiction des portables dans les établissements scolaires. Il en est de même pour le tabac. Il y a

eu une prise de conscience collective et institutionnelle reconnaissant que pour lutter contre un fléau tel que le tabac, il ne fallait pas attendre uniquement que les gens prennent conscience que la cigarette tue et diminuent d'eux même leurs consommation. Sous la pression d'associations (qui devaient probablement comporter parmi leurs militant-es des fumeur-euses), des lois ont donc été votées interdisant de fumer dans les lieux publics, augmentant le prix du paquet de cigarettes, multipliant les campagnes de prévention, permettant de rembourser les traitements de sevrage... Depuis que ces nouvelles politiques sont à l'oeuvre, le pourcentage de fumeur.euses a diminué de 15 points entre 2000 et 2026.

Ainsi, tout comme lorsque l'État s'est retrouvé face à une crise sanitaire majeure lors du covid et a décidé de rendre obligatoire la vaccination pour protéger la population sans attendre que chacun-e fasse le « bon » choix, des décisions politiques doivent être prises face à la crise environnementale sans attendre les hypothétiques actions individuelles aux effets limitées.

Bien sûr qu'il y a des incohérences entre nos choix de vie et nos engagements politiques parce que nous sommes humain-es et parce que nous sommes dépendant-es de la société dans laquelle on vit. Mais ça ne doit pas être une raison pour ne pas lutter collectivement et revendiquer des changements politiques et structuraux qui nous permettront de consommer autrement. Chaque individu n'est pas responsable du fait que les smartphones aient une durée de vie limitée, soient quasiment irréparables, très difficilement recyclables, avec des matériaux et des composants dangereux et polluants. Mais une législation protectrice pourraient imposer aux fabricants de faire autrement.

Ainsi, tout comme il ne nous viendrait pas à l'idée de refuser à un fumeur de militer pour une politique de lutte contre le cancer, pourquoi une personne possédant un smartphone ne devrait pas lutter contre l'extractivisme des métaux. Les efforts individuels sont impossible à généraliser à tous.tes, et ont si peu d'impact qu'il est aberrant d'imaginer qu'ils seraient une solution efficace. Sans changer la structure qui cadre nos comportements, vouloir être exemplaire individuellement, c'est nager à contre-courant. **S'organiser collectivement pour lutter en faveur de politiques volontaristes et pour s'opposer à la destructions du vivant est la seule option qui nous permettra de vivre autrement.**

À retenir de cette deuxième partie

Les arguments avancés pour justifier la relance minière reposent souvent sur l'idée que l'extraction serait devenue indispensable pour répondre aux défis climatiques, économiques ou géopolitiques contemporains.

L'analyse présentée dans cette seconde partie invite à nuancer fortement cette affirmation.

- La lutte contre le changement climatique ne peut être réduite à une simple substitution des énergies fossiles par des métaux et des technologies nouvelles.**
- Les besoins croissants en métaux résultent aussi de choix économiques, industriels et politiques qui peuvent être discutés et transformés.**
- Les mines contemporaines continuent de générer des impacts importants sur l'environnement, la santé, les ressources en eau et les territoires, y compris en Europe.**
- Les réglementations européennes et françaises ne suppriment pas les risques liés à l'activité minière et ne garantissent pas à elles seules une exploitation réellement responsable.**
- Les bénéfices annoncés en matière de souveraineté, de rentabilité ou d'emploi doivent être examinés avec attention au regard des coûts environnementaux, sociaux et démocratiques associés à ces projets.**
- La question centrale n'est pas seulement de savoir où extraire les métaux, mais quels usages leur sont destinés, quelles quantités sont réellement nécessaires et quel modèle de société ils contribuent à soutenir.**

Pour Solidaires, ces éléments conduisent à considérer que le projet EMILI ne constitue pas une réponse satisfaisante aux enjeux écologiques, sociaux et démocratiques auxquels nous sommes confronté·es.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Le projet de mine de lithium d'Échassières ne peut être analysé isolément. Il s'inscrit dans un mouvement plus large de relance de l'extractivisme en Europe et dans le monde, présenté aujourd'hui comme une réponse incontournable à la crise climatique.

Pour Solidaires, cette vision repose sur une impasse : celle qui consiste à vouloir résoudre les conséquences environnementales d'un modèle économique fondé sur la croissance permanente sans remettre en cause les logiques qui en sont à l'origine.

L'extraction de nouvelles ressources minières ne constitue pas une solution durable si elle s'accompagne de nouvelles pollutions, d'une pression accrue sur les ressources naturelles, d'atteintes aux droits humains et d'une fuite en avant dans la consommation de matières premières.

La question posée n'est donc pas seulement celle de l'origine du lithium utilisé dans les batteries. Elle est celle du modèle de société que nous souhaitons construire.

Voulons-nous poursuivre une logique où toujours plus de ressources sont extraites pour maintenir les niveaux actuels de production et de consommation ? Ou souhaitons-nous engager une transition écologique fondée sur la sobriété, la justice sociale, le partage des richesses, le développement des services publics et la réduction des inégalités ?

Solidaires défend la seconde voie. Cela implique de réduire les consommations les plus inutiles, de développer massivement les transports collectifs, de soutenir les activités réellement utiles socialement, de relocaliser certaines productions essentielles et de garantir aux travailleuses et travailleurs des perspectives d'emploi et de reconversion choisies.

La transition écologique ne peut pas être construite contre les territoires, contre les populations ou contre le vivant. Elle ne peut être durable que si elle est démocratique, socialement juste et respectueuse des limites de la planète. C'est au regard de ces principes que Solidaires s'oppose au projet de mine de lithium d'Échassières et, plus largement, au modèle extractiviste qui l'accompagne.